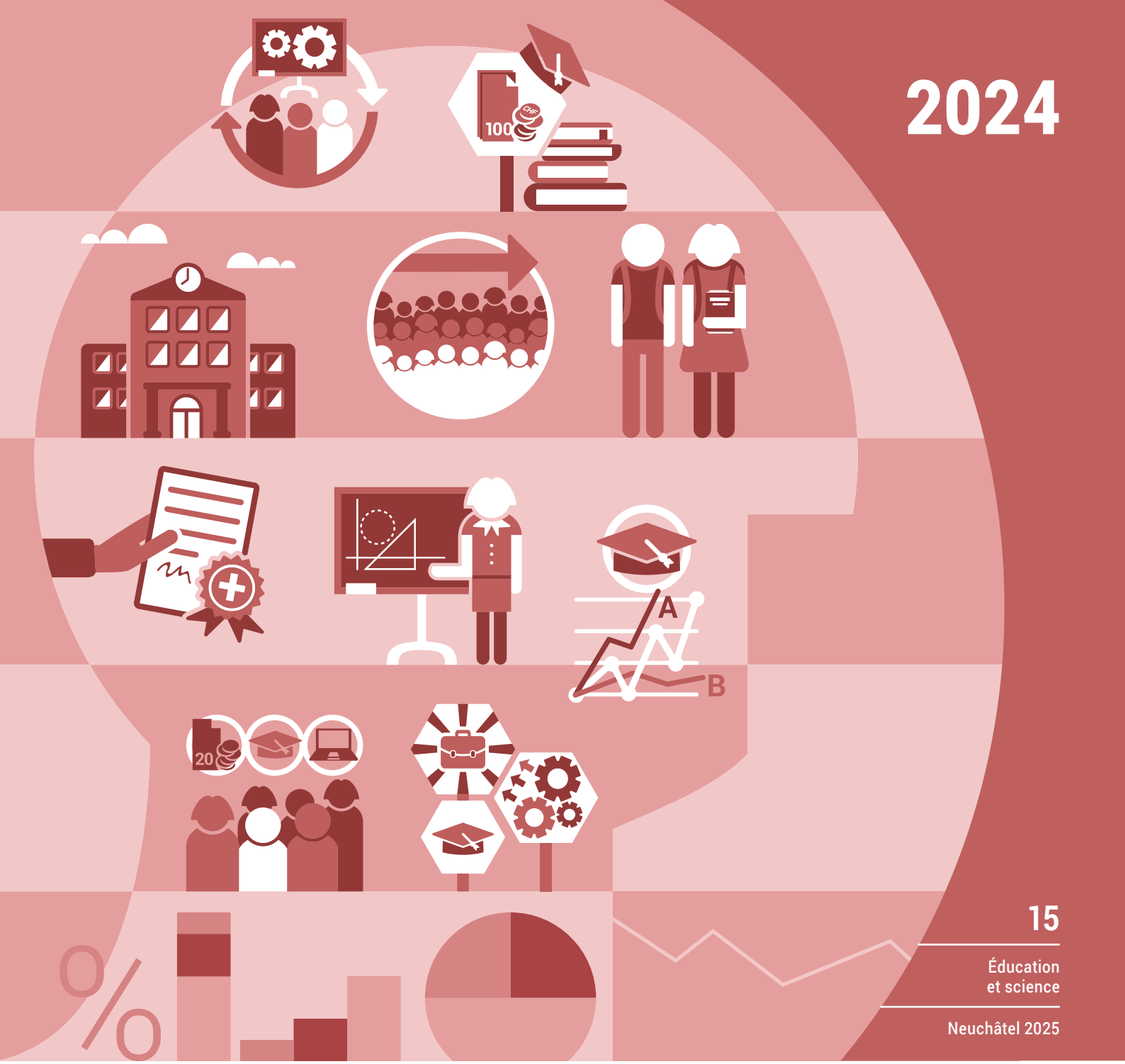


2024

15

Éducation
et science

Neuchâtel 2025

Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses

Rapport principal de l'enquête 2024 sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Domaine «Éducation et science»

Publications actuelles sur des thèmes apparentés

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, veuillez passer commande par téléphone (+41 58 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).

Domaine «Éducation et science» sur Internet

www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science

Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses

Rapport principal de l'enquête 2024 sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants

Rédaction Philipp Fischer, OFS;
Yassin Boughaba, OFS;
Véronique Meffre, OFS

Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2025

Éditeur : Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements : situation.sociale@bfs.admin.ch ;
Philipp Fischer, OFS, tél. +41 58 463 69 59,
philipp.fischer@bfs.admin.ch ;
Yassin Boughaba, OFS, tél. +41 58 461 88 77,
yassin.boughaba@bfs.admin.ch

Rédaction : Philipp Fischer, OFS ; Yassin Boughaba, OFS ;
Véronique Meffre, OFS

Série : Statistique de la Suisse

Domaine : 15 Éducation et science

Langue du texte original : allemand : chapitre 2, 3.1, 3.2, 5 et annexe
français : chapitre 1, 3.3, 3.4, 3.5, 4, introduction et l'essentiel en bref

Traduction : Services linguistiques de l'OFS

Mise en page : Publishing et diffusion PUB, OFS

Graphiques : Publishing et diffusion PUB, OFS
Vous trouverez également les graphiques en version interactive dans notre catalogue en ligne.

En ligne : www.statistique.ch

Imprimés : www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright : OFS, Neuchâtel 2025
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.

Numéro OFS : 255-2400

ISBN : 978-3-303-15712-1

Table des matières

Introduction 5

L'essentiel en bref 6

1 Profil des étudiants et contexte 7

1.1 Caractéristiques sociodémographiques 7

1.2 Enseignement à distance 9

2 Conditions de vie 12

2.1 Logement 12

2.2 Activité rémunérée 13

2.3 Budget-temps 16

3 Situation financière 19

3.1 Ressources financières 19

3.2 Bourses et prêts 21

3.3 Dépenses 23

3.4 Difficultés financières 25

3.5 Endettement 26

4 Expériences durant les études 28

4.1 Relations sociales 28

4.2 Mobilité nationale et internationale 29

4.3 Expériences de discrimination 32

4.4 Difficultés dans les études 35

4.5 Abandon et arrêts des études 37

5 Santé 40

5.1 Problèmes de santé de longue durée 40

5.2 Limitations dans les études 41

5.3 Bien-être et santé mentale 42

Annexe 47

A.1 Remarques méthodologiques 48

A.2 Définitions 49

A.3 Sources des données 50

Introduction

Depuis 2020, la Suisse et le monde des hautes écoles ont été touchés par de nombreux changements, tels que la pandémie de COVID-19 et le développement de l'enseignement à distance, le renchérissement des biens et services, les conflits internationaux et l'asile, les mobilisations étudiantes et les restrictions budgétaires. Ces différentes crises, évolutions, décisions et initiatives ont peu ou prou, selon les situations, affecté le cadre des études et les conditions des étudiants[1] dans les hautes écoles suisses. Depuis l'introduction du système de Bologne en 2004/2005, les conditions d'études et de vie des étudiants se sont révélées sinon très stables marquées par des évolutions au long cours. Dans quelle mesure la vie des étudiants a-t-elle évolué entre 2020 et 2024, période marquée par ces différents changements?

Ce rapport, basé sur l'enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et étudiants, brosse un portrait actuel de la condition étudiante et analyse son évolution depuis 2005 afin de fournir des chiffres utiles au pilotage des hautes écoles et de nourrir les discussions relatives à l'organisation et au financement des études en Suisse. Pour la présente édition, au vu des différents changements mentionnés, le rapport met toutefois également en lumière d'éventuelles ruptures par rapport à l'enquête précédente qui se référait à la situation avant la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, parallèlement aux thématiques classiquement liées aux étudiants tels que le logement, les subsides d'études ou l'activité rémunérée à côté des études, ce rapport présente des résultats sur des aspects de la vie étudiante qui n'étaient pas analysés jusqu'à présent, tels que les expériences de discrimination dans le contexte des études.

Pour la sixième vague de cette enquête de l'Office fédéral de la statistique (OFS), les analyses se fondent sur les réponses d'environ 28 000 étudiants inscrits dans une haute école universitaire, une haute école spécialisée ou une haute école pédagogique au semestre de printemps 2024 pour accomplir un bachelor ou un master.[2]

Le premier chapitre présente le profil des étudiants et propose des informations de contexte en lien avec l'enseignement à distance.

Le deuxième chapitre analyse les conditions de vie des étudiants à l'aide d'indicateurs relatifs au logement, à l'activité rémunérée et au budget-temps, tandis que le troisième chapitre expose des résultats sur la situation financière des étudiants, qu'il s'agisse de leur budget (ressources et dépenses) ou des contraintes financières qui pèsent sur eux telles que les difficultés financières ou l'endettement.

Le quatrième chapitre analyse les expériences durant les études en abordant une variété d'aspects de la vie étudiante, notamment les relations sociales, la mobilité nationale et internationale, les difficultés dans les études, l'abandon ou encore les expériences de discrimination.

Le cinquième chapitre clôt le rapport avec une analyse détaillée de la santé des étudiants. Il offre des résultats sur les problèmes de santé durables, mais également des chiffres spécifiques sur la santé psychique des étudiants, notamment l'ampleur des symptômes de dépression et les facteurs qui sont associés à ces symptômes.

L'annexe présente les aspects méthodologiques de l'enquête, ainsi que les définitions utilisées.

Le présent rapport propose des résultats généraux sur les divers aspects des conditions de vie et d'études dans les hautes écoles. Pour approfondir ces résultats, une annexe en ligne est disponible sur le site Internet de l'OFS.

L'OFS remercie les étudiantes et les étudiants interrogés d'avoir répondu au questionnaire.

[1] Le terme «étudiants» comprend toutes les personnes quel que soit leur genre.

[2] Pour une définition exacte de la population d'enquête, voir l'annexe A.1.

L'essentiel en bref

L'âge moyen des étudiants (2024 : 26,0 ans) et la part des étudiants ayant des enfants (2024 : 5,7%) sont restés relativement stables depuis 2005. En revanche, le statut migratoire et l'origine sociale des étudiants ont évolué de manière continue au cours de ces dernières années. La part des étudiants issus de la migration n'a cessé d'augmenter depuis 2013, passant de 28 à 37%. Quant aux étudiants dont au moins un des parents possèdent un diplôme d'une haute école, leur proportion qui était de 36% en 2005 a atteint le seuil des 50% en 2024. Cette surreprésentation ne relève pas uniquement de la question de l'accès au monde des hautes écoles, mais également de processus de sélection opérant en amont, l'obtention du certificat de maturité étant fortement corrélée au niveau socio-économique des parents.

Quatre étudiants sur dix vivent chez leurs parents en 2024 et 72% exercent une activité rémunérée en parallèle des études. Le taux d'actifs occupés a diminué continûment depuis 2005 (78%), alors que la part des étudiants travaillant à plus de 40% a augmenté régulièrement pour la même période (18% en 2005 versus 29% en 2024). Le budget-temps qui était relativement stable depuis 2005 présente une évolution significative en 2024 avec une diminution d'environ deux heures par semaine du temps consacré aux études (33,3 heures en 2024 versus 35,4 heures en 2020).

Entre 2020 et 2024, on ne constate pas de rupture s'agissant de la situation financière des étudiants, les changements observés s'intégrant dans des évolutions sur le long terme. En 2024, les étudiants disposaient en moyenne de 2282 francs par mois (valeur médiane) durant le semestre, un montant qui n'était pas différent de celui enregistré en 2020. Les ressources des étudiants proviennent essentiellement du soutien de la famille (50%) et de l'exercice d'une activité rémunérée (42%). Dans l'ensemble, la médiane des dépenses totales mensuelles des étudiants se situe à 1844 francs, un montant pratiquement identique à 2020. Un étudiant sur six (16%) déclarait rencontrer de grandes à très grandes difficultés financières en 2024, un taux en augmentation par rapport à 2020 (13%), mais qui retrouve le niveau enregistré pour les enquêtes antérieures.

Les étudiants sont moins fréquemment en contact, virtuellement ou en face à face, avec leurs camarades d'études en 2024 qu'en 2020. Les étudiants évaluent globalement positivement leurs contacts avec les enseignants (72%), mais ce chiffre est en léger recul par rapport à 2020 (75%). Les étudiants ayant réalisé une expérience de mobilité à l'étranger depuis le début de leurs études sont moins nombreux en 2024 (19%) qu'en 2020 (26%). Surtout, les étudiants déclarent moins souvent avoir l'intention d'accomplir un séjour temporaire d'études dans un autre pays comparé à 2020 et sont plus enclins à appréhender un tel séjour comme un obstacle. La part des étudiants ayant des difficultés dans les études à cause de problèmes personnels (22%) ou financiers (21%) a augmenté en 2024 par rapport à 2020 (17% pour les deux catégories), tandis que les difficultés directement liées au contenu des études (p. ex. niveau d'exigence du domaine) ont reculé (2020 : 33% ; 2024 : 30%). Par rapport à 2020, les étudiants indiquent également un peu plus souvent avoir l'intention d'abandonner leurs études en 2024 (2020 : 9% ; 2024 : 11%). Par ailleurs, interrogés pour la première fois sur leurs expériences de discrimination, 25% des étudiants rapportent en être victime, principalement en raison du genre, de la langue ou du dialecte et de la nationalité.

Par rapport à 2020, la part des étudiants qui rapportent des problèmes de santé de longue durée ou des limitations dans les études en raison de problèmes de santé a augmenté. L'évolution la plus importante concerne la santé psychique, avec 29% des étudiants qui décrivent des symptômes de dépression modérés à sévères contre 23% en 2020. Relevons cependant que 64% des étudiants se déclarent heureux ou extrêmement heureux en Suisse, un taux supérieur à la moyenne des étudiants européens (58%) selon les résultats EUROSTUDENT.

En 2024, le recours au distanciel concernait les étudiants de tous les types de hautes écoles et de tous les niveaux d'études, et ce, dans des proportions importantes (entre 45 et 60%). Globalement, l'analyse montre que les étudiants fréquemment à complètement en distanciel investissent moins de temps dans les études, mais plus dans l'activité rémunérée. Le suivi de la formation à distance ne les confronte pas à davantage de difficultés liées au contenu des études que leurs collègues. En revanche, ils mentionnent plus souvent des difficultés dans les études en lien avec des problèmes de motivation ou financiers. Ils rapportent également une plus faible intégration au monde des hautes écoles et envisagent plus souvent d'abandonner les études.

En résumé, les analyses montrent des évolutions lentes depuis 2005 telles que l'augmentation de la représentation des origines sociales élevées, la diminution de la part des étudiants qui exercent une activité rémunérée ou la progression du logement parental. Toutefois, on observe certaines ruptures par rapport à l'enquête de 2020 : les étudiants ont réduit leur implication dans les études et font face à plus de problèmes personnels et en lien avec la santé en 2024.

1 Profil des étudiants et contexte

Ce chapitre brosse le portrait des étudiants en 2024, c'est-à-dire leur profil sociodémographique dans le contexte post-pandémie qui caractérise aujourd'hui les hautes écoles. D'une part, la répartition femmes-hommes, la structure d'âge, la parentalité, l'origine sociale et le statut migratoire des étudiants sont analysés, au regard des évolutions de ces vingt dernières années. D'autre part, divers indicateurs en lien avec l'enseignement à distance sont présentés afin d'identifier dans quelle mesure ce mode d'enseignement et d'apprentissage est aujourd'hui prégnant dans le contexte des hautes écoles. Ce portrait en contexte est un point de départ pour comprendre la diversité et les transformations des conditions d'études et de vie des étudiants en 2024.

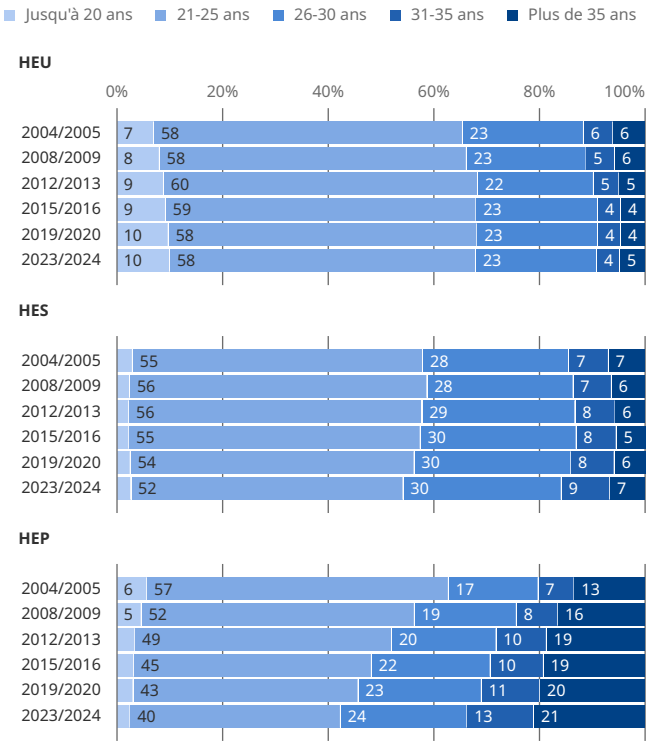
1.1 Caractéristiques sociodémographiques

En Suisse, le système des hautes écoles comprend les universités cantonales et les écoles polytechniques fédérales, qui forment les hautes écoles universitaires (HEU), les hautes écoles spécialisées (HES) et les hautes écoles pédagogiques (HEP). Pour l'année académique 2023/2024, 234 290 personnes étaient inscrites dans les hautes écoles suisses afin de préparer un bachelor, un master ou une autre formation. Quelles sont les caractéristiques sociodémographiques de cette population? Il s'agit ici de présenter le profil des étudiants en 2024 et de situer ces résultats par rapport aux tendances de fond qui déterminent la composition de la population étudiante depuis 20 ans.

Sexe et âge

En 2024, on constate une inégale répartition des sexes selon les (groupes de) domaines d'études. Avec par exemple 32% de femmes dans le groupe de domaines d'études HEU Sciences techniques et 15% dans le domaine d'études HES/HEP Technique et IT ou 30% d'hommes en Sciences humaines et sociales et 19% en Santé, ce déséquilibre est encore prégnant[1].

Âge selon le type de hautes écoles, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Système d'information universitaire suisse (SIUS)

gr-f-15.02.05.19
© OFS 2025

Depuis l'introduction du système de Bologne[2], l'âge moyen des étudiants est resté remarquablement stable dans le temps, passant de 25,8 ans à 26,0 ans entre 2004/2005 et 2023/2024. Cette stabilité s'observe également lorsqu'on examine l'évolution des groupes d'âge: pour la même période, la part des étudiants âgés de 25 ans ou moins oscille entre 65 et 69% dans les HEU et entre 55 et 58% dans les HES. Dans les HEP, on note toutefois une tendance nette à la diminution du poids des étudiants les plus jeunes depuis 20 ans: les étudiants âgés de 25 ans ou moins

[1] Pour plus d'informations sur les conséquences d'une position minoritaire dans le domaine d'études, voir les chapitres sur les discriminations (4.3) et sur les difficultés dans les études (4.4). Pour plus de détails sur la répartition genrée dans les domaines d'études, voir OFS (2017): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses*. Neuchâtel: OFS. Pages 13–14. Pour l'évolution de la part des femmes dans les hautes écoles suisses, voir www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Personnes en formation → Degré tertiaire – Hautes écoles.

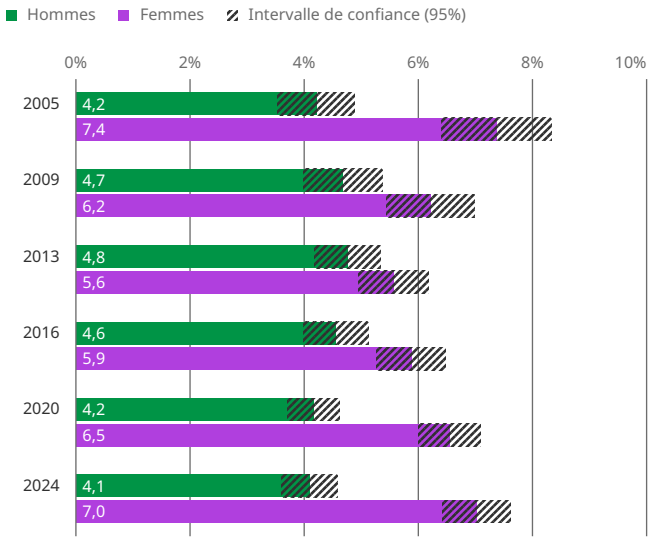
[2] L'objectif premier de la réforme de Bologne est de promouvoir la mobilité et de renforcer la compétitivité du système européen d'éducation et de formation. Les éléments constitutifs du processus de Bologne sont le système en trois cycles (bachelor, master et doctorat), le système de crédits ECTS, la coopération en matière d'évaluation de la qualité et l'introduction de cadres nationaux de qualification. Voir www.sbfi.admin.ch → Hautes écoles → Les hautes écoles → Processus de Bologne

comptaient pour 63% en 2004/2005 contre 43% en 2023/2024[3] (pour une analyse selon le (groupe de) domaine(s) d'études, voir tableau TA1.1 dans l'annexe en ligne).

Parentalité

En 2024, la part des étudiants ayant des enfants est très réduite en Suisse (5,7%). En comparaison internationale, la Suisse affiche un des taux d'étudiants avec enfant(s) le plus bas d'Europe, bien que les étudiants âgés de plus de 25 ans soient plus nombreux que la moyenne européenne[4]. Cette situation est restée stable depuis 20 ans, tant pour les femmes (5,6 à 7,4% avec enfant(s)) que pour les hommes (4,1 à 4,8%).

Étudiants ayant des enfants selon le sexe, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

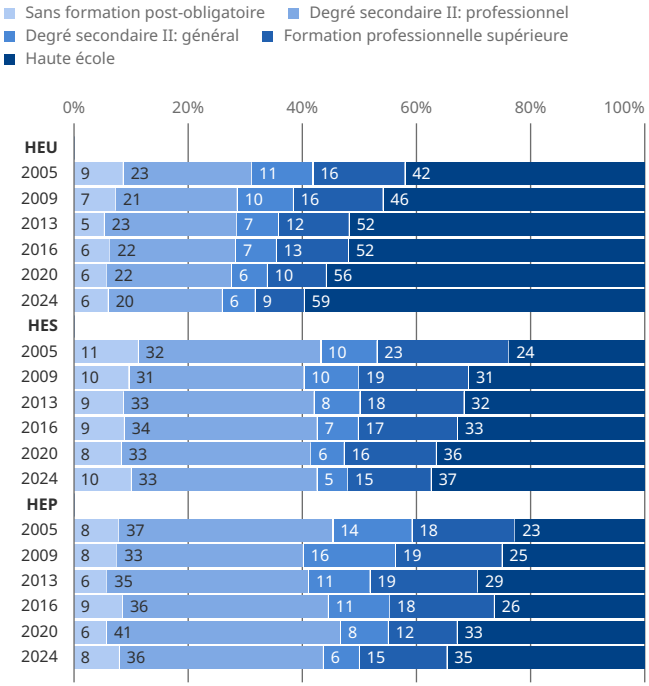
gr-f-15.02.05.20
© OFS 2025

Origine sociale

L'origine sociale, c'est-à-dire la position sociale des parents des étudiants[5], est mesurée dans ce rapport à partir du plus haut niveau de formation[6].

En 2024, la moitié des étudiants des hautes écoles est issue de familles au sein desquelles un ou deux parents ont achevé une formation en haute école (50%). 26% des étudiants ont des parents qui disposent d'une formation professionnelle de degré secondaire II, 11% d'une formation professionnelle supérieure et 6% d'une formation générale de degré secondaire II. Les étudiants dont les parents ne disposent pas de formation post-obligatoire sont peu nombreux (8%). La part des étudiants dont les parents sont titulaires d'un diplôme d'une haute école n'a cessé d'augmenter, passant de 36% en 2005 à 50% en 2024. L'augmentation est particulièrement forte et linéaire pour les HEU (+17 points de pourcentage), mais concerne tous les types de hautes écoles (HES, +13 points de pourcentage, HEP, +12 points de pourcentage). Cette évolution reflète pour partie l'élévation

Plus haut niveau de formation des parents selon le type de hautes écoles, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.21
© OFS 2025

[3] Cette diminution des étudiants les plus jeunes et cette augmentation des étudiants les plus âgés sont par hypothèse liées à l'ouverture, au sein des HEP, d'une formation accélérée à l'enseignement pour les personnes dotées d'une formation professionnelle dans un autre domaine et qui cherchent à se reconvertir. Ces formations accélérées sont reconnues par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) depuis 2012. Voir OFS (2016): *La formation des futurs enseignants en Suisse*. Neuchâtel: OFS. Page 9 ss.

[4] German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Conditions of Student Life in Europe. Eurostudent 8 2021–2024*. Bielefeld: WBV. Pages 38 et 40. www.eurostudent.eu → Publications

[5] Les étudiants ont été interrogés sur leurs parents, c'est-à-dire les personnes qui les ont élevés.

[6] Les données de l'enquête SSEE permettent également d'analyser l'origine sociale des étudiants à partir de la plus haute catégorie socioprofessionnelle des parents. Pour plus d'informations et de résultats sur la nomenclature des catégories socioprofessionnelles, voir OFS (2021): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses*. Neuchâtel: OFS. Pages 11–13.

du niveau de formation de la population résidante, à l'œuvre depuis 30 ans[7]. Toutefois, avec 50%, le niveau haute école est fortement surreprésenté parmi les parents des étudiants, comparé aux parents de la population résidante âgée de 20 à 35 ans (25%)[8]. Cette surreprésentation ne relève pas uniquement de la question de l'accès au monde des hautes écoles, mais également de processus de sélection opérant en amont, l'obtention du certificat de maturité étant fortement corrélée au niveau socio-économique des parents.[9]

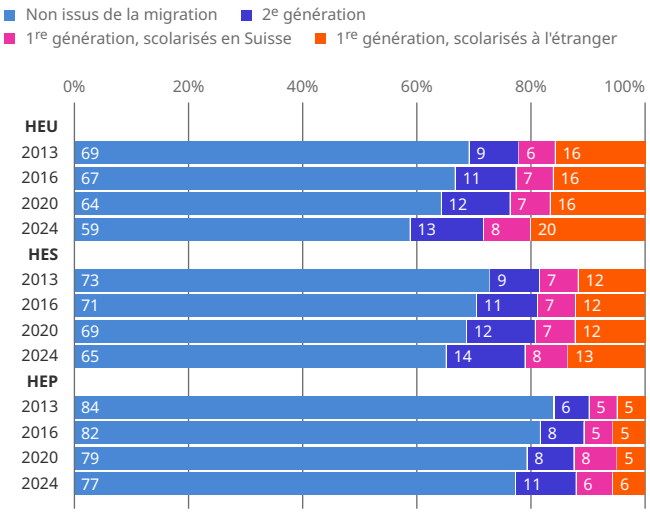
Statut migratoire

Pour analyser le statut migratoire des étudiants, nous utilisons une typologie qui combine le lieu de naissance et la nationalité des étudiants et de leurs parents ainsi que le lieu de scolarisation des étudiants[10].

En 2024, la proportion d'étudiants issus de la migration s'élève à 37% (2013: 28%). Elle est inférieure à la proportion de personnes issues de la migration au sein de la population résidante permanente âgée de 18 à 35 ans (44%)[11]. Les étudiants issus de la migration se subdivisent en trois groupes: 13% appartiennent à la 2e génération, 8% à la 1re génération et ont été scolarisés en Suisse et 16% appartiennent à la 1re génération et ont été scolarisés à l'étranger. Ce dernier groupe d'étudiants est majoritairement composé de personnes venues en Suisse pour étudier. Depuis 2013, la part des étudiants non issus de la migration a diminué dans tous les types de hautes écoles, mais de manière plus marquée en HEU, passant de 69 à 59% en 2024 contre 73 à 65% pour les HES et 84 à 77% pour les HEP. Cette évolution est principalement liée à une augmentation de la part des étudiants de la 2e génération. Entre 2020 et 2024, la part des étudiants nés et scolarisés à l'étranger a toutefois augmenté de manière significative dans les HEU, passant de 16 à 20%.

En 2024, le profil des étudiants ressemble à celui enregistré par le passé, certaines tendances telles que l'augmentation du poids des origines sociales élevées et la diminution de la proportion des étudiants non issus de la migration s'étant toutefois accentuées.

Statut migratoire selon le type de hautes écoles, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.22
© OFS 2025

1.2 Enseignement à distance

Après avoir établi les tendances lourdes qui déterminent les caractéristiques des étudiants en 2024, il s'agit ici d'analyser l'ampleur de l'enseignement à distance dans les hautes écoles suisses quatre ans après l'émergence de la pandémie de COVID-19[12].

Les étudiants ont été interrogés sur leurs usages de l'enseignement à distance durant le semestre de printemps 2024. Il leur a été demandé d'évaluer dans quelle proportion ils suivaient des cours, des séminaires ou des exercices pratiques à distance. Ils pouvaient répondre sur une échelle allant de 1 = «complètement en présentiel» à 5 = «complètement à distance» ou choisir la catégorie 0 = «ne me concerne pas». Pour l'analyse, les catégories ont été regroupées comme suit: 1 = «Complètement en présentiel», 2–3 «Un peu à moyennement à distance», 4–5 = «Fréquemment à complètement à distance». Les étudiants qui ne suivaient pas de cours, de séminaires ou d'exercices pratiques au printemps 2024 (0 = «Ne me concerne pas») sont exclus de l'analyse.

7 Pour plus d'informations, voir le tableau détaillé sur: www.statistique.ch → Statistiques → Travail et rémunération → Activité professionnelle et temps de travail → Caractéristiques de la main d'œuvre → Niveau de formation

8 Microrecensement formation de base et formation continue 2021. Voir www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Indicateurs de la formation → Hautes écoles: origine sociale

9 Voir OFS (2025): *L'obtention d'un titre du degré secondaire II selon le contexte socio-économique des jeunes*. Neuchâtel: OFS

10 Pour une présentation détaillée de cette typologie, voir annexe A.2.

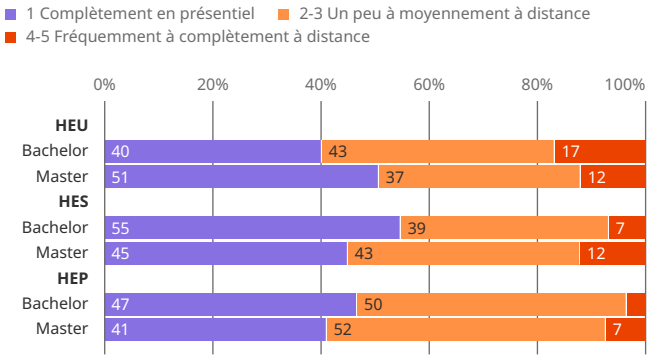
11 Enquête suisse sur la population active, 2023. www.statistique.ch → Statistiques → Population → Migration et intégration → Population selon le statut migratoire

12 Les données relatives à l'enseignement à distance dans les hautes écoles sont uniquement disponibles pour l'enquête 2024. Il n'est donc pas possible d'établir une comparaison avec 2020.

En 2024, le recours au distanciel concerne les étudiants de tous les types de hautes écoles et tous les niveaux d'études, et ce, dans des proportions importantes. Dans les HEU, 60% des étudiants en bachelor et 49% de ceux en master suivent, selon leur propre déclaration, une partie ou l'ensemble de l'enseignement à distance. Dans les HES et les HEP, ces proportions s'élèvent à des niveaux semblables (respectivement 45 et 55% pour les HES, 53 et 59% pour les HEP)[13].

Les données EUROSTUDENT, qui fournissent des indications sur la vie étudiante en Europe, permettent de mesurer l'importance de l'enseignement à distance au niveau européen et donc de comparer la Suisse avec d'autres pays.[14] Avec 53% d'étudiants qui suivent une partie de leur formation à distance, la Suisse se situe en dessous de la moyenne européenne (64%). Nettement moins en distanciel que les étudiants des pays baltes par exemple (Lettonie 89%, Estonie 88% Lituanie 80%) ou des pays nordiques (Finlande 91%, Islande 90%, Norvège 73%, Suède 71%), les étudiants des hautes écoles suisses suivent par contre plus souvent leurs cours et séminaires à distance qu'en France (36%), qu'en Espagne (31%) ou qu'au Portugal (23%).

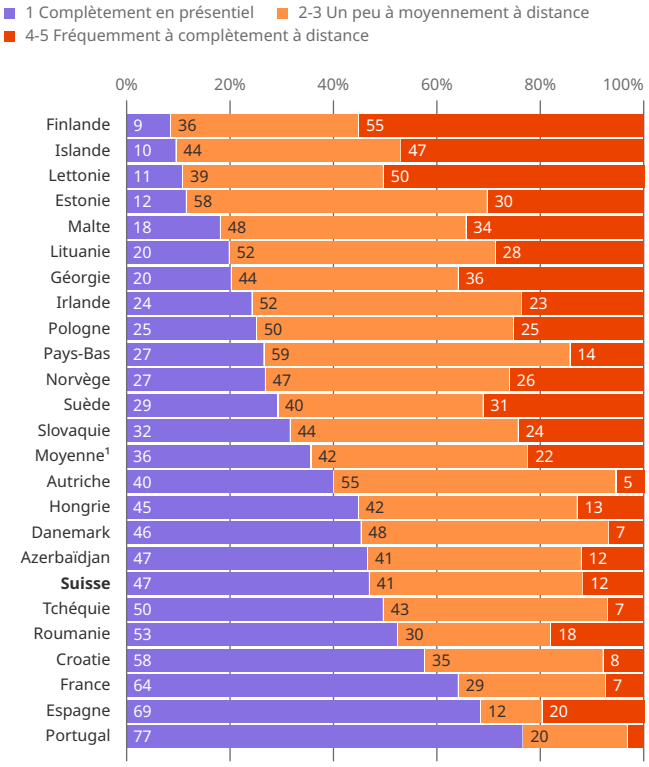
Enseignement à distance selon le type de hautes écoles et le niveau d'études, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.23
© OFS 2025

Enseignement à distance selon le pays, en %



¹ Moyenne non pondérée des pays EUROSTUDENT

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE), EUROSTUDENT 8

gr-f-15.02.05.24
© OFS 2025

Qui sont les étudiants fréquemment en distanciel?
Un profil net caractérise les étudiants qui suivent fréquemment voire complètement leur formation à distance: plus souvent âgés de plus de 35 ans que la moyenne (12% d'entre eux contre 6% pour l'ensemble des étudiants), ces étudiants sont plus fréquemment mariés ou en partenariat (11% contre 6% pour le total) et ont un ou des enfants (9% contre 5% pour l'ensemble des étudiants). Ce sont par ailleurs plus souvent des hommes (52%) que la moyenne (46%). Ces étudiants sont fortement surreprésentés dans les HEU (74% contre 57% pour l'ensemble des étudiants), en particulier à l'UZH (15% contre 10% pour le total) et à Unidistance FS-CH (8% d'entre eux y sont inscrits contre 1% pour l'ensemble des étudiants). Ils sont en revanche représentés de manière équilibrée dans les différents (groupes de) domaines d'études.

[13] Pour des résultats par (groupe de) domaine(s) d'études, voir tableau TA1.2 dans l'annexe en ligne.

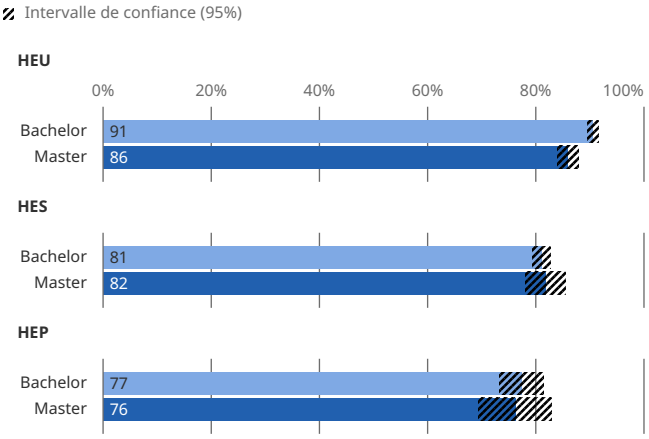
[14] Les différences entre pays s'expliquent en partie par la composition de la population étudiante ainsi que par les spécificités nationales du système des hautes écoles. German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Conditions of Student Life in Europe. Eurostudent 8 2021–2024.* Bielefeld: WBV. www.eurostudent.eu → Publications

Les étudiants ont été interrogés sur les formats d'enseignement et d'apprentissage à distance qu'ils utilisaient au printemps 2024, dont les cours, séminaires ou exercices pratiques enregistrés suivis en direct et les cours, séminaires ou exercices pratiques enregistrés suivis en différé. Pour l'analyse, ces deux formats ont été regroupés. Les étudiants qui ne suivaient pas l'enseignement à distance durant le semestre de printemps 2024 ont été exclus de l'analyse.

Parmi les différents formats d'enseignement et d'apprentissage à distance existants (voir graphique en ligne), les cours, séminaires et exercices pratiques suivis en direct ou en différé sont très fréquemment utilisés. Qu'il s'agisse des HEU ou des HES et des HEP, des étudiants de bachelor ou de master, la très grande majorité des étudiants qui suivent au moins une partie de leur formation à distance utilisent, selon leur propre déclaration, le format du cours en direct ou en différé pour leurs études. Cette fréquence oscille entre 86 et 91% pour les HEU et entre 76 et 82% pour les HES et les HEP.

Il est difficile de rigoureusement établir que la prégnance de l'enseignement à distance qu'on observe aujourd'hui dans les hautes écoles suisses est une évolution liée à la pandémie de COVID-19, faute de données pour la période précédente. Cependant, l'ampleur actuelle du recours au distanciel appelle d'une part à comparer dans les chapitres suivants les conditions de vie et d'études entre 2020 et 2024 et, d'autre part, à étudier les éventuels liens entre l'enseignement à distance et la situation sociale et économique des étudiants.

Cours, séminaires et exercices pratiques enregistrés suivis en direct ou en différé selon le type de hautes écoles et le niveau d'études, en % des étudiants qui suivent des enseignements à distance



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.25
© OFS 2025

2 Conditions de vie

Ce chapitre, qui porte sur les conditions de vie des personnes qui étudient dans une haute école, aborde trois thématiques principales, à savoir le mode de logement et les difficultés à trouver un logement, l'exercice d'une activité rémunérée ainsi que le taux d'occupation et, finalement, le budget-temps des étudiants.

2.1 Logement

2.1.1 Mode de logement

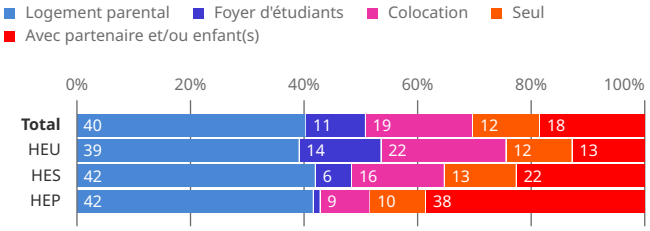
Les indications sur le mode de logement se réfèrent aux conditions de logement des étudiants en semaine pendant le semestre.

La majorité des personnes interrogées ne vivent plus chez leurs parents, du moins pas pendant les semestres d'études. Elles sont 11% à vivre dans un foyer pour étudiants ou une autre structure réservée à ces derniers, 19% à partager un logement avec d'autres personnes (colocation, p. ex.), 12% à vivre seules et 18% à partager un logement avec un ou une partenaire ou avec des enfants. En Suisse, la part des étudiants qui vivent chez leurs parents est de 40%, soit supérieure à la moyenne européenne (34%)[1].

Le type de logement dépend en grande partie de l'âge de la personne (voir graphique en ligne). La proportion d'étudiants vivant chez leurs parents diminue avec l'âge, passant de 57% chez les plus jeunes à 3% chez les plus de 35 ans. La part de ceux qui vivent avec leur partenaire ou leurs enfants augmente en conséquence. Jusqu'à l'âge de 30 ans, une personne aux études sur cinq environ vit en colocation. Au-delà de cet âge, ce type de logement devient moins prisé. Le pourcentage de personnes vivant seules pendant leurs études varie entre 9 et 20%. Les étudiants des deux groupes d'âge les plus jeunes résident plus souvent dans des foyers pour étudiants (respectivement 15 et 13%) que ceux des trois groupes d'âge les plus âgés (respectivement 8, 4 et 1%).

Les femmes vivent nettement plus souvent avec un ou une partenaire ou avec des enfants (21%) que les hommes (15%). En revanche, elles vivent moins souvent en colocation (femmes: 17%; hommes: 21%). Pour les autres modes de logement, les différences entre les sexes sont de l'ordre de 1 à 2 points de pourcentage.

Mode de logement selon le type de hautes écoles, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.26
© OFS 2025

Les étudiants dont au moins un des parents a un diplôme d'une haute école vivent moins souvent chez ces derniers (37%) pendant leurs études que ceux dont les parents ont un niveau de formation inférieur (pas de formation postobligatoire: 51%; degré secondaire II, formation professionnelle: 43%; degré secondaire II, formation générale: 41%; formation professionnelle supérieure: 44%).

Le mode de logement varie en fonction du type de hautes écoles. Les personnes immatriculées dans une HEP vivent plus souvent avec leur partenaire ou avec des enfants (38%) que celles qui étudient dans une HEU ou une HES (respectivement 13 et 22%). Par contre, elles vivent moins souvent en colocation (9%) et en foyer (1%) que les étudiants en HEU ou en HES (colocation: 22%, 16%; foyer: 14%, 6%). Ces écarts sont en grande partie liés aux différences observées dans la structure par âge d'un type de hautes écoles à l'autre (voir chapitre 1.1).

La part des personnes interrogées qui vivent dans un foyer ou une autre structure pour étudiants reflète l'offre de ce type de logement sur les sites des hautes écoles. À l'Institut de hautes études internationales et du développement (73%) et dans les deux écoles polytechniques fédérales (Lausanne: 33%, Zurich: 26%), la proportion d'étudiants habitant dans un foyer pour étudiants est supérieure à la moyenne HEU de 14%. On observe des valeurs supérieures à la moyenne des HES et des HEP (5%) à la Zürcher Hochschule der Künste (25%), à la Haute école Spécialisée de la Suisse Occidentale (10%) et à la Fachhochschule Luzern (8%). Pour plus d'informations, voir le tableau TA 2.1 dans l'annexe en ligne.

[1] German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Condition of Student Life in Europe. Eurostudent 8 Synopsis of Indicators 2021–2024.* Bielefeld: WBV. Page 243. www.eurostudent.eu → Publications

Évolution du mode de logement

Le mode de logement des étudiants évolue au fil du temps (voir graphique en ligne). La part des personnes qui vivent chez leurs parents pendant leurs études a augmenté entre 2005 et 2024, passant de 37 à 40%. La proportion des personnes qui vivent seules a diminué régulièrement, passant de 15% en 2005 à 10% en 2020, avant d'augmenter à nouveau pour atteindre 12% en 2024. La part des personnes qui logent dans un foyer pour étudiants a pratiquement triplé (11%) depuis 2005 (4%). La proportion de celles vivant en colocation a en revanche diminué pendant ce temps (de 26 à 19%). En ce qui concerne l'évolution entre 2020 et 2024 en particulier, on constate que la part des étudiants en colocation a diminué (–2 points de pourcentage), tandis que celle des étudiants vivant seuls a augmenté (+2 points de pourcentage).

2.1.2 Recherche d'un logement

Il a été demandé aux étudiants qui n'habitaient pas ou plus chez leurs parents au moment de l'enquête s'ils avaient déménagé pour aller étudier et s'ils avaient eu des difficultés à se loger.

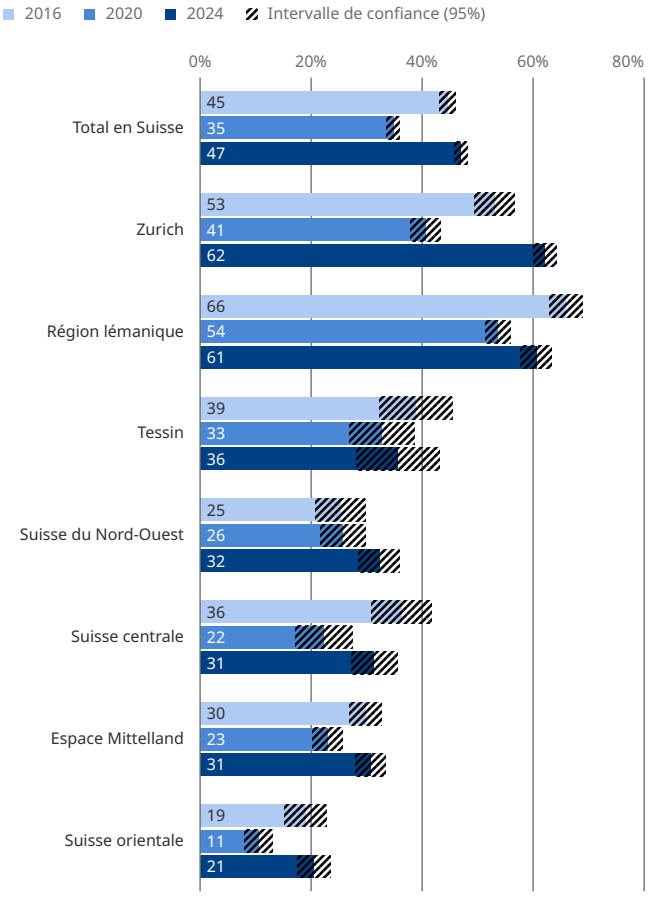
Sur l'ensemble des personnes qui étudient dans une haute école, plus de deux tiers (70%) ont changé de domicile dans le cadre de leurs études. Parmi elles, un peu moins de la moitié (47%) font état de difficultés à trouver un appartement ou une chambre. Dans l'enquête 2020, 35% des étudiants ayant déménagé ont fait état de telles difficultés (pourcentage d'étudiants ayant déménagé: 69%). En 2016, ces difficultés avaient concerné 45% des étudiants ayant déménagé (pourcentage d'étudiants ayant déménagé: 69%).

Cette proportion varie selon la région: la part des personnes qui ont fait état de difficultés à trouver un logement était supérieure à la moyenne dans la grande région de Zurich (62%) et dans la Région lémanique (61%). Elle était inférieure à la moyenne dans les grandes régions du Tessin (36%), de la Suisse du Nord-Ouest (32%), de la Suisse centrale (31%), de l'Espace Mittelland (31%) et de la Suisse orientale (21%), où la recherche d'un logement pour étudiant s'est avérée plus facile.

Difficultés à trouver un logement: évolution

Par rapport à 2020, la proportion de personnes aux études ayant eu des difficultés à trouver un logement a augmenté dans les grandes régions suivantes: Zurich (+21 points de pourcentage), Suisse orientale (+10 points), Espace Mittelland (+8 points) et Région lémanique (+7 points). Dans les grandes régions que sont la Suisse centrale, la Suisse du Nord-Ouest et le Tessin, les différences par rapport à 2020 ne sont pas statistiquement significatives. Les valeurs de 2024 se situent à un niveau similaire à celui de 2016. Elles ne varient de manière significative d'un point de vue statistique que dans la grande région de Zurich (+9 points de pourcentage).

Difficultés à trouver un appartement /une chambre selon le domicile des étudiants (grandes régions), en % des étudiants qui ont déménagé



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.27
© OFS 2025

2.2 Activité rémunérée

Le taux de personnes actives occupées et le taux d'occupation montrent dans quelle mesure l'exercice d'une activité rémunérée est répandu dans la population étudiante. Le taux de personnes actives occupées renseigne ici sur le nombre d'étudiants exerçant une activité rémunérée à côté de leurs études. Le taux d'occupation décrit le temps consacré à cette activité rémunérée.

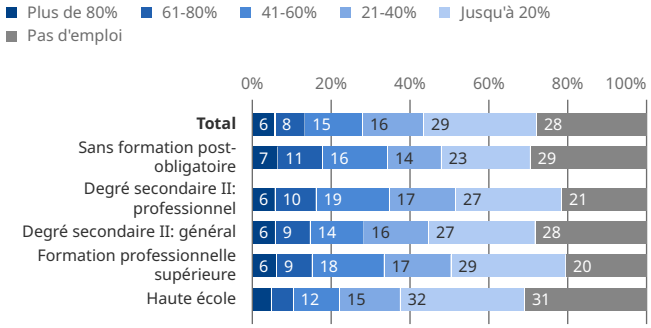
Sont prises en considération les activités rémunérées exercées de manière irrégulière ou régulière pendant les 12 mois précédant l'enquête (stages rémunérés et assistanat compris), mais pas celles réalisées avant le début des études. Le taux d'occupation est une moyenne des 12 mois précédant l'enquête.

Vue d'ensemble

Sur l'ensemble des personnes interrogées, la plupart (72%) exercent une activité rémunérée à côté de leurs études et 28% n'en exercent pas[2]. Un peu moins du tiers des personnes aux études (29%) travaillent à un taux d'occupation annuel allant jusqu'à 20%; 16% travaillent à un taux compris entre 21 et 40%. La part des personnes interrogées qui exercent une activité rémunérée à un taux d'occupation compris entre 41 et 60% est de 15%, celle des personnes travaillant à un taux compris entre 61 et 80%, de 8%. La proportion de personnes travaillant à plus de 80% à côté de leurs études est de 6%. Le taux de personnes actives occupées dans la population étudiante en Suisse (72%) est proche de la moyenne européenne (74%)[3].

Jusqu'à la tranche d'âge des 26 à 30 ans, le taux de personnes actives occupées augmente avec l'âge (jusqu'à 20 ans: 38%; de 21 à 25 ans: 70%; de 26 à 30 ans: 84%; voir graphique en ligne). Mais il cesse d'augmenter (85%, 80%) à partir du groupe d'âge supérieur (de 31 à 35 ans). Le taux d'occupation dépend également en grande partie de l'âge des étudiants. En avançant en âge, les personnes tendent aussi plus souvent à travailler à plus de 40% à côté de leurs études, entre autres parce que leurs besoins financiers augmentent.

Taux d'actifs occupés et taux d'occupation selon le plus haut niveau de formation des parents, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.28
© OFS 2025

Pendant les études, les femmes (76%) exercent plus souvent une activité rémunérée que les hommes (69%). La participation au marché du travail varie selon le sexe du fait notamment que les femmes suivent plus souvent des cursus permettant d'exercer à côté une activité rémunérée. Le taux d'occupation varie aussi selon que la personne a des enfants ou n'en a pas (part des étudiants ayant des enfants, voir chapitre 1.1). Parmi la population étudiante ayant des enfants, les femmes exercent moins souvent une activité rémunérée (71%) que les hommes (86%). À l'inverse, lorsqu'il n'y a pas d'enfant, les femmes (76%) exercent plus souvent une activité rémunérée que les hommes (68%) pendant leurs études.

Par rapport à l'ensemble des personnes interrogées (72%), la part de celles qui exercent une activité rémunérée à côté de leurs études est légèrement plus faible chez les personnes dont au moins un parent est diplômé d'une haute école (69%). La participation au marché du travail pendant les études est plus élevée chez les personnes dont au moins un parent a achevé une formation professionnelle de degré secondaire II ou une formation professionnelle supérieure (respectivement 79% et 80%) que la moyenne des étudiants (72%).

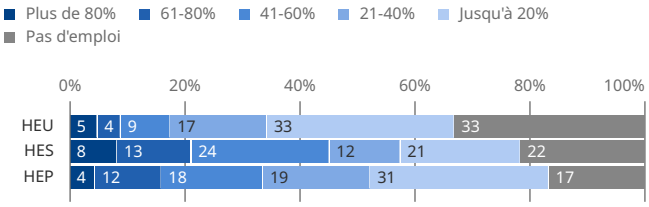
C'est chez les personnes non issues de la migration que ce taux est le plus élevé (79%). Le taux de personnes actives occupées pendant les études est moins élevé dans la population étudiante issue de la migration de la 2e génération (69%) et dans celle de la 1re génération scolarisée en Suisse (70%). Le taux d'actifs occupés des étudiants est le plus faible chez ceux de la 1re génération scolarisés à l'étranger (54%). Ce taux comparativement bas s'explique avant tout par la législation du travail applicable aux étudiants de nationalité étrangère venant d'un pays hors de l'Union européenne, qui ont un accès au marché du travail plus limité que les personnes non issues de la migration. De plus, deux tiers environ des étudiants de la 1re génération scolarisés à l'étranger viennent d'une famille dont au moins un parent est titulaire d'un diplôme du degré tertiaire.

Les personnes qui étudient dans une HEU exercent moins souvent une activité rémunérée à côté de leurs études (67%) que celles immatriculées dans une HES (78%) ou une HEP (83%). Cette différence s'explique dans une certaine mesure par les cursus d'études en cours d'emploi que proposent les HEP et les HES. Le taux d'occupation des étudiants varie selon le type de hautes écoles. Les faibles taux d'occupation (jusqu'à 40%) sont fréquents chez les personnes qui étudient dans une HEU ou une HEP: les personnes immatriculées dans une HES travaillent plus souvent à un taux d'occupation supérieur à 40% que les étudiants des HEP et surtout que ceux des HEU.

[2] Pour plus d'informations sur les raisons d'exercer ou pas une activité rémunérée pendant les études, voir OFS (2017): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses. Rapport principal de l'enquête 2016 sur la situation sociale et économique des étudiantes et étudiants*. Neuchâtel: OFS. Pages 46 et 55 ss. Les raisons n'ont pas beaucoup changé en 2024 par rapport à 2020 et 2016.

[3] Voir la base de données EUROSTUDENT: https://database.eurostudent.eu

Taux d'actifs occupés et taux d'occupation selon le type de hautes écoles, en %



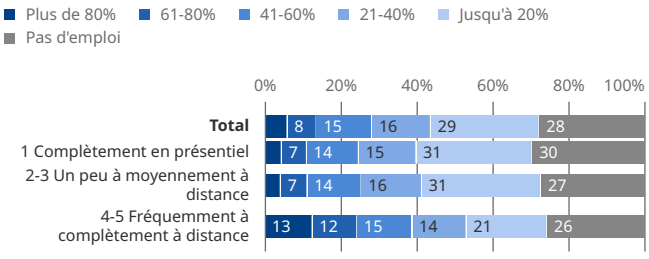
État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.29
© OFS 2025

Parmi les personnes étudiant dans une HEU, le taux d'actifs occupés varie fortement selon le groupe de domaines d'études (voir graphique en ligne). Les taux d'occupation sont majoritairement faibles, quel que soit le groupe de domaines d'études, rares étant les personnes qui travaillent à plus de 40% à côté de leurs études en HEU. Dans les HES et les HEP, le taux d'actifs occupés varie aussi fortement selon le domaine d'études (voir graphique en ligne). Quant au taux d'occupation, il est plutôt faible dans certains domaines d'études (Agriculture et sylviculture p. ex.), alors qu'il dépasse les 40% dans d'autres (Économie et services p. ex.). La répartition entre taux d'occupation faibles ou élevés est un peu plus équilibrée dans certains domaines d'études (p. ex. Architecture, construction et planification et Santé).

Parmi les personnes qui déclarent suivre l'entier de leurs études en présentiel, 70% exercent à côté une activité rémunérée. Le taux d'actifs occupés est plus élevé chez les étudiants qui suivent ne serait-ce qu'une partie de leur formation à distance (respectivement 73 et 74%). Les étudiants qui suivent une grande partie voire l'intégralité de leur formation à distance travaillent plus souvent à des taux supérieurs à 60% que ceux qui se forment un peu à moyennement à distance et ceux qui suivent toutes leurs études en présentiel. Chez ces derniers, le taux d'occupation le plus bas (jusqu'à 20%) atteint cependant 21% en moyenne.

Taux d'actifs occupés et taux d'occupation selon l'enseignement à distance, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.30
© OFS 2025

Évolution du taux de personnes actives occupées

Depuis 2005, le taux d'actifs occupés a baissé de 78 à 72% chez les personnes qui étudient dans une haute école. Le taux d'occupation a également changé (voir graphique en ligne). En 2005, 42% des étudiants exerçaient une activité rémunérée à un taux d'occupation compris entre 1 et 20%, contre 29% en 2024. La proportion de personnes travaillant à un taux d'occupation de 21 à 40% à côté de leurs études a également diminué (2005: 19%, 2024: 16%). À l'inverse, la part des taux d'occupation les plus élevés (de 41 à 60%, de 61 à 80%, plus de 80%) a augmenté entre 2005 et 2024 (respectivement de 10 à 15%, de 5 à 8% et de 3 à 6%). Une tendance qui s'est renforcée notamment entre 2020 et 2024.

Évolution du taux d'actifs occupés, en % **T 2.1**

Caractéristiques	2005	2009	2013	2016	2020	2024
Taux d'actifs occupés						
Activité rémunérée au cours des 12 derniers mois	78	77	75	75	73	72
Âge						
Jusqu'à 20 ans	59	51	51	46	45	38
21–25 ans	77	76	74	73	72	70
26–30 ans	85	85	84	84	82	84
31–35 ans	85	84	83	83	84	85
Plus de 35 ans	80	79	79	83	78	80
Sexe						
Hommes	77	74	72	71	69	69
Femmes	80	79	78	78	77	76
Type de hautes écoles						
HEU	78	75	72	71	69	67
HES	79	79	79	78	78	78
HEP	78	79	84	83	84	83
Niveau d'études						
Bachelor	71	74	74	72	71	68
Master	77	80	80	80	79	80

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

Les taux d'actifs occupés dans les deux groupes d'âge inférieurs ont diminué entre 2005 et 2024. Le recul a alors été particulièrement marqué entre 2020 et 2024 chez les moins de 20 ans (–7 points de pourcentage). Les changements observés dans les autres groupes d'âge ne sont pas statistiquement significatifs. Aux six dates de référence, les femmes travaillaient plus souvent à côté de leurs études que les hommes. Le taux de personnes actives occupées a diminué tant chez les étudiantes que chez les étudiants entre 2005 et 2024 (femmes: –4 points de pourcentage; hommes: –8 points).

Au fil du temps, le taux d'actifs occupés a connu une évolution différente selon le type de hautes écoles: dans les HEU, il a reculé de 9 points entre 2005 et 2024, se situant à 67%. Il est resté stable dans les HES. Dans les HEP, il a augmenté, passant de 78%

en 2005 à 83% en 2024. Pour ce qui est du niveau d'études, on a observé aux six dates de référence que les personnes en master travaillaient plus souvent que celles en bachelor. Le taux de personnes actives occupées des étudiants en bachelor a en outre baissé de 6 points de pourcentage entre les années 2009 ou 2013 et 2024 (pour atteindre 68%).

Continuité de l'activité rémunérée

La grande majorité des personnes qui travaillaient à côté de leurs études (82%) ont exercé une activité rémunérée tout au long de l'année universitaire (78% en 2020); 10% n'ont exercé une activité rémunérée que pendant les vacances et 8% que pendant le semestre (contre respectivement 13 et 9% en 2020).

La part des personnes ayant exercé une activité rémunérée pendant le semestre et pendant les vacances était plus faible chez les étudiants des HEU (79%) que chez ceux des HES (85%) et des HEP (87%). Les premiers étaient en revanche proportionnellement plus nombreux que les étudiants des HEP à travailler uniquement pendant les vacances. De même, les personnes étudiant en HEU (10%) ont exercé plus souvent une activité rémunérée uniquement pendant le semestre que celles immatriculées dans une HES (5%) ou une HEP (5%). La continuité de l'activité rémunérée varie aussi, entre autres, selon le domaine d'études, l'âge, le sexe et l'origine sociale des étudiants.

Continuité de l'activité rémunérée selon le type de hautes écoles, en % des étudiants qui sont actifs occupés **T2.2**

	Durant le semestre et les périodes sans cours	Durant le semestre uniquement	Durant les périodes sans cours uniquement
Total	**82**	**8**	**10**
HEU	79	10	11
HES	85	5	9
HEP	87	5	8

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

2.3 Budget-temps

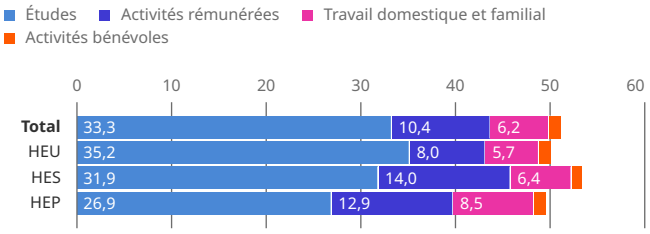
Dans le cadre de l'enquête, il est demandé aux étudiants d'indiquer le nombre d'heures qu'ils consacrent à différentes activités pendant une semaine type du semestre: études (fréquentation des cours, préparation et révision des cours, rédaction de travaux écrits et de mémoires, recherches bibliographiques, etc.), mais aussi activités rémunérées, activités bénévoles (pour la haute école, pour des associations et organisations, etc.) ainsi que gestion du ménage et garde des enfants. Les loisirs et les temps de trajet (entre le domicile et la haute école, p. ex.) ne sont pas relevés. Le temps consacré à chacune de ces activités est mesuré en heures hebdomadaires, avec une valeur de zéro pour celles qui ne sont pas exercées. Les résultats obtenus indiquent le temps moyen hebdomadaire voué aux différentes activités.

Vue d'ensemble

Le budget-temps hebdomadaire de la population étudiante, réparti entre études, activité rémunérée, activités bénévoles ainsi que tâches domestiques et familiales, est de 51,1 heures en moyenne. Il se compose comme suit: en moyenne 33,3 heures pour les études, 10,4 heures pour l'activité rémunérée, 6,2 heures pour les tâches familiales et domestiques (y compris la garde des enfants) et 1,2 heure pour des activités bénévoles.

La charge temporelle totale augmente nettement avec l'âge des étudiants, passant de 48,8 heures en moyenne pour le groupe d'âge le plus jeune à 61,2 heures pour les étudiants les plus âgés (voir graphique en ligne). Le temps consacré aux études diminue certes avec l'âge (de 40,9 à 23,7 heures), mais parallèlement, le temps consacré à l'activité rémunérée passe d'une moyenne de 2,8 à 19,1 heures. Il en va de même pour le temps dédié aux tâches domestiques et familiales et à la garde des enfants (augmentation de 4,2 à 17,1 heures).

Budget-temps selon le type de hautes écoles, moyenne en heures par semaine



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.31
© OFS 2025

Le fait d'être parents augmente nettement la charge totale, qui s'élève à 66,5 heures pour les mères et à 64,6 heures pour les pères; les étudiantes et les étudiants avec enfants investissent toutefois moins de temps dans les études (respectivement 24,3 et 21,0 heures) que celles et ceux qui n'en ont pas (respectivement 33,6 et 34,2 heures, pour une charge totale de 50 heures environ pour les femmes comme pour les hommes; voir tableau TA 2.2 de l'annexe en ligne).

Les personnes étudiant dans une HES ont en moyenne une charge de travail globale plus élevée (53,3 heures) que celles immatriculées dans une HEU (50,1 heures) ou une HEP (49,6 heures). Le temps hebdomadaire consacré en moyenne aux études par les personnes immatriculées dans une HEP (26,9 heures) est inférieur à celui des étudiants en HEU et en HES (respectivement 35,2 et 31,9 heures). Les personnes qui étudient dans une HES ou dans une HEP consacrent plus de temps à leur activité rémunérée (respectivement 14,0 et 12,9 heures) que celles immatriculées dans une HEU (8,0 heures). Cela rejoint le constat que les étudiants des HEP et ceux des HES exercent plus souvent une activité rémunérée que ceux des HEU (voir chapitre 2.2). Le budget-temps varie également selon le (groupe de) domaine(s) d'études (voir graphique en ligne).

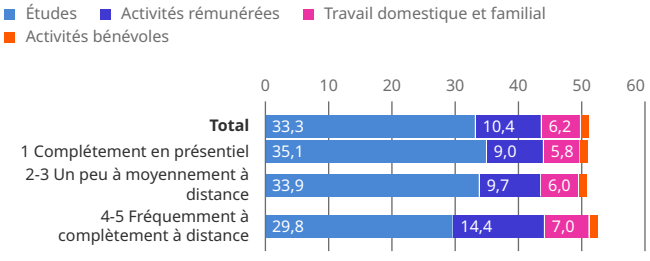
Le budget-temps des personnes étudiant au niveau bachelor est inférieur (50,3 heures) à celui des étudiants en master (52,8 heures). On observe aussi des différences quant à l'utilisation du temps. En moyenne, le temps consacré aux études en bachelor est de 34,4 heures par semaine, soit plus élevé qu'en master (31,6 heures). À l'inverse, les étudiants en bachelor investissent moins de temps dans une activité rémunérée (9,1 heures) que ceux en master (12,7 heures).

Les personnes ayant déclaré ne suivre leurs études qu'en présentiel consacrent 35,1 heures par semaine à leurs études et 9,0 heures par semaine à leur activité rémunérée. Les étudiants qui suivent ne serait-ce qu'une partie de l'enseignement à distance consacrent moins de temps à leurs études (un peu à moyennement à distance: 33,9 heures; fréquemment ou complètement à distance: 29,8 heures). En revanche, ils en investissent davantage dans leur activité rémunérée (et étudient un peu à moyennement à distance: 9,7 heures; fréquemment ou complètement à distance: 14,4 heures)[4]. La charge de travail totale est plus élevée chez les personnes qui étudient fréquemment ou complètement à distance (52,5 heures) que chez celles qui ne suivent qu'une petite partie de leur formation à distance ou l'entier en présentiel (50,9 heures dans les deux cas).

Études à temps partiel

Le questionnaire faisait la distinction entre les personnes suivant leurs études à plein temps et celles étudiant à temps partiel ou en cours d'emploi. En 2024, la part de personnes ayant déclaré suivre des études à temps partiel était de 28%, soit en hausse de 5 points de pourcentage par rapport à 2020 et à 2016 (23% ces deux années). La proportion d'étudiants à temps partiel est plus élevée dans les HES et les HEP (42% dans les deux cas) que dans les HEU (17%). Elle atteignait 36% dans les HES, 34% dans les HEP et 13% dans les HEU en 2020, et 33% dans les HES et les HEP, ainsi que 16% dans les HEU en 2016.

Budget-temps selon l'enseignement à distance, moyenne en heures par semaine



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.32
© OFS 2025

Évolution du budget-temps

Alors qu'elle était restée pratiquement stable jusqu'en 2020, la charge temporelle globale des étudiants a fortement changé dans toutes les activités en 2024[5]. Cette année-là, leur budget-temps hebdomadaire s'élevait à 51,1 heures au total, ce qui représente une baisse de 0,9 heure par rapport à 2020. Si les personnes interrogées en 2024 consacraient en moyenne 2,1 heures hebdomadaires de moins qu'en 2020 à leurs études (cours et autres travaux), elles investissaient plus de temps dans leur activité rémunérée (+0,7 heure) ainsi que dans les tâches domestiques et familiales (+0,6 heure). Elles dédiaient 0,1 heure de moins aux activités bénévoles.

[4] Ces résultats sont aussi statistiquement significatifs dans l'analyse multivariée (régression linéaire) en contrôlant l'âge, le sexe, la parentalité et le (groupe de) domaine(s) d'études.

[5] Voir aussi OFS (2021): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses. Rapport principal de l'enquête 2020 sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants*. Neuchâtel: OFS. Page 32.

Évolution du budget-temps, moyenne en heures par semaine **T2.3**

	2009	2013	2016	2020	2024
Études	35,3	34,3	35,1	35,4	33,3
Activités rémunérées	9,7	9,3	9,3	9,7	10,4
Travail domestique et familial	5,6	5,4	5,5	5,6	6,2
Activités bénévoles	1,6	1,5	1,6	1,3	1,2
Charge temporelle globale	52,3	50,4	51,6	52,0	51,1

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

La charge temporelle totale des étudiants a diminué en 2024 dans tous les types de hautes écoles par rapport à 2020: la baisse était plus importante dans les HEP (49,6 heures hebdomadaires, soit –1,7 heure) que dans les HES (53,3 heures, soit –0,7 heure) et les HEU (50,1 heures hebdomadaires, soit –0,9 heure). Le temps consacré aux études a davantage baissé dans les HEP (–3,8 heures) que dans les HES (–2,8 heures) et les HEU (–1,3 heure). Celui consacré à une activité rémunérée a également augmenté de manière différenciée selon le type de hautes écoles: il s'est accru de 1,3 heure dans les HEU, de 1,3 heure également dans les HES et de 0,4 heure dans les HEP.

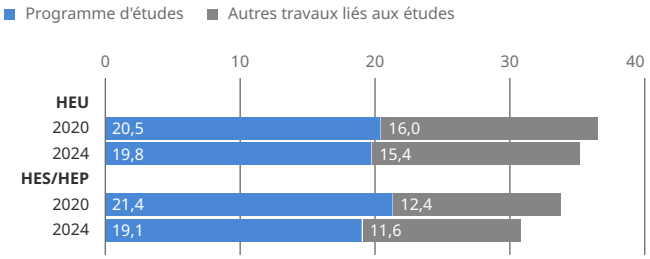
Évolution du temps consacré aux études

S'agissant du temps investi dans les études, on distingue le programme d'études (fréquentation des cours, séminaires, stages et exercices) et les autres tâches induites par les études (préparation et révision des cours, rédaction de travaux écrits et de mémoires, recherches bibliographiques, rencontres avec les enseignants, etc.). Cette distinction permet d'affiner l'analyse du temps consacré aux études. Les trajets (entre le domicile et la haute école, p. ex.) ne sont pas pris en compte.

Type de hautes écoles et domaine d'études

Au cours d'une semaine de semestre ordinaire, les étudiants des HEU consacrent 19,8 heures en moyenne à la fréquentation des cours (–0,7 heure par rapport à 2020) et 15,4 heures (–0,6 heure) à la préparation et au suivi des cours, à la rédaction de travaux écrits et à la recherche documentaire (temps total consacré aux études: –1,3 heure). Les étudiants des HES ou HEP consacrent en moyenne 19,1 heures (–2,3 heures) aux cours et 11,6 heures (–0,8 heure) aux autres travaux liés aux études (temps total consacré aux études: –3,0 heures)[6].

Temps consacré aux études selon le type de hautes écoles, moyenne en heures par semaine



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.33
© OFS 2025

Le temps consacré aux études varie selon le (groupe de) domaine(s) d'études. Il a fortement diminué dans de nombreux (groupes de) domaines d'études entre 2020 et 2024. Dans les HEU, la charge d'études a baissé dans les groupes de domaines d'études Sciences économiques (–2,4 heures), Sciences techniques (–2,3 heures) ainsi que Sciences humaines et sociales (–2,0 heures). Dans les HES et les HEP, la charge d'études a diminué dans plusieurs domaines d'études par rapport à 2020: Sport (–4,7 heures), Chimie et sciences de la vie (–4,4 heures), Travail social (–3,8 heures), Psychologie appliquée (–3,7 heures), Formation des enseignants (–3,7 heures) et Design (–3,6 heures), par exemple (pour plus d'informations, voir le tableau TA 2.3 dans l'annexe en ligne).

Niveau d'études et âge des étudiants

Par rapport à 2020, la charge d'études a diminué en 2024 tant au niveau bachelor (–2,1 heures) qu'au niveau master (–1,7 heure).

Elle a baissé également dans la plupart des groupes d'âge: –2,3 heures chez les 21 à 25 ans, –1,7 heure chez les 26 à 30 ans et –2,8 heures chez les 31 à 35 ans. La charge d'études n'a en revanche pas changé par rapport à 2020 chez les plus jeunes (20 ans ou moins) et les plus âgés (plus de 35 ans).

[6] En 2024, dans les HES: total: 31,9 heures; cours: 19,9 heures; autres charges: 11,9 heures. En 2024, dans les HEP: total: 26,9 heures; cours: 16,3 heures; autres charges: 10,7 heures

3 Situation financière

Ce chapitre aborde la question des ressources financières des étudiants, en analysant les différentes sources de financement des études ainsi que l'accès aux bourses et aux prêts. Il décrit par ailleurs le niveau et la structure des dépenses des étudiants. Finalement, il analyse dans quelle mesure les étudiants sont confrontés à des difficultés financières dans le cadre de leurs études et la part des étudiants endettés.

3.1 Ressources financières

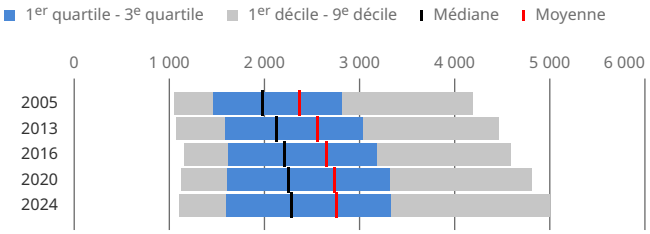
3.1.1 Ressources totales

L'enquête porte sur les ressources mensuelles moyennes dont disposent les étudiants pendant le semestre. La structure de ces ressources pouvant varier fortement entre le semestre et les périodes de vacances, ces données ne peuvent pas être extrapolées sur une année.

Les ressources peuvent provenir des quatre sources suivantes: contributions de la parenté, revenus d'activités rémunérées, bourses et prêts ainsi qu'autres sources (pour des précisions à ce sujet, voir le chapitre 3.1.2).

Pendant le semestre de printemps 2024, le revenu médian des étudiants s'élevait à 2282 francs par mois. Un quart des personnes interrogées disposaient de 1595 francs par mois au maximum (1er quartile), tandis qu'un autre quart vivaient avec au moins 3328 francs par mois (3e quartile). Les étudiants habitant chez leurs parents disposent de ressources médianes de 1799 francs par mois, soit un montant inférieur à celui dont bénéficient ceux vivant hors du foyer parental (2555 francs, médiane). Le montant des ressources disponibles augmente par ailleurs avec l'âge, ce qui se reflète dans le montant des dépenses et leur structure (voir le chapitre 3.3).

Ressources des étudiants, en francs par mois



Remarque: Valeurs aux prix de 2024. Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.34
© OFS 2025

Le renchérissement pris en compte[1]: le revenu médian des étudiants n'a cessé d'augmenter entre 2005 et 2020, passant de 1984 francs en 2005 à 2128 francs en 2013 et à 2212 francs en 2016, pour atteindre 2254 francs en 2020[2]. Cette tendance concerne aussi bien les étudiants vivant chez leurs parents que ceux qui vivent en dehors du foyer parental (voir tableau TA3.1 de l'annexe en ligne). Atteignant 2282 francs, le revenu médian était certes légèrement plus élevé en 2024 qu'en 2020, mais la différence n'est pas statistiquement significative[3].

[1] Pour plus d'informations, voir le point «renchérissement» de l'annexe A.2.

[2] Aucune comparaison directe n'est possible avec l'enquête de 2009, lors de laquelle les étudiants vivant avec un ou une partenaire ou des enfants n'avaient pas été interrogés sur leurs ressources financières.

[3] L'absence de différence significative entre le revenu médian de 2020 et celui de 2024 concerne également les étudiants vivant chez leurs parents et ceux vivant hors du foyer parental.

3.1.2 Composition des ressources financières

Dans les analyses qui suivent, les ressources financières ont été classées en plusieurs catégories, en fonction de leur provenance:

- *Parenté:* soutien financier octroyé par les parents, le ou la partenaire ou d'autres membres de la famille;
- *Activités rémunérées:* revenus issus d'activités rémunérées en cours, économies faites avant les études grâce à des activités rémunérées ainsi que soutien financier accordé par un employeur (actuel ou ancien);
- *Bourses et prêts:* bourses et prêts accordés par les pouvoirs publics (suisses ou étrangers), les hautes écoles ou des organisations privées à but non lucratif;
- *Autres:* emprunt auprès de la famille, crédit bancaire ou capital ne provenant pas d'une activité rémunérée exercée avant les études ainsi qu'autres ressources de provenance publique ou privée (héritage, rente, etc.).

Les étudiants pouvaient indiquer plusieurs sources de financement.

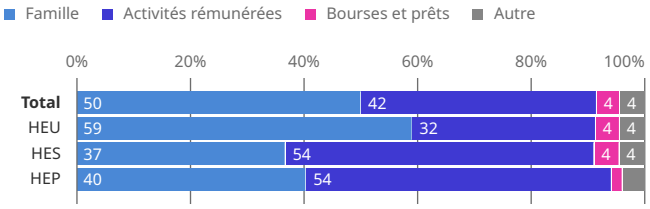
La part des personnes qui étudient dans une haute école et subsistent grâce à une seule source de financement est de 33%. Une majorité des personnes interrogées (55%) disposent de deux sources de financement et 13% de ressources provenant d'au moins trois sources.

81% des étudiants déclarent être soutenus financièrement par leur famille. Ce soutien familial constitue même la seule source de financement pour 17% des personnes interrogées. Trois quarts environ (73%) des étudiants touchent des revenus de leur activité rémunérée. Celle-ci constitue l'unique source de financement pour 14% des personnes interrogées. 11% déclarent bénéficier de subsides d'études provenant de bourses ou de prêts, ces subsides représentant la seule source de financement pour 1% des étudiants. 16% citent une autre source (Autres), celle-ci constituant la seule source de financement pour 1% des étudiants.

Pour les analyses qui suivent, on a établi le pourcentage que représentent pour chaque étudiant les quatre sources de financement par rapport à ses ressources financières totales, pour en tirer des moyennes pour l'ensemble des étudiants.

En moyenne, le soutien financier de la famille représente environ la moitié (50%) des ressources financières des étudiants. Mais la part des revenus provenant d'une activité rémunérée n'est pas négligeable (42%). Les bourses et prêts représentent en moyenne 4% des ressources, mais constituent un apport primordial pour les personnes qui en bénéficient. 4% également des ressources financières proviennent d'autres sources.

Provenance des ressources des étudiants selon le type de hautes écoles, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.35
© OFS 2025

Comparée à d'autres pays européens, la part des ressources provenant d'une activité rémunérée exercée à côté des études est proche de la moyenne européenne (41%) en Suisse, la part des bourses ou prêts (12%) y est en revanche inférieure. Quant au soutien financier de la famille, il représente en Suisse une part supérieure à la moyenne européenne (40%)[4].

La principale source de financement dépend fortement de l'âge des étudiants (voir graphique en ligne): le soutien de la famille représente plus de la moitié des ressources financières des personnes aux études qui n'ont pas plus de 25 ans, alors que celles de 26 ans ou plus couvrent leurs dépenses principalement à l'aide du revenu de leur activité rémunérée.

La composition des ressources financières dépend également de l'origine sociale. Les étudiants dont au moins un des parents a un diplôme d'une haute école bénéficient pour 58% de leurs ressources mensuelles du soutien de leur famille (voir graphique en ligne). Ils tirent un tiers environ de leurs ressources du revenu de leur activité rémunérée. Chez les personnes dont les parents n'ont pas achevé de formation en haute école, le soutien financier familial représente moins de la moitié des ressources. La proportion de bourses et de prêts est comprise entre 4 et 9% chez ces étudiants, contre 3% chez ceux dont l'un des parents est titulaire d'un diplôme d'une haute école.

Les proportions varient également selon le (groupe de) domaine(s) d'études (voir graphique en ligne). Dans les HEU, la part du soutien financier familial dans les domaines Sciences techniques, Médecine et pharmacie et Sciences exactes et naturelles est supérieure à la moyenne des HEU (59%). En revanche, la part des ressources provenant d'une activité rémunérée est inférieure dans ces groupes à la moyenne observée en HEU (32%). Dans les groupes Droit et Sciences humaines et sociales ainsi que dans le groupe Interdisciplinaire et autres, la part de l'activité rémunérée est supérieure à la moyenne enregistrée pour les HEU, tandis que celle du soutien financier de la famille est inférieure. Dans les HES et les HEP, les proportions varient fortement selon le domaine d'études: alors que la part des ressources tirées d'une activité rémunérée à côté des études est supérieure à 60% dans les domaines Psychologie appliquée, Économie et services et Travail social, elle ne dépasse pas 40% dans les domaines

[4] German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Condition of Student Life in Europe. EUROSTUDENT Synopsis of Indicators 2021–2024*. Bielefeld: WBV. Page 180. www.eurostudent.eu → Publications

d'études Design, Agronomie et économie forestière ainsi que Santé. Les bourses et les prêts représentent une part des ressources financières des étudiants supérieure à la moyenne (4%) dans les domaines Musique, théâtre et autres arts de la scène (10%) et Design (9%).

Les personnes qui déclarent suivre une part importante ou la totalité de leurs études à distance exercent à côté une activité rémunérée qui génère 48% de leurs revenus. Cette source de financement est moins importante chez les personnes qui étudient un peu ou moyennement à distance (41%) et pour celles qui suivent l'entier de l'enseignement en présentiel (39%). L'inverse vaut pour la part du soutien financier familial (personnes étudiant fréquemment ou complètement à distance: 44%; un peu à moyennement à distance: 51%; en présentiel seulement: 52%).

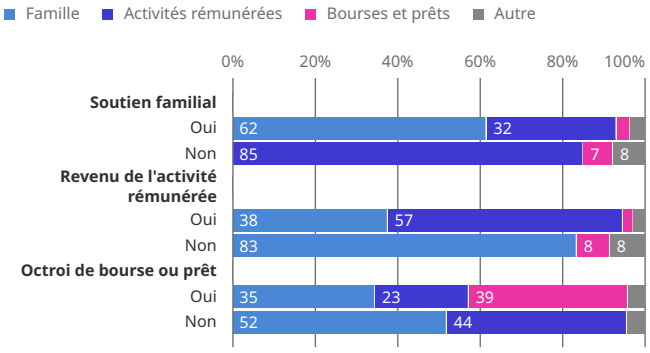
Évolution des sources de financement

Si aucun changement n'a été observé dans les sources de financement des étudiants jusqu'en 2020, des changements ponctuels sont apparus en 2024: le soutien de la famille a diminué de 2 points de pourcentage, tandis que la part des ressources provenant d'une activité rémunérée a augmenté de 3 points pendant ce temps. Cette augmentation est plus marquée chez les personnes étudiant dans une HEP (+6 points de pourcentage) ou une HES (+3 points) que chez les étudiants des HEU (+1 point). Le soutien financier de la famille n'a diminué que pour les étudiants des HES (–2 points de pourcentage). Entre 2020 et 2024, la part des ressources tirées des bourses et des prêts est restée stable (4%) dans tous les types de hautes écoles. Dans les HEU, des changements (activité rémunérée: +3 points de pourcentage) ont été observés uniquement dans le groupe de domaines d'études Sciences exactes et naturelles pendant cette période. Dans les HES et les HEP, la situation a également changé pendant ce temps dans les domaines d'études Chimie et sciences de la vie (soutien financier familial: –6 points de pourcentage; activité rémunérée: +9 points), Agronomie et économie forestière (soutien familial: –9 points; activité rémunérée: +6 points), Linguistique appliquée (activité rémunérée: +7 points; bourses et prêts: –4 points) et Psychologie appliquée (activité rémunérée: +6 points). Dans les groupes d'âge des 21 à 25 ans et des 26 à 30 ans, la part des revenus provenant d'une activité rémunérée exercée à côté des études a augmenté par rapport à 2020 (respectivement de +2 et +3 points de pourcentage).

Provenance des ressources financières

La composition des ressources financières des étudiants dépend des sources de financement. Les personnes aux études qui ne bénéficient d'aucun soutien financier de leur famille tirent 85% de leurs ressources financières de leur propre activité rémunérée. La part des subsides d'études et des autres revenus est également plus élevée dans ce groupe que dans celui des étudiants qui bénéficient du soutien financier de leur famille.

Provenance des ressources des étudiants selon la source, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.36
© OFS 2025

Le soutien familial représente 83% des ressources financières des personnes qui n'exercent pas d'activité rémunérée à côté de leurs études. La part des subsides d'études et des autres revenus est aussi plus importante dans ce groupe que chez les étudiants actifs occupés.

Si les subsides d'études représentent une part modeste des ressources financières disponibles, atteignant 4% pour l'ensemble des étudiants, ils sont essentiels pour leurs bénéficiaires, dont ils constituent la principale (39%) entrée financière. La part du soutien financier familial est nettement plus faible chez les bénéficiaires de subsides d'études que chez les étudiants qui n'en perçoivent pas (35% contre 52%), et il en va de même de la part de l'activité rémunérée (23% contre 44%).

3.2 Bourses et prêts

Dans ce chapitre, on entend par subsides d'études toutes les bourses et tous les prêts accordés par les pouvoirs publics (Confédération, cantons, communes ou instances étrangères), les hautes écoles et les organisations privées à but non lucratif. Les prêts, contrairement aux bourses, doivent être remboursés à la fin des études. Les bourses de mobilité (p. ex. bourses Erasmus) et les crédits bancaires privés ne sont pas pris en compte.

L'attribution de subsides d'études des pouvoirs publics est régie au niveau cantonal. La publication «Bourses et prêts d'études cantonaux» de l'OFS donne un aperçu des bourses et des prêts accordés tous les ans[5]. Contrairement à la statistique cantonale des bourses, les subsides d'études considérés dans le présent rapport comprennent les contributions à la formation allouées

[5] OFS (2024): Bourses et prêts d'études. Année comptable 2023. Neuchâtel: OFS

par les hautes écoles, des organisations privées et d'autres acteurs des pouvoirs publics (Confédération, communes, instances étrangères).

Demandes de subsides

Évolution des demandes de subsides

Au semestre de printemps 2024, 11% des étudiants ont reçu des subsides d'études. De plus, 2% avaient reçu des subsides pour l'année académique 2022/2023, qui n'ont ensuite pas été renouvelés, et 2% attendaient encore une décision concernant leur demande. 11% ont déposé une demande de subsides qui a été rejetée. Sur les 26% d'étudiants qui avaient déposé une demande, 42% en ont reçu des subsides d'études. Près des trois quarts (74%) des étudiants n'ont déposé aucune demande de subsides d'études.

La proportion d'étudiants n'ayant pas déposé de demande est passée de 63 à 74% depuis 2005. La proportion d'étudiants ayant reçu des subsides, dont la demande est en cours d'examen ou a été rejetée a par conséquent diminué. Le rapport entre la part des étudiants dont la demande a été rejetée et la proportion de ceux qui ont reçu des subsides d'études n'a cependant pas changé au fil du temps.

Évolution des demandes de subsides, en % **T3.1**

	2005	2009	2013	2016	2020	2024
Au bénéfice d'un subside	16	15	14	12	11	11
En attente de réponse	3	2	2	2	2	2
Demande rejetée	16	15	13	13	12	11
Subside échu	3	3	3	3	2	2
Pas de demande	63	65	68	70	73	74

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

Demandes de subsides, selon l'origine sociale

La proportion de personnes déposant des demandes de subsides varie considérablement selon le plus haut niveau de formation des parents: elle atteignait 19% chez les étudiants dont les parents ont un diplôme d'une haute école, mais se situait entre 23 et 49% chez ceux dont les parents ont un niveau de formation inférieur. Les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme universitaire ni de formation professionnelle supérieure obtiennent plus souvent un subside d'études (entre 12 et 22%) que ceux dont les parents disposent d'un tel diplôme (9%). Le rapport entre la proportion d'étudiants touchant des subsides et la part d'étudiants dont la demande a été rejetée est semblable dans tous les groupes.

Raisons pour lesquelles aucune demande n'a été déposée

Les étudiants qui n'avaient pas déposé de demande de subside d'études pour l'année académique 2023/2024 ont été invités à expliquer pourquoi (voir tableau TA3.2 dans l'annexe en ligne): 59% d'entre eux ont donné comme raison la situation financière de leurs parents ou de leur partenaire, un motif moins cité que lors des enquêtes de 2020 (64%) et de 2016 (66%). 35% des personnes interrogées, soit une part plus élevée qu'en 2016 (29%), ont déclaré n'avoir besoin d'aucun soutien financier. 22% ont déclaré que leur situation financière personnelle était telle qu'elles n'avaient pas besoin de subside et 18% y ont renoncé pour ne pas contracter de dettes. 16% ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir une aide financière (2020: 14%) et 11% ont indiqué suivre leurs études en cours d'emploi ou exercer une activité à temps partiel (2016: 9%). Aucun changement n'a été observé quant aux raisons invoquées entre les enquêtes de 2013 et 2016.

Raisons pour lesquelles la demande a été rejetée

Deux tiers des personnes interrogées (66%[6]) dont la demande de subsides d'études a été rejetée indiquent que la principale raison en est la situation financière des parents voire du ou de la partenaire (2020: 74%; 2016: 78%; voir tableau TA3.3 de l'annexe en ligne). Elles sont 8% seulement à citer leur propre situation financière comme motif du rejet.

Conséquences d'une demande rejetée

Il a été demandé aux personnes dont les demandes de subsides ont été rejetées quelles conséquences cela avait sur leur situation (voir tableau TA3.4 dans l'annexe en ligne). 56%[7] d'entre elles ont indiqué dépendre financièrement de leurs parents à la suite de ce refus, soit une proportion moins élevée que lors des enquêtes de 2020 (61%) et de 2016 (66%). Plus de la moitié (53%) ont déclaré devoir investir davantage de temps dans une activité rémunérée en raison de ce refus. Un quart (26%) ont emprunté de l'argent à leurs parents ou à des amis. 20% s'attendent à devoir prolonger la durée de leurs études. 13% ont décidé d'entreprendre des études en cours d'emploi (2016: 5%). Pour 10% des personnes interrogées, ce refus signifie qu'elles dépendent financièrement de leur partenaire. 9% répondent que le rejet de leur demande n'a aucune conséquence sur la poursuite de leurs études, alors que 9% également envisagent d'abandonner leurs études (2020: 5%).

[6] Lors des enquêtes antérieures à 2024, les personnes interrogées disposaient d'un champ textuel «Autres» pour indiquer une raison différente. Lors du traitement des données, les réponses textuelles étaient réparties dans la mesure du possible entre les motifs définis. Le champ textuel «Autres» a été supprimé pour l'enquête 2024. Il n'est donc pas exclu que la valeur de 66% soit liée, ne serait-ce qu'en partie, à cette modification du questionnaire.

[7] Lors des enquêtes antérieures à 2024, les personnes interrogées disposaient d'un champ textuel «Autres» pour répondre. Lors du traitement des données, les réponses textuelles étaient réparties dans la mesure du possible entre les conséquences définies. Le champ textuel «Autres» a été supprimé pour l'enquête 2024. Il n'est donc pas exclu que la valeur de 56% soit liée, ne serait-ce qu'en partie, à cette modification du questionnaire.

Caractéristiques des subsides d'études

Les subsides d'études diffèrent selon leur nature, leur origine (publique, haute école, organisation privée) et leur montant.

Nature des subsides d'études
84% des personnes aux études qui touchent des subsides bénéficient d'une bourse et 11% d'un prêt. Les 6% restants touchent à la fois une bourse et un prêt. Par rapport à l'enquête de 2005, la part des personnes bénéficiaires qui ne touchent qu'une bourse a progressé. Cette hausse s'est accompagnée, sur la même période, d'un recul des bénéficiaires des deux types de subsides à la fois, de 16 à 6%. En revanche, la part des bénéficiaires ne recevant qu'un prêt est restée stable (pas de différence significative).

Type de subsides, en % des étudiants avec un subside **T3.2**

	2005	2009	2013	2016	2020	2024
Uniquement bourse	76	81	84	86	84	84
Bourse et prêt	16	11	9	8	8	6
Uniquement prêt	8	8	7	7	8	11

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

Origine des subsides d'études
En ce qui concerne l'origine des subsides d'études (voir le tableau TA3.5 dans l'annexe en ligne), tant pour les bourses que pour les prêts, la majorité des bénéficiaires en 2024 ont reçu une contribution des pouvoirs publics (63% pour les bourses et 65% pour les prêts). Des pourcentages qui n'ont cessé de diminuer depuis 2009 (respectivement 76 et 83%). En 2024, la proportion des contributions allouées par des hautes écoles et des organisations privées était de respectivement de 18 et 17% (bourses) et de 12 et 14% (prêts). La part des contributions des hautes écoles n'a cessé d'augmenter depuis 2009 (bourses: 11%; prêts: 5%), tant pour les bourses que pour les prêts. La part des prêts provenant d'organisations privées (14%) a également augmenté depuis 2009 (7%).

Montant des subsides d'études
Les bénéficiaires touchent en moyenne 597 francs par mois (médiane) de subsides d'études[8]. Les montants des subsides d'études sont restés stables en 2024 par rapport à ceux de 2005, de 2013, de 2016 et de 2020[9]. Le montant des subsides d'études dépend entre autres de l'âge des bénéficiaires et de leur mode de logement. Les bénéficiaires de 26 à 30 ans et ceux de 31 à 35 ans reçoivent respectivement 872 et 941 francs, un montant supérieur à la moyenne. Dans les autres groupes d'âge, les montants des subsides d'études ne se distinguent pas significativement de la médiane de tous les étudiants bénéficiant d'une bourse ou d'un prêt. Le montant mensuel moyen est plus élevé pour les bénéficiaires vivant hors du foyer parental (744 francs) que pour ceux vivant chez leurs parents (437 francs).

3.3 Dépenses

L'enquête porte sur les dépenses mensuelles moyennes pendant le semestre.

3.3.1 Dépenses totales

Les dépenses des étudiants varient suivant l'âge et le mode de logement et, dans une moindre mesure, selon la haute école (taxes d'études). L'influence de ces trois facteurs sur les dépenses est analysée dans ce chapitre.

Dans l'ensemble, la médiane des dépenses totales mensuelles des étudiants se situe à 1844 francs. Un quart des étudiants dépense 1343 francs au maximum (1er quartile), tandis qu'un autre quart dépense au moins 2539 francs (3e quartile).

Les dépenses varient nettement selon le mode de logement. La médiane des dépenses mensuelles totales s'échelonne de 1348 francs (étudiants en logement parental) à 2715 francs (étudiants avec partenaire et/ou enfant(s)), en passant par 1699 francs pour les étudiants en foyer et 1925 francs pour les étudiants en colocation (voir tableau TA3.6 dans l'annexe en ligne). Ces différences s'expliquent en partie par le fait que la plupart des étudiants qui vivent chez leurs parents n'assument pas de frais de logement, frais qui constituent le principal poste de dépenses (voir chapitre 3.3.2)

Outre le mode de logement, l'âge des étudiants influe lui aussi sur le montant des dépenses, celles-ci augmentant continûment avec l'âge. Ce phénomène s'explique entre autres par le déménagement hors du foyer parental et par l'augmentation de plusieurs postes de dépenses à partir d'un certain âge (p. ex: caisse-maladie, abonnements aux transports publics, offres de télécommunication avec limite d'âge) (voir tableau TA3.7 dans l'annexe en ligne).

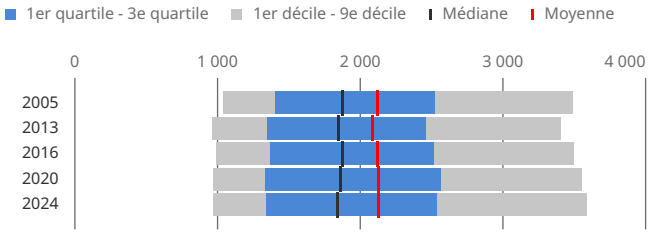
La médiane des dépenses des étudiants en HEU s'élève à 1747 francs, soit un niveau inférieur à celle des étudiants en HES (2032 francs) et en HEP (2077 francs). Il n'y a en revanche pas de différences significatives entre les deux derniers types de hautes écoles. On ne constate pas non plus de différences entre les sexes au niveau des dépenses des étudiants.

On explique la hausse de la médiane des dépenses des étudiants de master (2023 francs) par rapport à ceux de bachelor (1732 francs) par l'âge plus élevé des étudiants de master. De plus, ceux-ci vivent plus souvent en dehors du foyer parental et ont donc des frais de logement plus élevés.

[8] Les bourses et les prêts sont considérés ensemble pour déterminer le montant des subsides, le nombre de bénéficiaires de prêts n'étant pas suffisant pour une analyse détaillée.

[9] Aucune comparaison directe n'est possible avec l'enquête de 2009, lors de laquelle les étudiants vivant avec un ou une partenaire ou des enfants n'avaient pas été interrogés sur leurs ressources financières.

Dépenses des étudiants, en francs par mois



Remarque: Valeurs aux prix de 2024. Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025 gr-f-15.02.05.37
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE) © OFS 2025

Les données montrent également de nettes différences entre les hautes écoles, qui s'expliquent en partie par les montants variables des taxes d'études (voir tableau TA3.8 dans l'annexe en ligne).

Les dépenses médianes des étudiants sont restées stables en 2024 par rapport aux enquêtes de 2005, 2013, 2016 et 2020 (dépenses de 2005, 2013, 2016 et 2020 considérées à prix constants, référence 2024) (voir graphique ci-contre).[10] Bien que l'on enregistre un renchérissement de l'indice des prix à la consommation depuis le premier trimestre 2021, les dépenses mensuelles des étudiants n'ont pas augmenté de manière significative entre 2020 et 2024.

3.3.2 Structure des dépenses

Les étudiants ont été invités à détailler leurs dépenses mensuelles pendant le semestre. Ont été pris en compte les dépenses des étudiants ainsi que les montants pris en charge par leurs parents ou leur famille. Pour les analyses ci-après, certains postes de dépenses ont été regroupés comme suit: les postes nourriture et habits sont réunis, tandis que les taxes d'études et autres dépenses d'études sont rassemblées sous «dépenses d'études». Les montants concernant les loisirs et autres sont regroupés sous le poste «autres dépenses».

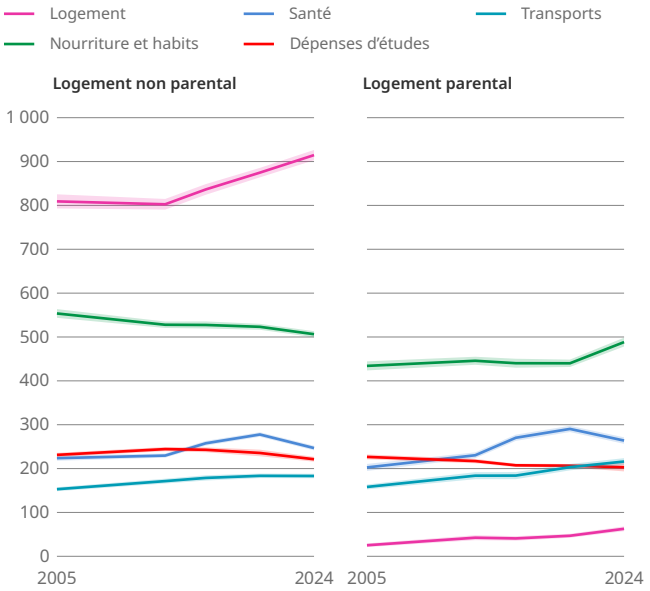
L'analyse des dépenses selon les différents postes offre un aperçu détaillé du budget des étudiants. Ceux-ci dépensent par exemple, en moyenne mensuelle, 214 francs pour leurs frais d'études (taxes et autres frais liés aux études), 195 francs pour le transport et 253 francs pour leur santé. Les dépenses pour le logement oscillent entre 680 francs par mois (étudiants en foyer) à 1125 francs par mois (étudiants vivant avec partenaire et/ou enfants) (voir tableau TA3.9 dans l'annexe en ligne).

[10] Aucune comparaison directe n'est possible avec l'enquête de 2009, lors de laquelle les étudiants vivant avec un ou une partenaire et/ou des enfants n'avaient pas été interrogés sur leurs dépenses.

L'évolution des postes de dépenses clefs selon le mode de logement depuis 2005 montre les résultats suivants: tant pour les étudiants vivant chez leurs parents que pour ceux habitant en dehors du foyer parental, les frais de transport ont régulièrement augmenté depuis 2005. Les dépenses en lien avec la santé ont quant à elles augmenté entre 2013 et 2020 avant de diminuer en 2024. Alors que les étudiants vivant chez leurs parents n'ont presque pas de frais pour le logement (entre 25 francs et 63 francs par mois depuis 2005), ces dépenses ont fortement augmenté pour les étudiants hors du foyer parental depuis 2013: 803 francs en 2013, 836 francs en 2016, 875 francs en 2020 et 915 francs en 2024.

Postes de dépenses clés selon le mode de logement

en francs par mois

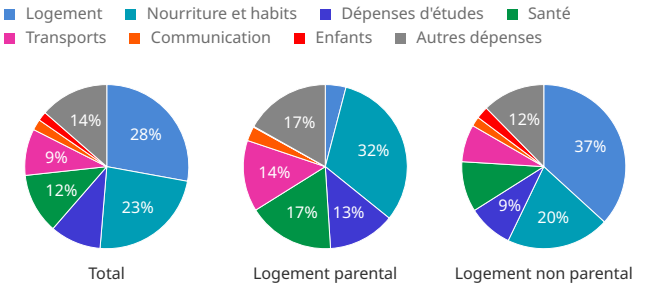


L'intervalle de confiance (95%) est représenté par une zone plus claire.
Remarque: Valeurs aux prix de 2024.
Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

Etat des données: 20.11.2025 gr-f-15.02.05.38
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE) © OFS 2025

Cette analyse par poste de dépenses permet également de montrer que, pour les étudiants qui habitent chez leurs parents, les dépenses relatives à la nourriture et l'habillement, aux frais d'études ou à la santé ont davantage de poids dans leur budget par rapport à ceux vivant en dehors du foyer parental. Ces différences marquées sont à mettre en relation avec les dépenses pour le logement qui pèsent lourdement sur le budget des étudiants ayant déménagé de chez leur parents (37%), alors qu'elles sont négligeables pour ceux qui vivent encore à la maison (4%). Toutefois, les premiers consacrent des montants absolus plus élevés à la nourriture et aux habits ainsi qu'aux enfants, quand ils ont en ont, que les étudiants habitants chez leurs parents. Ces derniers ont par contre une marge de manœuvre budgétaire un peu plus grande, qui se reflète dans la part plus élevée des autres dépenses (17% contre 12% pour les étudiants vivant en dehors du foyer parental).

Proportion des postes de dépenses des étudiants selon le mode de logement, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.39
© OFS 2025

Poids et exonération des taxes d'études

En moyenne, 8% des dépenses mensuelles des étudiants sont consacrées aux taxes d'études (voir tableau TA3.10 dans l'annexe en ligne), et 95% des étudiants paient la totalité de leurs taxes (voir tableau TA3.11 dans l'annexe en ligne). Dans certaines hautes écoles suisses, le poids des taxes d'études grève toutefois le budget des étudiants: il s'élève par exemple à plus de 20% des dépenses mensuelles pour les étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement IHEID, de l'Università della Svizzera italiana USI et de la Kalaidos KAL[11]. Dans certaines de ces hautes écoles, la part d'étudiants exonérés de taxes d'études est également plus élevée que la moyenne: 18% des étudiants de l'IHEID et 14% des étudiants de l'USI bénéficient d'une exonération partielle ou totale des taxes d'études, en majorité pour des raisons sociales ou financières.

L'Université de Genève UNIGE et l'Université de Lausanne UNIL se distinguent quant à elles par des taxes d'études en proportion plus basses que la moyenne des hautes écoles suisses (respectivement 5% des dépenses mensuelles pour les deux HEU contre 8%) et des taux d'exonération plus élevés que la moyenne (respectivement 10 et 14% contre 5% pour l'ensemble des étudiants).

3.4 Difficultés financières

Dans le cadre de l'enquête, il a été demandé aux étudiants s'ils rencontraient des difficultés financières. Ils pouvaient évaluer leur situation sur une échelle de 1 = «aucune difficulté» à 5 = «très grandes difficultés». Ce chapitre présente la part des étudiants qui ont déclaré avoir de grandes à très grandes difficultés financières (regroupement des valeurs 4 et 5 de l'échelle).

En 2024, environ un étudiant sur six (16%) a déclaré rencontrer de grandes à très grandes difficultés financières. Cette proportion varie selon différentes caractéristiques des étudiants.

Les part des étudiants devant faire face à des difficultés financières importantes augmente de manière progressive avec l'âge. Alors qu'elle n'est que de 10% pour les étudiants de moins de 21 ans, elle atteint 25% pour les étudiants âgés de 31 à 35 ans, puis diminue à 18% pour le groupe des étudiants de plus de 35 ans. Il n'y a en revanche pas de différence significative selon le sexe (hommes: 16%; femmes: 17%).

Les étudiants des HEU sont globalement moins souvent confrontés à de grandes à très grandes difficultés financières (14%) que les étudiants des HES (20%) et des HEP (18%). Les taux ne diffèrent pas de manière significative selon le niveau d'études des étudiants (bachelor: 17%; master 16%).

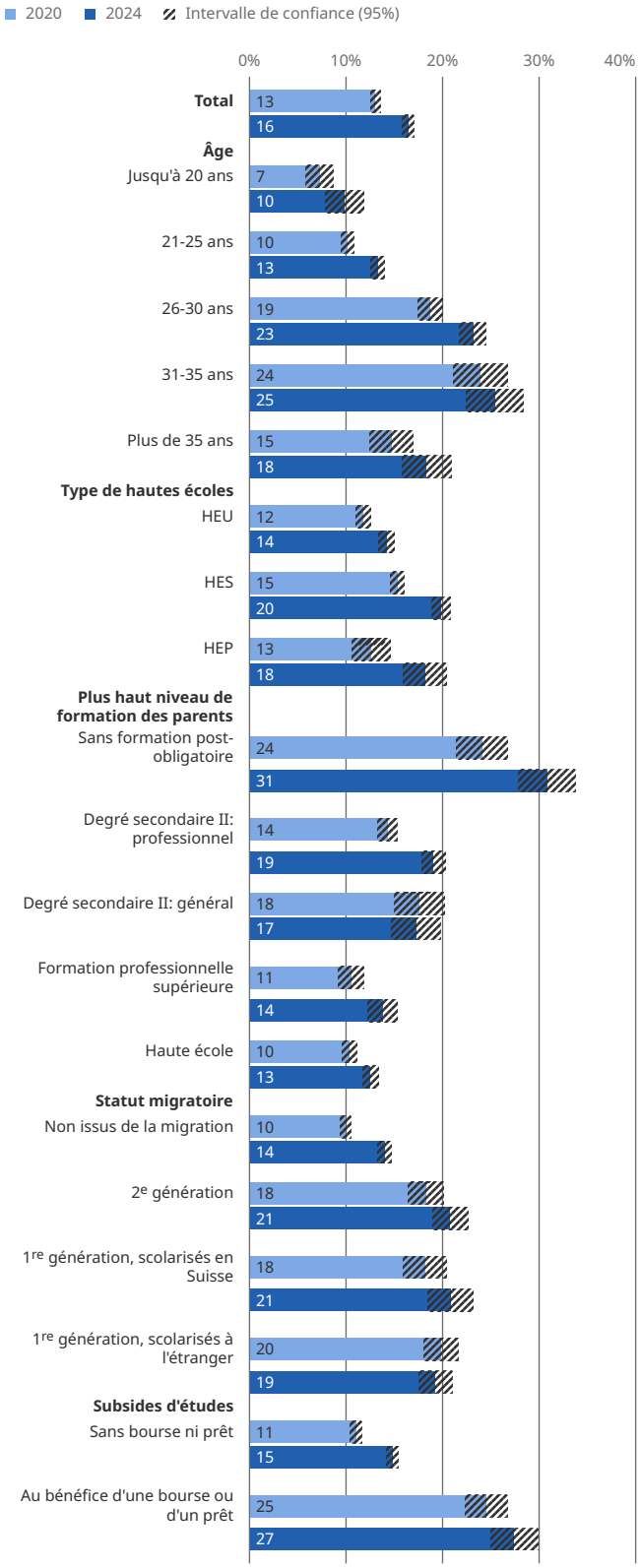
Les étudiants dont le niveau de formation le plus élevé des parents correspond à la scolarité obligatoire sont particulièrement touchés par de grandes à très grandes difficultés financières, soit près d'un étudiant sur trois (31%). Ce n'est en revanche le cas que d'environ une personne sur sept pour les étudiants dont le niveau de formation le plus élevé des parents correspond au degré tertiaire (formation professionnelle supérieure: 14%; haute école: 13%).

La fréquence des difficultés financières varie également selon le statut migratoire. Les étudiants issus de la migration (2e génération, 1re génération scolarisés en Suisse et 1re génération scolarisés à l'étranger) déclarent plus souvent devoir faire face à de grandes à très grandes difficultés financières (entre 19 et 21%) que les étudiants qui ne sont pas issus de la migration (14%).

Quant aux étudiants qui, au cours du semestre, tirent une partie de leurs ressources financières de subsides d'études (bourse ou prêt), ils déclarent plus souvent rencontrer de grandes à très grandes difficultés financières (27%) que les étudiants ne touchant pas de subsides d'études (15%). Les subsides d'études ne permettent donc pas à leurs bénéficiaires de compenser complètement leur situation économique plus mauvaise au départ. Une partie de ces derniers étudient dans des conditions financières difficiles, malgré les subsides d'études.

[11] Au sein de l'IHEID et de l'USI, la part des étudiants de la 1re génération scolarisés à l'étranger est plus élevée que la moyenne. Cela explique en partie la hauteur des taxes d'études payées dans ces deux hautes écoles, sachant que ce groupe d'étudiants est soumis à des taxes d'études beaucoup plus élevées que les étudiants qui ont été scolarisés en Suisse. Voir www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Personnes en formation → Degré tertiaire – Hautes écoles → Hautes écoles universitaires

(Très) grandes difficultés financières selon différentes caractéristiques, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.40
© OFS 2025

Évolution des difficultés financières dans le temps

La part des étudiants ayant déclaré avoir rencontré de grandes à très grandes difficultés financières a augmenté entre 2020 et 2024 passant de 13 à 16%. L'augmentation des difficultés financières concerne presque tous les groupes d'étudiants et est significative pour la plupart de ceux-ci[12]. Il est à relever que la part des étudiants ayant déclaré rencontrer de grandes à très grandes difficultés en 2024 retrouve le niveau observé pour les enquêtes de 2016 (16%) et 2013 (17%).[13] Le recul des difficultés financières observé en 2020 fait donc exception par rapport aux autres années.[14]

3.5 Endettement

La majorité des étudiants disposent de ressources suffisantes pour couvrir leurs dépenses. Toutefois, 8% des étudiants déclarent avoir des dettes dues à leur situation d'étudiant.

Si les étudiants de 25 ans et moins ont plus rarement des dettes (jusqu'à 20 ans: 3%; 21–25 ans: 5%), ceux de 26 ans et plus sont plus nombreux à en avoir. L'endettement se situe entre 11 et 12% pour les étudiants âgés de 26 à 30 ans et de plus de 35 ans. Il est le plus élevé pour les étudiants âgés de 31 à 35 ans où il atteint le niveau de 18%, un peu moins de 2,5 fois le taux de l'ensemble des étudiants. Il n'y a en revanche pas de différence significative selon le sexe (voir tableau TA3.13 dans l'annexe en ligne).

Le mode de logement, le niveau de formation le plus élevé des parents et le statut migratoire jouent également un rôle dans l'endettement. Ce sont les étudiants qui vivent chez leurs parents qui indiquent le moins souvent avoir des dettes liées à leurs études (4%), alors que la part oscille entre 8 et 12% selon les autres modes de logement. Les étudiants issus de la migration, en particulier ceux de la 2e génération (8%) et ceux de la 1re génération scolarisés à l'étranger (12%), ont plus souvent des dettes que les étudiants non issus de la migration (6%). Quant aux étudiants dont le niveau de formation le plus élevé des parents correspond à la scolarité obligatoire, ils sont plus nombreux à déclarer avoir dû contracter des dettes pour leurs études (13%) que les étudiants dont les parents ont un niveau de formation correspondant au degré secondaire II: professionnel (9%) ou au degré tertiaire (formation professionnelle supérieure: 7%; haute école: 6%) (voir tableau TA3.13 dans l'annexe en ligne).

[12] L'augmentation n'est pas significative chez les étudiants âgés de moins de 21 ans, de plus de 35 ans, les étudiants dont le niveau de formation le plus élevé des parents correspond au degré secondaire II général, les étudiants issus de la migration et les étudiants au bénéficie d'une bourse ou d'un prêt (voir graphique).

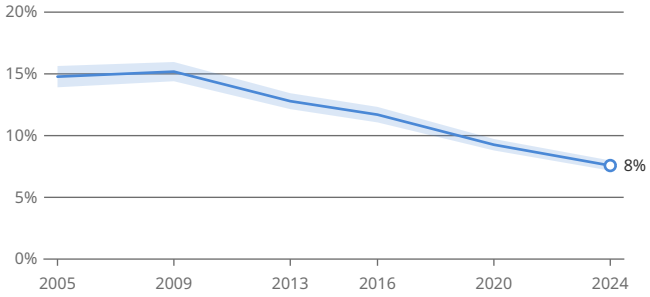
[13] Pour plus d'informations à ce sujet, voir tableau TA3.12 dans l'annexe en ligne.

[14] Les données 2020 se réfèrent à la situation avant la pandémie de COVID-19. Cependant, étant donné que l'enquête s'est en partie déroulée durant le premier confinement (entre mars et juin 2020), il est possible que la situation vécue durant cette période ait pu en partie influencer la réponse à la question sur les difficultés financières qui se base sur une évaluation subjective.

Évolution de la part des étudiants endettés

La part des étudiants endettés a diminué entre 2020 et 2024 passant de 9 à 8%. Cette baisse est significative pour de nombreux groupes d'étudiants[15] et s'inscrit dans une tendance générale amorcée depuis 2009 (voir graphique ci-dessous). La part des étudiants endettés a diminué de moitié entre 2009 (15%) et 2024 (8%).

Évolution de la proportion d'étudiants ayant des dettes, en %



L'intervalle de confiance (95%) est représenté par une zone plus claire.

Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025 gr-f-15.02.05.41
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)
© OFS 2025

Types de dettes

La moitié des étudiants endettés ont emprunté à leur famille (50%), 30% ont des factures en retard, 22% ont emprunté de l'argent à des amis et 22% ont contracté un prêt auprès de pouvoirs publics, de la haute école ou d'une fondation. 13% des étudiants endettés ont contracté un prêt auprès d'une banque privée, ce qui correspond à 1% de l'ensemble des étudiants interrogés. Les types de dettes contractées sont relativement similaires depuis 2009.

Montant de la dette

Pour 44% des étudiants, la dette ne dépasse pas 5000 francs. Un cinquième (21%) ont contracté des dettes d'un montant compris entre 5001 et 10 000 francs et un sixième (17%) d'un montant compris entre 10 001 et 20 000 francs. Ce montant est supérieur à 20 000 francs pour 18% des étudiants endettés. Il n'y a pas d'évolution significative entre 2020 et 2024. La part des étudiants qui ont des dettes supérieures à 30 000 francs a cependant significativement augmenté entre 2013 (6%) et 2024 (10%), alors que la part des étudiants qui ont des dettes inférieures à 2500 francs a significativement diminué entre ces deux années (2013: 34%; 2024: 26%).[16]

[15] Pour plus d'informations à ce sujet, voir tableau TA3.13 dans l'annexe en ligne.

[16] Voir tableau TA3.14 dans l'annexe en ligne pour davantage d'informations à ce sujet.

4 Expériences durant les études

Les conditions d'études sont analysées dans ce chapitre sous l'angle des relations sociales des étudiants, des expériences de mobilité, de la discrimination vécue dans le contexte des hautes écoles, des difficultés dans les études ainsi que de l'arrêt des études. Ces indicateurs permettent d'analyser les cadres et environnements concrets dans lesquels évoluent les étudiants et leur influence sur le déroulement des études.

Le chapitre met en lumière les évolutions qui caractérisent les expériences des étudiants quatre ans après l'émergence de la pandémie. Par ailleurs, les expériences de discrimination dans le contexte des études sont analysées pour la première fois au niveau de l'ensemble des hautes écoles suisses.

4.1 Relations sociales

Les relations sociales sont analysées à l'aide de deux perspectives différentes. D'une part, on s'intéresse à l'insertion sociale concrète des étudiants à partir de la fréquence des contacts qu'ils entretiennent avec leurs camarades d'études. D'autre part, on étudie leur évaluation des contacts qu'ils ont avec leurs enseignants.

4.1.1 Contacts avec les camarades d'études

Les étudiants ont été interrogés sur la fréquence avec laquelle ils avaient passé leur pause de midi avec des camarades d'études durant la semaine précédant l'enquête. Les possibilités de réponse allaient de «5 fois ou plus» à «jamais». Les réponses «5 fois ou plus», «4 fois» et «3 fois» ont été regroupées dans la catégorie «au moins 3 fois par semaine». Les étudiants ont également été priés d'indiquer à quelle fréquence ils avaient envoyé des messages (e-mail, SMS, Whatsapp, etc.) à leurs camarades d'études durant la semaine précédant l'enquête. Les possibilités de réponses étaient «plusieurs fois par jour», «une fois par jour», «plusieurs fois la semaine dernière», «une fois la semaine dernière», «jamais». Les réponses «plusieurs fois par jour» et «une fois par jour» ont été regroupées dans la catégorie «au moins une fois par jour».

Les contacts, qu'ils soient en face à face ou virtuels, sont des occasions d'échanges importants dans la vie des étudiants, qu'il s'agisse de donner ou de recevoir des informations sur la haute école ou le contenu d'un enseignement, de se soutenir mutuellement dans le processus d'apprentissage ou plus simplement de partager un moment de sociabilité.

Fréquence des contacts sociaux selon le type de hautes écoles et l'enseignement à distance, en %



L'intersection des axes est déterminée par les proportions «Pause de midi avec des camarades d'études – min. 3x/semaine» (42%) et «Messages envoyés aux camarades d'études – min. 1x/jour» (49%) pour l'ensemble des étudiants.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.42
© OFS 2025

Dans l'ensemble, 42% des étudiants rapportent avoir passé au moins trois fois par semaine leur pause de midi avec des camarades d'études et 49% avoir envoyé au moins une fois par jour des messages à des camarades. Par rapport à 2020 (respectivement: 48 et 55%), la fréquence des contacts sociaux entre étudiants est en recul.

On constate une différence selon le type de hautes écoles en 2024: la fréquence des contacts sociaux augmente lorsqu'on passe des étudiants des HEP à ceux des HES et ceux des HEU, alors qu'il n'y avait pas de différence significative en 2020. L'enseignement à distance affecte également les relations sociales: qu'il s'agisse d'échanges en face à face ou virtuels, les contacts des étudiants fréquemment à complètement à distance

sont nettement moins fréquents que ceux des étudiants un peu à distance ou complètement en présentiel. L'analyse montre une forte association entre les deux indicateurs de contacts, c'est-à-dire que les étudiants complètement en présentiel passent souvent leur pause de midi avec des camarades d'études et envoient fréquemment des messages, à l'inverse des étudiants fréquemment à distance. Autrement dit, le manque de contacts sociaux en face à face induit par l'enseignement à distance n'est pas compensé par des contacts sociaux virtuels plus fréquents.

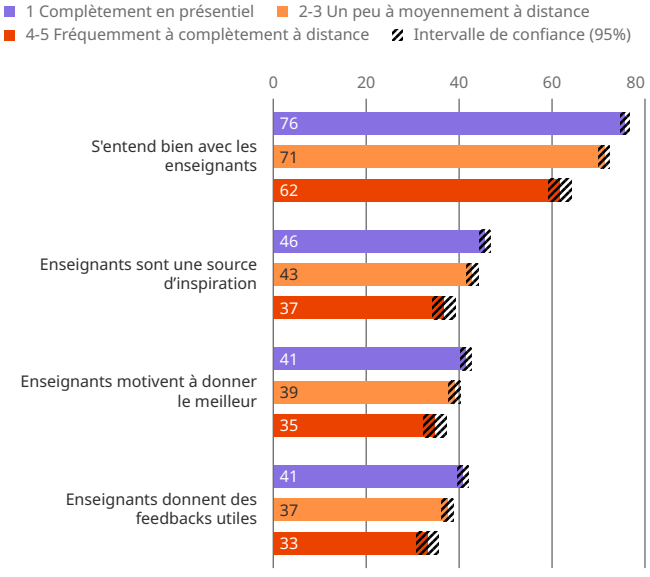
4.1.2 Evaluation des relations avec les enseignants

Il a été demandé aux étudiants d'évaluer plusieurs propositions concernant leurs relations avec les enseignants (voir graphique ci-contre), sur une échelle allant de 1 = «pas du tout» à 5 = «entièrement». Les réponses 4 et 5 ont été regroupées pour chaque indicateur.

Dans l'ensemble, les étudiants évaluent leurs relations avec les enseignants de manière positive: trois quarts (72%) des étudiants déclarent en général bien s'entendre avec les enseignants. Cette évaluation est toutefois moins bonne qu'en 2020 (75%). Avec 66%, les étudiants des HEU indiquent moins fréquemment bien s'entendre avec les enseignants, par rapport à ceux des HES (79%) et ceux des HEP (83%).

L'enseignement à distance amoindrit la qualité des relations avec les enseignants. 62% des étudiants fréquemment ou complètement à distance rapportent bien s'entendre avec les enseignants contre 71% de ceux un peu à distance et 76% de ceux complètement présentiel. Ce constat se vérifie, mais dans une moindre mesure, pour les autres indicateurs des relations avec les enseignants: par rapport à leurs collègues en présentiel, les étudiants fréquemment à complètement à distance déclarent moins souvent que les enseignants les motivent à donner le meilleur d'eux-mêmes, que les enseignants donnent des feedbacks utiles ou que certains enseignants sont une source d'inspiration ou jouent un rôle de modèle.

Évaluation des relations avec les enseignants selon l'enseignement à distance, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.43
© OFS 2025

4.2 Mobilité nationale et internationale

La mobilité des étudiants est analysée sous l'angle des diverses expériences accomplies depuis le début des études, qu'il s'agisse d'une activité en lien avec les études (p. ex. séjour linguistique ou stage), d'un séjour temporaire d'études (p. ex. Erasmus/SEMP) ou d'un programme d'études entier dans un autre pays *(degree mobility)*. Cette approche élargie de la mobilité des étudiants permet de mesurer de manière complète les diverses expériences formatrices effectuées durant les études qui débouchent sur des échanges interculturels.

Ce chapitre vise principalement à mettre en lumière la diminution de la réalisation d'expériences de mobilité dans un autre pays depuis 2020 et à identifier quels groupes d'étudiants et quels domaines d'études sont les plus concernés.

4.2.1 Expériences de mobilité

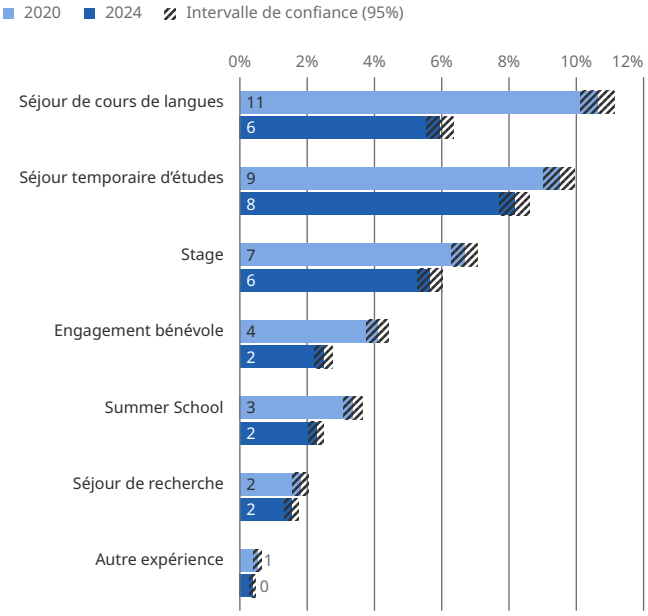
Les étudiants ont été interrogés sur les expériences de mobilité qu'ils ont accomplies depuis le début de leurs études dans une haute école en Suisse (voir graphique ci-contre).

Pour chaque expérience formatrice, les étudiants ont été invités à indiquer si cette expérience s'était déroulée dans une autre région linguistique de Suisse, dans un autre pays ou dans la même région linguistique que celle où ils étudient.

Depuis le début de leurs études dans une haute écoles suisse, 8% des étudiants ont accompli un séjour temporaire dans un autre pays (p. ex. Erasmus/SEMP), 6% un séjour à l'étranger pour suivre des cours de langues et encore 6% un stage dans un autre pays. Avec une proportion de 2% ou moins, les autres expériences de mobilité à l'étranger (voir graphique ci-contre) sont moins souvent réalisées par les étudiants. Quelle que soit l'expérience de mobilité, les étudiants ont rapporté moins d'expériences formatrices dans un autre pays en 2024 qu'en 2020. Avec une proportion qui passe de 11% en 2020 à 6% en 2024, les séjours à l'étranger pour suivre des cours de langues accusent la plus forte diminution. Les expériences de mobilité dans une autre région linguistique de Suisse ont par contre été accomplies avec la même fréquence en 2020 et 2024 – on ne constate ni diminution ni augmentation (voir tableau TA 4.1 dans l'annexe en ligne).

Expériences de mobilité dans un autre pays depuis le début des études, en %

(Plusieurs réponses possibles)



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.44
© OFS 2025

Les diverses expériences de mobilité durant les études ont été rassemblées pour l'analyse en trois catégories: «dans un autre pays», «dans une autre région linguistique» «pas d'expériences de mobilité». Cette dernière catégorie rassemble à la fois les étudiants ayant eu des expériences formatrices dans la même région linguistique de Suisse et ceux qui ne déclarent aucune expérience.

En 2024, 19% des étudiants rapportaient une ou plusieurs expériences à l'étranger[1] depuis le début des études en Suisse, 5% une ou des expériences dans une autre région linguistique de Suisse et 75% des étudiants déclaraient n'avoir réalisé aucune expérience de mobilité. La part des étudiants avec au moins une expérience de mobilité à l'étranger a diminué entre 2020 et 2024: alors qu'elle s'élevait à 26% en 2020, elle est passée à 19% en 2024, soit une baisse de 7 points de pourcent (voir tableau TA 4.2 dans l'annexe en ligne).

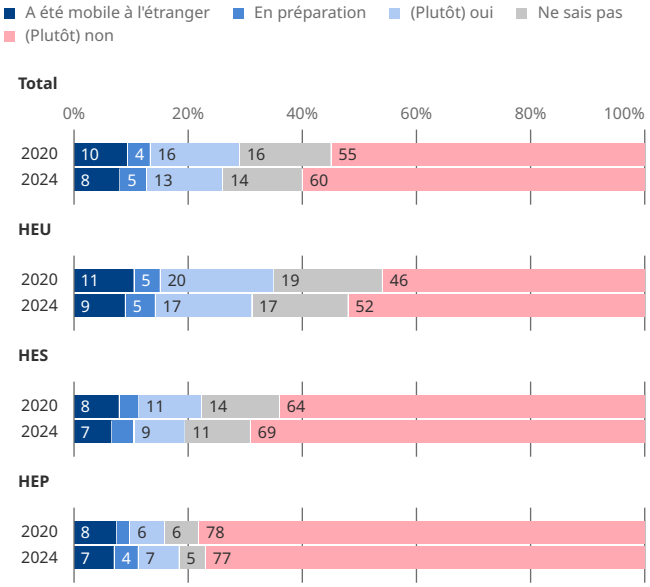
Certains groupes d'étudiants sont particulièrement concernés par cette diminution. Les étudiants âgés de 26 à 30 ans (–10 points), les étudiants de la 1re génération scolarisés en Suisse (–12 points) et les étudiants dont au moins un des deux parents disposent d'un titre d'une haute école (–8 points) sont les plus touchés (voir tableau TA 4.2 dans l'annexe en ligne).

La diminution des expériences de mobilité à l'étranger varie également selon le domaine d'études. Dans les HEU, les deux domaines les plus concernés par la diminution sont le Droit (–9 points) et les Sciences techniques (–8 points). Dans les HES/HEP, les étudiants de Linguistique appliquée et ceux de Psychologie appliquée déclarent nettement moins d'expériences de mobilité à l'étranger qu'en 2020 (respectivement –11 points et –10 points) (voir tableau TA 4.3 dans l'annexe en ligne).

4.2.2 Séjour temporaire d'études à l'étranger

Au moment de l'enquête, la proportion d'étudiants ayant accompli ou étant en train d'accomplir un séjour temporaire d'études dans un autre pays (p. ex. SEMP/Erasmus) s'élève à 8%[2]. 5% des étudiants préparent un tel séjour, 13% s'intéressent à un séjour d'études et 14% sont encore indécis. Un séjour d'études n'entre

Intentions de mobilité à l'étranger selon le type de hautes écoles, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.45
© OFS 2025

[1] Les étudiants déclarant des expériences de mobilité accomplies tant à l'étranger que dans une autre région linguistique de Suisse sont peu nombreux (1% de l'ensemble des étudiants) et ont été par conséquent inclus dans la catégorie «dans un autre pays».

[2] Si l'on tient également compte des séjours temporaires d'études réalisés dans une autre région linguistique de Suisse, comme cela a été fait dans le rapport principal de l'enquête SSEE 2020, la proportion d'étudiants mobiles s'élève à 9%. Pour une analyse des intentions de mobilité tant nationale qu'internationale, voir OFS (2021): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses*. Neuchâtel: OFS. Page 54.

(plutôt) pas en ligne de compte pour plus de la moitié (60%) des étudiants interrogés. Alors que les intentions d'accomplir un séjour d'études à l'étranger ne variaient que très peu au fil du temps de 2013 à 2020, on constate un net changement en 2024. La part des étudiants qui rejettent l'idée de partir temporairement dans un autre pays est passée de 55% en 2020 à 60% en 2024.

Cette augmentation du renoncement à la mobilité à l'étranger s'observe parmi les étudiants des HEU et ceux des HES. La part des étudiants n'ayant pas l'intention de réaliser un séjour a augmenté respectivement de 6 et 5 points de pourcent entre 2020 et 2024. En revanche, dans les HEP, les intentions de mobilité à l'étranger sont restées stables (pas de différences statistiquement significatives).

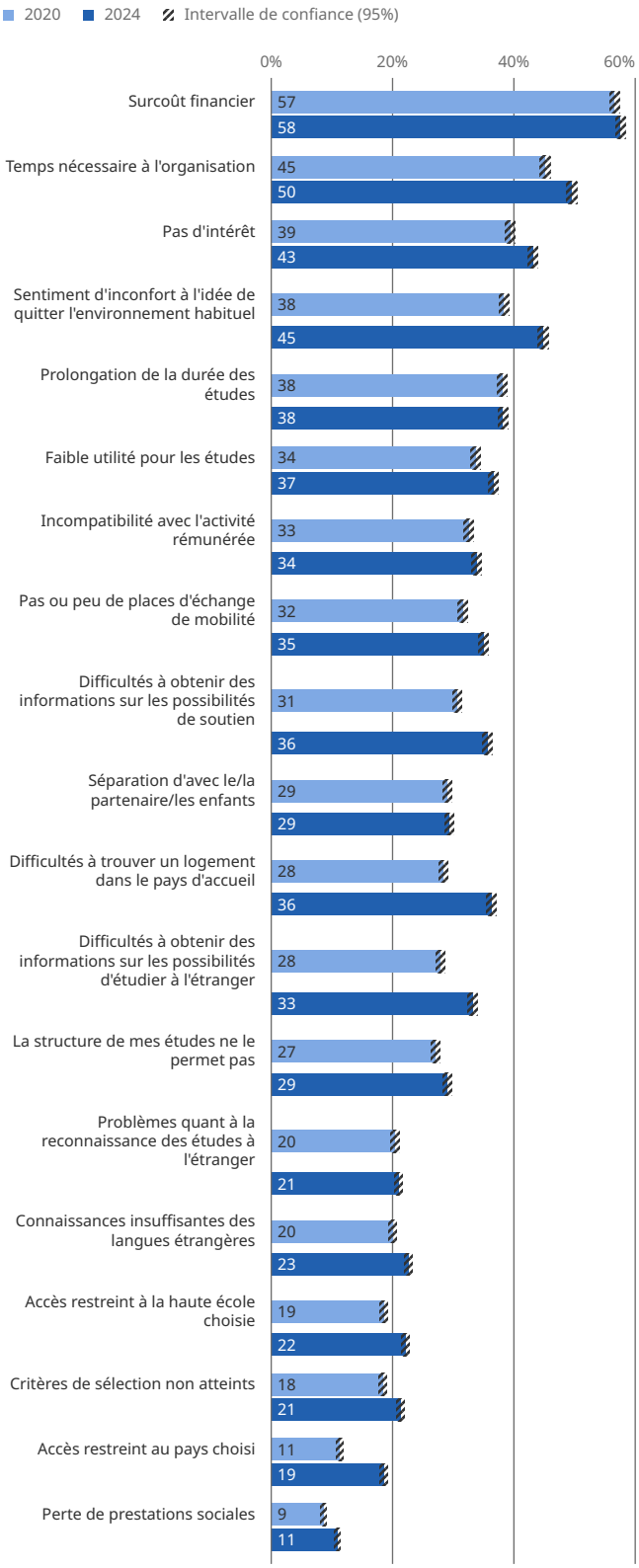
Les étudiants n'ayant pas effectué de séjour temporaire à l'étranger ont été invités à indiquer dans quelle mesure différents aspects représentaient un obstacle à un éventuel projet de ce type (voir graphique ci-contre). Ils ont été priés d'évaluer une série d'obstacles sur une échelle allant de 1 = «pas du tout» à 5 = «très largement». Les catégories 3–5 ont été rassemblées pour l'analyse.

Au vu du constat du recul des intentions de mobilité à l'étranger, l'analyse des obstacles à ladite mobilité prend tout son sens. L'importance relative de chaque obstacle est restée globalement la même entre 2020 et 2024, le surcoût financier étant l'obstacle principal au séjour temporaire d'études dans un autre pays.

On constate toutefois les évolutions suivantes entre 2020 et 2024. D'abord, l'accès restreint au pays choisi a fortement augmenté, passant de 11 à 19%. Ensuite, on relève que, quels que soient les aspects examinés, les étudiants considèrent toujours plus les changements et les démarches liés à un séjour à l'étranger comme des obstacles, comparé à 2020 – les différences ne sont pas toutes statistiquement significatives mais vont toutes dans le sens d'une augmentation. Il faut également relever que le sentiment d'inconfort à l'idée de quitter son environnement habituel s'est fortement accru en 2024 (+7 points de pourcent). Enfin, le désintérêt pour une expérience de mobilité à l'étranger, mesuré par les propositions «pas d'intérêt» et «faible utilité pour mes études», a augmenté entre 2020 et 2024. Par ailleurs, on constate que les obstacles financiers à la mobilité n'ont en revanche pas augmenté de manière significative.

Qu'elles relèvent de limitations objectives (accès restreint au pays p. ex.), de barrières subjectives (sentiment d'inconfort à l'idée de changer d'environnement p. ex.) ou d'un désintérêt pour la mobilité assumé, les entraves à l'accomplissement d'un séjour à l'étranger ont donc nettement augmenté en 2024.

Obstacles à l'accomplissement d'un séjour d'études à l'étranger, en % des étudiants non mobiles



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.46
© OFS 2025

4.2.3 Degree mobility

Il a été demandé aux étudiants s'ils avaient obtenu un diplôme d'une haute école d'un autre pays que la Suisse avant le début de leurs études actuelles, afin de mesurer la mobilité liée à l'accomplissement d'un programme d'études entier à l'étranger *(degree mobility)*.

À la différence des expériences de mobilité effectuées durant un programme d'études, la mobilité est appréhendée dans ce chapitre en tant qu'accomplissement d'un programme d'études complet dans un autre pays *(degree mobility)*. Sur l'ensemble des étudiants, 11% indiquent avoir obtenu un diplôme d'une haute école dans un autre pays avant leurs études actuelles en Suisse. Parmi eux, 84% sont issus de la migration (dont 71% de la 1er génération scolarisés à l'étranger). Cela signifie que, pour les étudiants internationaux, l'expérience de la mobilité consiste aussi à venir en Suisse pour y étudier après avoir obtenu un titre à l'étranger.

Par rapport à 2020, cette forme de mobilité a augmenté en 2024, contrairement aux expériences de mobilité à l'étranger. Cela est pour partie dû à l'augmentation de la part des étudiants de la 1re génération scolarisés à l'étranger (voir chapitre 1). Cette augmentation est significative dans les domaines HES Architecture, construction et planification, Sport, Travail social et Santé (voir tableau TA 4.4 dans l'annexe en ligne).

4.3 Expériences de discrimination

Le but de ce chapitre est d'établir, pour la première fois, le niveau de discrimination vécue par les étudiants dans les hautes écoles suisses et de situer ce résultat en comparaison européenne. Les motifs et les sources de discrimination sont également présentés, afin de mieux comprendre sur quelle caractéristique les étudiants se sentent discriminés et par qui au sein de la haute école. Les expériences de discrimination sont analysées selon les caractéristiques sociodémographiques des étudiants et selon le (groupe de) domaine(s) d'études.

Les étudiants ont été interrogés sur leurs expériences de discrimination dans le contexte des études. Cette question provient du projet EUROSTUDENT 8 et ne comporte ni référence temporelle ni définition de la discrimination[3]. Les étudiants pouvaient rapporter s'être sentis discriminés pour différents motifs (genre, nationalité, langue, etc., voir graphique ci-contre) et par quatre différentes sources, à savoir les camarades d'études, les enseignants, d'autres personnes de la haute école et d'autres personnes en dehors de la haute école. Les 13 indicateurs «Discrimination dans les études en raison de [motif]» correspondent à une expérience de discrimination, qu'elle soit du fait de camarades d'études, d'enseignants ou d'autres personnes de la haute école. L'indicateur «Expériences de discrimination dans les études» mesure la prévalence des expériences de discrimination dans les études, quel que soit le motif et quelle que soit la source de discrimination.

Les expériences de discrimination en dehors de la haute école ne font pas partie de l'analyse (voir encadré Discriminations en dehors de la haute école).

Expériences de discrimination dans les études

En général, la discrimination est définie comme des actes ou pratiques qui désavantagent, humilient, menacent ou mettent en danger de manière injustifiée l'intégrité d'une personne sur la base de caractéristiques[4]. Les étudiants ont été interrogés sur leur sentiment d'être discriminés (voir encadré): il ressort que 25% des étudiants rapportent avoir été discriminés dans le contexte des études en raison du genre, de la langue, de la nationalité ou d'autres motifs par des camarades d'études, des enseignants ou d'autres personnes de la haute école[5]. Les expériences de discrimination dans les études sont plus souvent mentionnées par les femmes (31%) que par les hommes (18%). Les étudiants âgés de 31 à 35 ans (30%), les étudiants issus de la migration (entre 29 et 31%), ceux dont les parents ont tout au plus une formation de l'école obligatoire (31%) et les étudiants avec des problèmes de santé (38%) rapportent plus souvent que la moyenne avoir été discriminés dans le contexte des études (voir tableau TA 4.5 dans l'annexe en ligne).

Les expériences de discrimination varient selon le domaine d'études. Dans les HEU, la proportion oscille entre 23% (Sciences exactes et naturelles) et 31% (Médecine et pharmacie). Dans les HES/HEP, elle s'échelonne de 18% (Technique et IT) à 38% (Musique, arts de la scène et autres arts). Au-delà de ces résultats

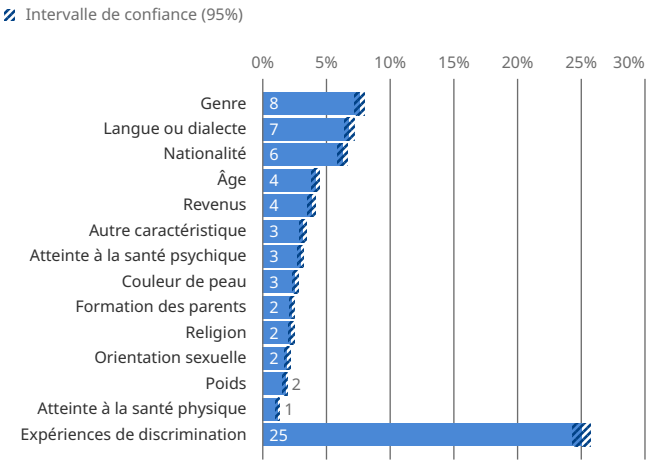
[3] German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Conditions of Student Life in Europe. Eurostudent 8 2021–2024.* Bielefeld: WBV. Page 46.

[4] Vivre ensemble en Suisse, 2024. www.statistique.ch → Statistiques → Population → Migration et intégration → Vivre ensemble → Expérience de la discrimination

[5] Parmi les étudiants déclarant des expériences de discrimination dans le contexte des études (25% du total), 56% d'entre eux indiquent un seul motif de discrimination, 23% deux motifs, 10% trois motifs et 11% quatre motifs ou plus.

Expériences de discrimination dans les études, en %

(Plusieurs réponses possibles)



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.47
© OFS 2025

globaux par domaine d'études, une analyse selon le sexe pour chaque domaine d'études permet de mettre au jour les résultats suivants. D'abord, les femmes déclarent plus souvent que les hommes avoir été discriminées, et ce, dans presque tous les domaines d'étude – dans le domaine Travail social les hommes rapportent un peu plus de discriminations, mais cette différence n'est pas statistiquement significative. Ensuite, on constate que les écarts femmes-hommes sont les plus élevés dans les domaines d'études où les femmes sont minoritaires.[6] Dans les domaines HEU Sciences économiques et Sciences techniques par exemple, alors que respectivement 18 et 16% des hommes rapportent des discriminations, ces taux s'élèvent à 38 et 41% pour les femmes, soit des écarts femmes-hommes de respectivement 20 points de pourcent et 25 points de pourcent. Dans le domaine HES/HEP Technique et IT, 41% des femmes déclarent s'être senties discriminées contre 14% des hommes, soit un écart femmes-hommes de 27 points de pourcent. Par ailleurs, dans les domaines où les hommes sont en minorité (p. ex. HEU: Sciences humaines et sociales; HES/HEP: Santé), ceux-ci ne rapportent pas significativement plus de discriminations que les femmes (voir tableau TA 4.6 dans l'annexe en ligne).

Motifs de discrimination

Les motifs de discrimination les plus fréquents sont le genre (8%), la langue ou le dialecte (7%) et la nationalité (6%). L'importance de ces motifs varient toutefois d'un groupe d'étudiants à l'autre. Le genre n'est pas souvent mentionné par les hommes (4%) tout comme la langue n'est pas fréquemment mentionnée par les étudiants qui ne sont pas issus de la migration (4%). À l'inverse, l'âge est un motif de discrimination beaucoup plus important que la moyenne (4%) pour les étudiants âgés de plus de 35 ans (13%) (voir tableau TA 4.5 dans l'annexe en ligne).

S'agissant du motif du genre, les femmes âgées de 26 à 30 ans sont les plus concernées (14%), à l'inverse des hommes âgés de 20 ans ou moins (2%) (voit tableau TA 4.7 dans l'annexe en ligne).

Le sentiment d'être discriminé en raison de la langue ou du dialecte varie selon la langue première (langue maternelle) des étudiants. Les étudiants italophones (16%), hispanophone (19%) et ceux dont la langue première n'est ni une langue nationale ni l'espagnol ni l'anglais (19%) se sentent plus fréquemment discriminés que la moyenne (8%). L'analyse des discriminations en raison de la langue selon la grande région de la haute école montre comment l'expérience de discrimination varie selon le contexte linguistique dans lequel les étudiants évoluent. Par exemple, les étudiants italophones inscrits dans une haute école au Tessin sont 3% à rapporter des discriminations en raison de la langue, contre 23% pour ceux inscrits dans une haute école de la Région lémanique ou 28% pour ceux étudiant dans la région de Zurich (voir tableau TA 4.8 dans l'annexe en ligne).

Les discriminations selon la nationalité varient, logiquement, fortement selon la nationalité des étudiants. Quasi inexistantes pour les étudiants suisses (3%), elles sont significativement plus élevées que la moyenne pour les étudiants russes (26%), indiens (24%), turcs (20%), chinois (19%), français (16%), allemands (15%), portugais (13%) et italiens (10%) (voir tableau TA 4.9 dans l'annexe en ligne)[7].

Comparaison européenne et nationale

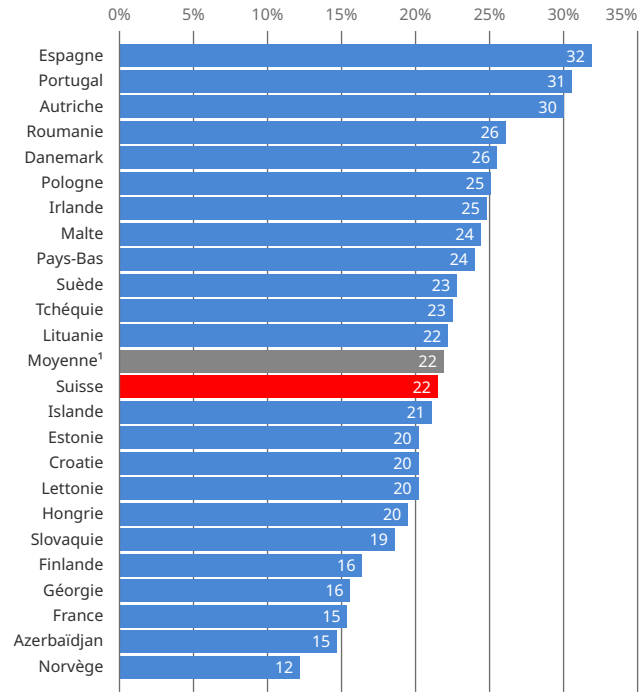
L'indicateur sur les expériences de discrimination existe dans le projet EUROSTUDENT, ce qui permet de situer les étudiants suisses par rapport aux autres étudiants européens.[8] Les expériences de discrimination s'élèvent à 22% lorsque l'on ne tient pas compte, pour la comparaison européenne, des motifs «Langue ou

[6] Pour la répartition femmes-hommes par domaine d'études, voir www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Personnes en formation → Degré tertiaire – Hautes écoles

[7] Ces résultats se réfèrent uniquement au critère de la nationalité et ne tiennent donc pas compte du lieu de naissance et de l'expérience migratoire.

[8] Les différences entre pays s'expliquent en partie par la composition de la population étudiante ainsi que par les spécificités nationales du système des hautes écoles. German Centre for Higher Education Research and Science Studies (2024): *Social and Economic Conditions of Student Life in Europe. Eurostudent 8 2021–2024.* Bielefeld: WBV. Menz, C., & Mandl, S. (2024). *Discrimination in the context of higher education. EUROSTUDENT 8 Topical module report.* www.eurostudent.eu → Publications

Expériences de discrimination dans les études selon le pays, en %



¹ Moyenne non pondérée des pays EUROSTUDENT

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE), EUROSTUDENT 8

gr-f-15.02.05.48
© OFS 2025

dialecte» et «Autre caractéristique».[9] Avec 22% d'étudiants rapportant des discriminations dans le contexte des études, la Suisse se situe au centre de la distribution européenne (moyenne des pays EUROSTUDENT:22%). Moins élevée qu'en Espagne (32%), qu'au Portugal (31%) ou qu'en Autriche (30%), les discriminations surviennent par contre plus fréquemment dans les hautes écoles suisses qu'en France (15%) ou qu'en Norvège (12%).

Mis en regard avec les chiffres disponibles sur la discrimination pour la population résidante, les résultats montrent que l'expérience des étudiants ne semble pas se distinguer singulièrement de la population générale en Suisse. En effet, au sein de la population, la prévalence des discriminations s'élève à 27% et les principaux motifs sont la nationalité, la langue, le sexe et les opinions politiques.[10] Ces similitudes portent à considérer que le monde des hautes écoles n'est donc pas un univers à part, à l'abri de la survenue de comportements hostiles basés sur l'appartenance à un groupe.

Sources de discrimination

Les indicateurs «Discrimination dans les études par les camarades d'études» «Discrimination dans les études par les enseignants» et «Discrimination dans les études par d'autres» agrègent les différents motifs de discrimination par source de discrimination. Etant donné que les étudiants pouvaient indiquer plusieurs sources de discrimination, les indicateurs ne sont pas exclusifs.

16% des étudiants déclarent avoir été discriminés par leurs camarades, 10% par les enseignants et 8% par d'autres personnes de la haute école (p. ex. personnel administratif, de la bibliothèque, de la cafétéria). Le poids de chaque source de discrimination varie selon le type de hautes écoles. Dans les HEU, les étudiants rapportent plus souvent des discriminations qui sont le fait de leurs camarades d'études (17%) que dans les HEP (12%). À l'inverse, les discriminations par les enseignants sont moins fréquentes dans les HEU (10%) et les HES (11%) que dans les HEP (13%). Quant aux expériences de discrimination liées à d'autres personnes de la haute école, on ne constate pas de différences significatives par type de hautes écoles.

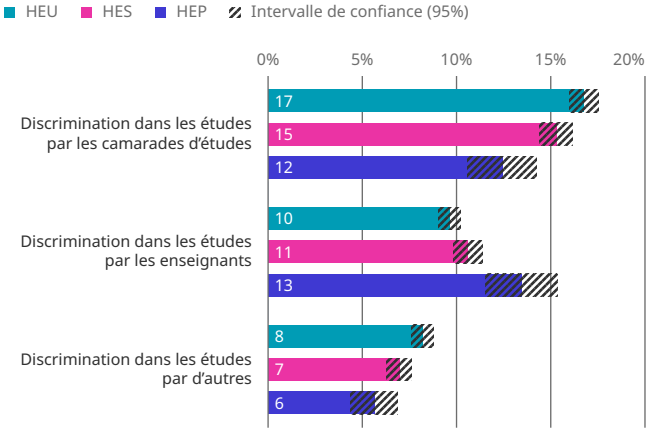
Dans les HEU, c'est en Médecine et pharmacie qu'on enregistre à la fois la proportion de discrimination globale la plus importante (31%, voir plus haut) et des discriminations du fait des enseignants plus élevées (15%) que la moyenne des HEU (10%). Des écarts supérieurs à la moyenne des HEU pour les deux autres sources existent également pour ce domaine d'études, mais ne sont pas significatifs. Pour les étudiants du domaine Interdisciplinaire et autres (niveau global de discrimination: 31%), on observe le même modèle, mais les différences ne sont pas statistiquement significatives. Pour les autres domaines d'études HEU, les différences sont en revanche faibles et non significatives (voir tableau TA 4.10 dans l'annexe en ligne).

[9] Les motifs «Langue ou dialecte» et «Autre caractéristique» n'ont pas été pris en compte dans l'analyse, car ils ne faisaient pas partie de la liste de motifs du questionnaire européen EUROSTUDENT 8. Sans ces deux motifs, le niveau global de discrimination en Suisse s'élève à 22%, contre 25% y inclus ces deux motifs (voir plus haut).

[10] Vivre ensemble en Suisse, 2024. www.statistique.ch → Statistiques → Population → Migration et intégration → Vivre ensemble → Expérience de la discrimination
Une comparaison terme à terme n'est toutefois pas possible car, d'abord, l'enquête Vivre ensemble en Suisse mesure la prévalence des discriminations durant les 5 ans précédant l'enquête au sein de la population générale alors que l'enquête SSEE interroge les étudiants (nettement plus jeunes que la population générale) sur leurs expériences de discrimination dans le contexte des études sans référence temporelle. Ensuite, la liste des motifs de discrimination pouvant être choisis par les répondants n'est pas strictement identique. Enfin, l'enquête SSEE ne se réfère à aucune définition de la discrimination à la différence de Vivre ensemble en Suisse.

Sources de discrimination dans les études quel que soit le motif selon le type de hautes écoles, en %

(Plusieurs réponses possibles)



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.49
© OFS 2025

Dans les HES/HEP, c'est en Agriculture et économie forestière (niveau global de discrimination: 35%), en Design (37%) et en Musique, arts de la scène et autres arts (38%) que les discriminations du fait des étudiants sont significativement plus élevées (respectivement 28%, 20%, 21%) que la moyenne des HES/HEP (15%). Pour les étudiants de Design et de Musique, arts de la scène et autres arts, les écarts à la moyenne des HES/HEP sont également significativement plus élevés pour les discriminations du fait des enseignants (respectivement 17 et 19% contre 11% pour la moyenne HES/HEP) et pour celles du fait d'autres personnes de la haute école (respectivement 13% et 13% contre 7%). Pour les autres domaines d'études HES/HEP, les écarts sont faibles et non significatifs (voir tableau TA 4.10 dans l'annexe en ligne). Autrement dit, lorsque la discrimination est prégnante dans un domaine, on constate un effet de cumul, les étudiants rapportant se sentir discriminés à la fois par leurs camardes, par les enseignants et par d'autres personnes au sein de la haute école.[11]

Discriminations en dehors de la haute école
Les étudiants ont été priés d'indiquer s'ils s'étaient sentis discriminés dans le contexte de leurs études. Parallèlement aux différentes sources de discrimination au sein de la haute école (voir plus haut), les étudiants ont également été invités à rapporter les expériences de discrimination vécues en dehors de la haute école. 17% des étudiants indiquent s'être sentis discriminés par des personnes en dehors de la haute école, soit une proportion égale ou plus élevée que celles enregistrées pour les discriminations provenant des camarades d'études, des enseignants ou d'autres personnes à la haute école (voir graphique).

4.4 Difficultés dans les études

Dans le cadre de l'enquête, les étudiants ont été interrogés sur les difficultés rencontrées dans les études. La question comportait onze options de réponse (à choix multiples) de type oui/non qui ont été regroupées en catégories de difficultés selon une logique thématique. Voir le chapitre «A.2 Définition» pour plus d'informations sur le regroupement des catégories.

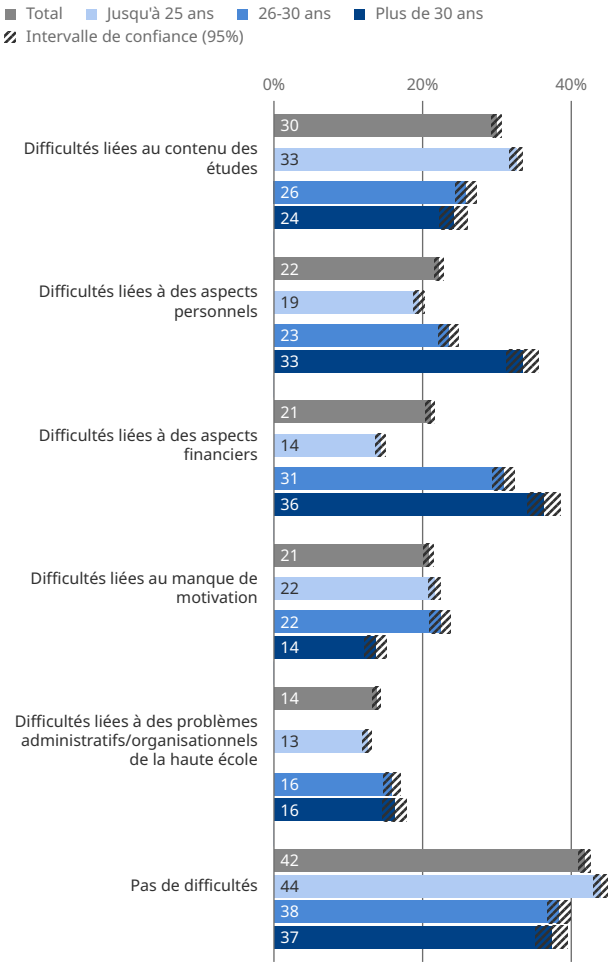
Près d'un étudiant sur trois (30%) déclare avoir rencontré des difficultés liées au contenu des études, tels que le niveau de la branche d'études (examens et travaux exigeants) ou d'autres aspects liés aux études. Il s'agit de la cause de difficultés la plus fréquemment citée. Les difficultés liées aux aspects personnels, aux problèmes financiers, ainsi qu'au manque de motivation sont mentionnées par un peu plus d'un étudiant sur cinq (respectivement 22%, 21% et 21%). Quant aux problèmes administratifs ou organisationnels de la haute école, ils ont été cités par environ un étudiant sur sept (14%). Relevons que 42% des étudiants déclarent n'avoir rencontré aucune difficulté dans les études.

Ces proportions varient selon l'âge des étudiants. Les étudiants les plus âgés (plus de 30 ans) sont moins souvent concernés par des problèmes liés au manque de motivation (14%) que les étudiants les plus jeunes (22% pour les 26 à 30 ans et les moins de 26 ans). Ils déclarent aussi moins souvent rencontrer des difficultés liées au contenu des études (24%) que les étudiants de moins de 26 ans (33%). En revanche, ils déclarent plus souvent rencontrer des difficultés liées à des aspects financiers (36%) ou à des aspects personnels (33%) que les étudiants les plus jeunes (entre 14 et 31% pour les aspects financiers et entre 19 et 23% pour les aspects personnels). La proportion d'étudiants indiquant ne pas rencontrer de difficultés est la plus élevée chez les étudiants de moins de 26 ans (44%), alors qu'elle est plus faible pour les étudiants âgés de 26 à 30 ans (38%) et de plus de 30 ans

[11] Le rapport présente uniquement les expériences de discrimination liées à des personnes. Il existe cependant des discriminations dites structurelles ou institutionnelles (Voir CFR (2023): *TANGRAM – Revue de la Commission fédérale contre le racisme,* 46.). Ces discriminations qui relèvent de situations, de routines ou de normes liées au contexte où elles surviennent, sont profondément ancrées et se manifestent au-delà des comportements individuels. Elles ne sont pas relevées dans l'enquête SSEE 2024.

Types de difficultés rencontrées dans les études selon l'âge, en %

(Plusieurs réponses possibles)



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.50
© OFS 2025

(37%). Ce constat montre que d'autres aspects de la vie, tels que le travail, les problèmes de santé ou la garde d'enfants, entrent en concurrence avec les études pour les étudiants les plus âgés.[12]

Difficultés en lien avec le contenu des études

Si l'on observe de plus près la catégorie des difficultés liées au contenu des études (niveau de la branche d'études ou autres aspects liés aux études), des différences apparaissent selon le niveau d'études et le type de hautes écoles. Un tiers des étudiants de bachelor (33%) déclarent avoir été confrontés à ces difficultés contre moins d'un quart des étudiants de master (23%). Les étudiants des HEU y sont aussi plus souvent confrontés (33%) que leurs collègues des HES (27%) et des HEP (22%).

Parmi les étudiants des HEU, ce sont ceux en Médecine et pharmacie (43%), ainsi qu'en Sciences exactes et naturelles (41%) qui déclarent le plus souvent rencontrer des difficultés liées au contenu des études. Dans les domaines d'études HES/HEP, les étudiants en Technique et IT sont les plus concernés (33%).[13]

Il est à relever que de manière générale les femmes déclarent plus fréquemment devoir faire face à des difficultés en lien avec le contenu des études (32%) que les hommes (27%). Ce phénomène s'observe pour tous les groupes de domaines d'études HEU, à l'exception du domaine Interdisciplinaire et autres. Pour les HES, cela concerne avant tout les étudiantes des domaines Architecture, construction et planification, Technique et IT, Chimie et sciences de la vie, Économie et services, ainsi que Travail social. Il n'y a en revanche aucune différence significative selon le sexe pour les étudiants des HEP. En ce qui concerne les hommes, les analyses montrent qu'il n'y a aucun domaine d'études, y compris ceux où ils sont minoritaires, où ils rapportent plus de difficultés en lien avec le contenu des études que les femmes.

Quant aux étudiants qui suivent fréquemment à complètement des cours à distance (32%), ils ne font pas davantage face à des difficultés en lien avec le contenu des études que leurs collègues qui réalisent leur formation un peu à moyennement à distance (32%) ou complètement en présentiel (29%, différence non significative). Ils indiquent en revanche davantage rencontrer des difficultés liées à la motivation et à des aspects financiers (26% dans les deux cas) que leurs collègues qui sont peu à moyennement en distanciel (21% dans les deux cas) ou complètement en présentiel (19% dans les deux cas) (voir tableau TA 4.11 dans l'annexe en ligne).

Évolution des difficultés entre 2020 et 2024

La part des étudiants qui déclarent ne pas rencontrer de difficultés dans leurs études reste stable entre 2020 (43%) et 2024 (42%). En revanche, alors que les difficultés en lien avec le contenu des études ou des problèmes de motivation diminuent de manière significative entre 2020 et 2024 (–3 points de pourcentage dans les deux cas), celles relatives aux finances ou aux aspects personnels augmentent de respectivement +4 et +5 points de pourcentage (voir graphique). Cette évolution se retrouve pour de nombreux groupes d'étudiants avec des caractéristiques sociodémographiques et institutionnelles très différentes.[14] Autrement dit, l'évolution des causes des difficultés dans les études entre 2020 et 2024 montre que les aspects connexes aux études ont gagné en importance par rapport aux études en soi.

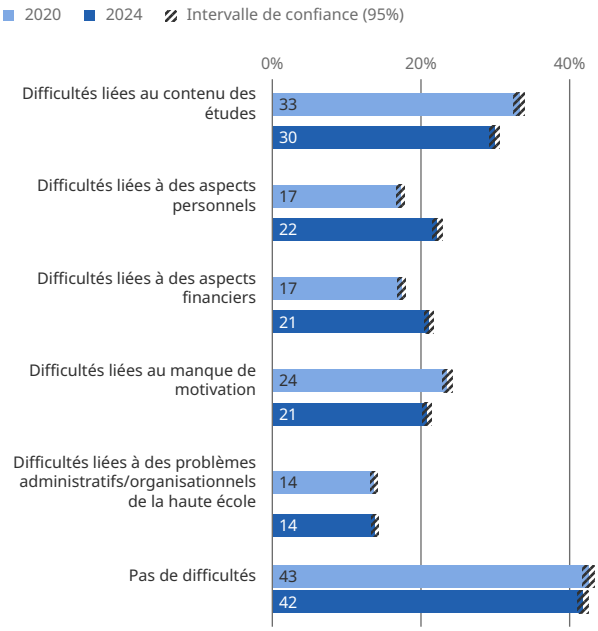
[12] Le tableau TA 4.11 dans l'annexe en ligne présente également des résultats selon le statut migratoire et le plus haut niveau de formation des parents.

[13] Pour plus de détails à ce sujet, voir tableau TA 4.12 dans l'annexe en ligne.

[14] Pour plus de détails sur l'évolution des difficultés entre 2020 et 2024, voir tableaux TA 4.11 et TA 4.12 dans l'annexe en ligne.

Évolution des difficultés rencontrées dans les études, en %

(Plusieurs réponses possibles)



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.51
© OFS 2025

4.5 Abandon et arrêts des études

Ce chapitre a d'une part pour but d'identifier le risque d'abandon pour différents groupes d'étudiants. D'autre part, il analyse la proportion d'étudiants déclarant avoir arrêté effectivement leurs études et les raisons qu'ils avancent.

4.5.1 Intention d'abandonner les études

Dans le cadre de l'enquête, les étudiants ont été priés d'évaluer la proposition «Je pense sérieusement à abandonner complètement les études» sur une échelle allant de 1 = «pas du tout» à 5 = «entièrement». Les valeurs 3–5 ont été rassemblées dans une catégorie définie comme «Intention d'abandonner des études».

De nombreux facteurs peuvent être associés à une intention d'abandonner les études, qu'il s'agisse d'aspects liés aux conditions de vie, d'études ou à des caractéristiques personnelles.[15] On présente ici différents groupes d'étudiants, inégalement concernés par le risque d'abandon.

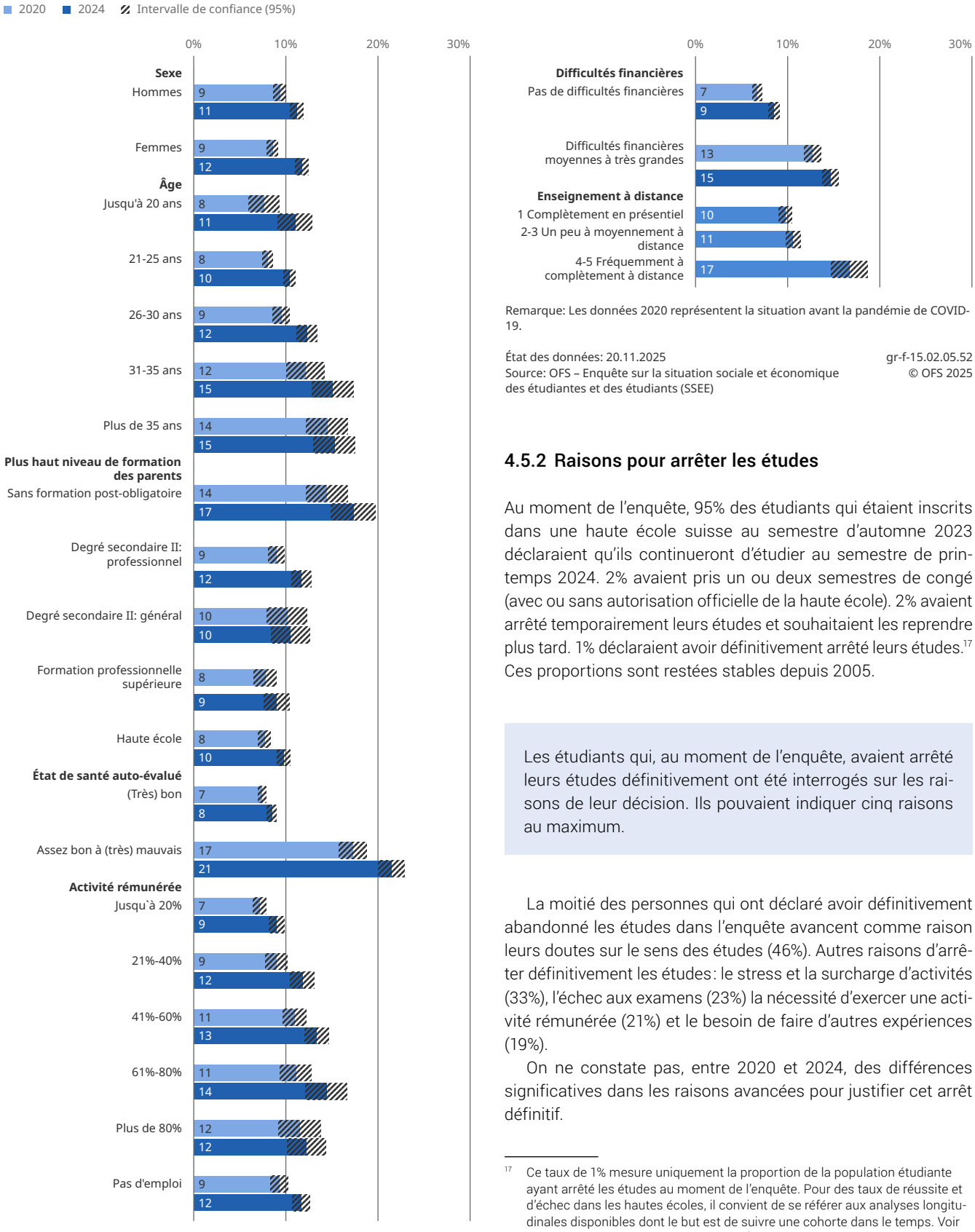
Au total, 11% des étudiants déclarent avoir l'intention d'abandonner leurs études. Par rapport à cette moyenne, les groupes d'étudiants rapportant le plus souvent une intention d'abandon sont les suivants: les étudiants avec un état de santé autoévalué assez bon à très mauvais (21%), les étudiants fréquemment à complètement à distance (17%), ceux dont les parents ont tout au plus un diplôme de l'école obligatoire (17%), les étudiants avec des difficultés financières moyennes à très grandes (15%), les étudiants âgés de plus de 30 ans (15%) et ceux qui exercent une activité rémunérée avec un taux d'occupation de 61% à 80% (14%). Les femmes (12%) ne déclarent pas significativement plus souvent que les hommes (11%) avoir l'intention d'abandonner leurs études.

Par rapport à 2020, l'intention d'abandonner les études a augmenté, passant de 9 à 11%. Cette augmentation concerne tous les groupes d'étudiants analysés, bien que toutes les évolutions entre 2020 et 2024 ne soient pas statistiquement significatives. On constate également que les catégories d'étudiants les plus touchés en 2024 sont les mêmes qu'en 2020. En somme, la répartition du risque d'abandon parmi les groupes d'étudiants n'a pas évolué[16], seul le niveau de ce risque a augmenté.

[15] Voir OFS (2021): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses.* Neuchâtel: OFS. Page 59.

[16] Le risque d'abandon des groupes d'étudiants définis sur la base de l'indicateur Enseignement à distance ne peut pas être comparé aux résultats de 2020, car cet indicateur n'était pas disponible en 2020.

Intention d'abandonner les études selon diverses caractéristiques, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.52
© OFS 2025

4.5.2 Raisons pour arrêter les études

Au moment de l'enquête, 95% des étudiants qui étaient inscrits dans une haute école suisse au semestre d'automne 2023 déclaraient qu'ils continueront d'étudier au semestre de printemps 2024. 2% avaient pris un ou deux semestres de congé (avec ou sans autorisation officielle de la haute école). 2% avaient arrêté temporairement leurs études et souhaitaient les reprendre plus tard. 1% déclaraient avoir définitivement arrêté leurs études.[17] Ces proportions sont restées stables depuis 2005.

Les étudiants qui, au moment de l'enquête, avaient arrêté leurs études définitivement ont été interrogés sur les raisons de leur décision. Ils pouvaient indiquer cinq raisons au maximum.

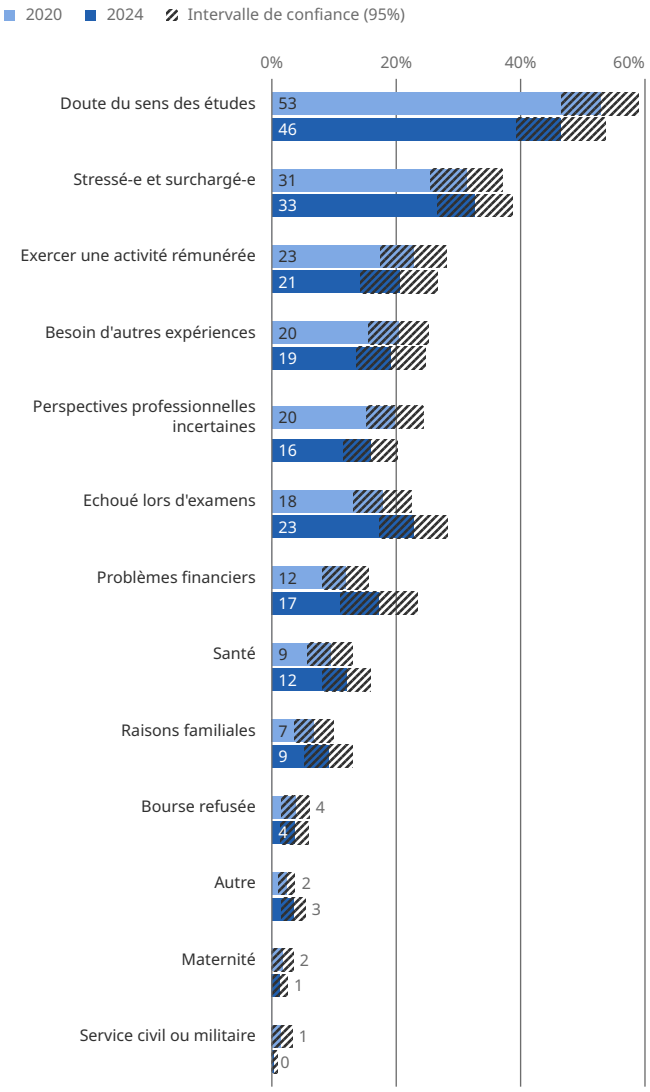
La moitié des personnes qui ont déclaré avoir définitivement abandonné les études dans l'enquête avancent comme raison leurs doutes sur le sens des études (46%). Autres raisons d'arrêter définitivement les études: le stress et la surcharge d'activités (33%), l'échec aux examens (23%) la nécessité d'exercer une activité rémunérée (21%) et le besoin de faire d'autres expériences (19%).

On ne constate pas, entre 2020 et 2024, des différences significatives dans les raisons avancées pour justifier cet arrêt définitif.

[17] Ce taux de 1% mesure uniquement la proportion de la population étudiante ayant arrêté les études au moment de l'enquête. Pour des taux de réussite et d'échec dans les hautes écoles, il convient de se référer aux analyses longitudinales disponibles dont le but est de suivre une cohorte dans le temps. Voir www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Transitions et parcours dans le domaine de la formation → Degré tertiaire – Hautes écoles

Raisons d'arrêter les études, en % des étudiants ayant arrêté leurs études définitivement

(Plusieurs réponses possibles)



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.53
© OFS 2025

5 Santé

Une multitude de facteurs influencent la santé. On peut les diviser en trois groupes: les facteurs personnels (tels que l'âge, le sexe, la constitution physique et psychique), les facteurs comportementaux (tels que les comportements à risque) et les facteurs contextuels (tels que les conditions environnementales, le statut socio-économique). Dans le présent rapport, on analyse principalement la santé des étudiants à l'aune de facteurs personnels et, de certaines caractéristiques du système des hautes écoles[1]. La santé est mesurée sur la base de l'auto-évaluation des étudiants. Les indicateurs suivants sont présentés: problèmes de santé de longue durée, limitations dans les études, sentiment de bonheur et symptômes de dépression Il est à relever que les analyses ne montrent pas de liens de cause à effet, mais uniquement des corrélations statistiques entre les variables.

5.1 Problèmes de santé de longue durée

Les problèmes de santé de longue durée ont été mesurés au moyen de la question «avez-vous des maladies ou des problèmes de santé chroniques ou de longue durée?» La définition suivante venait préciser la question: «On entend par là des problèmes de santé ou maladies qui ont duré depuis au moins six mois ou qui dureront probablement six mois ou plus». Les étudiants pouvaient répondre par «oui» ou par «non».

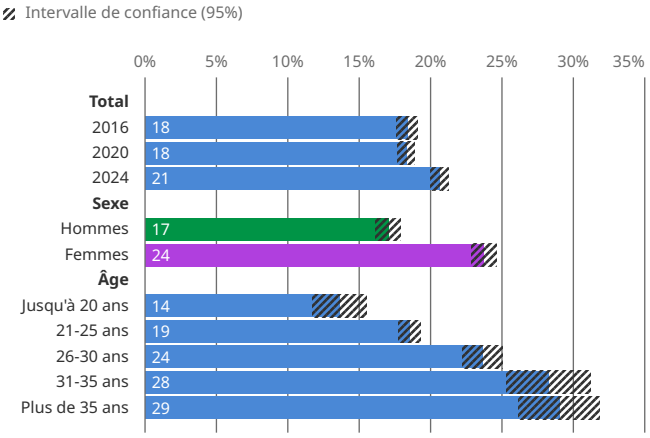
La part des étudiants ayant indiqué avoir des problèmes de santé de longue durée était de 21% en 2024. Elle était moins marquée lors des enquêtes de 2020 (18%) et de 2016 (18%).

L'analyse fait ressortir des différences selon le sexe et l'âge. La proportion de personnes faisant état de problèmes de santé de longue durée est plus élevée chez les femmes (24%) que chez les hommes (17%). Par rapport à 2020, elle a augmenté de 3 points de pourcentage chez les femmes et de 2 points chez les hommes.

La proportion de personnes faisant état de problèmes de santé de longue durée est par ailleurs plus importante chez les étudiants plus âgés que chez les plus jeunes. Elle oscille entre 24 et 29% dans les trois groupes d'âge les plus âgés et se situe à respectivement 14 et 19% dans les deux groupes des plus jeunes.

[1] L'enquête sur la situation sociale et économique des étudiants ne porte pas sur les facteurs comportementaux.

Problèmes de santé de longue durée selon le sexe et l'âge, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.54
© OFS 2025

Par rapport à 2020, la proportion d'étudiants ayant ce genre de problèmes a augmenté dans tous les groupes d'âge, sauf chez les plus jeunes (21 à 25 ans: +2 points de pourcentage; 26 à 30 ans: +4 points: 31 à 35 ans: +4 points: plus de 35 ans: +2 points).

On n'observe pas de différences selon le type de hautes écoles. Les étudiants des HEU, des HES et des HEP font plus ou moins la même évaluation de leur état de santé (problèmes de santé de longue durée). L'augmentation observée entre 2020 et 2024 n'a toutefois pas été la même dans tous les types de hautes écoles: la part des personnes ayant déclaré avoir des problèmes de santé de longue durée s'est accrue de 3 points de pourcentage dans les HES et de 2 points dans les HEU. Elle n'a pas changé de manière statistiquement significative dans les HEP.

Ces résultats sont aussi statistiquement significatifs selon l'analyse multivariée (régression logistique)[2].

[2] Le modèle contient les variables suivantes: âge, sexe, statut migratoire, niveau de formation le plus élevé des parents, activité rémunérée, budget-temps, type de hautes écoles, satisfaction par rapport à la vie en général, satisfaction par rapport à ses relations sociales et satisfaction par rapport à sa situation financière.

Les étudiants souffrant de problèmes de santé de longue durée devaient indiquer à quel moment ces maux étaient survenus pour la première fois, et en particulier s'ils s'étaient manifestés pendant ou avant les études poursuivies au moment de l'enquête. Les réponses multiples étaient possibles.

43% des étudiants ayant des problèmes de santé de longue durée déclarent que ces problèmes sont apparus pour la première fois pendant leurs études. Pour 13%, ces problèmes sont apparus pour la première fois dans la petite enfance et pour 55%, ils se sont manifestés pour la première fois entre la petite enfance et le début de leurs études[3].

L'analyse fait ressortir des différences selon le sexe et l'âge. Les femmes (45%) sont plus nombreuses que les hommes (38%) à déclarer que leurs problèmes de santé sont apparus pour la première fois pendant leurs études. C'est moins le cas des étudiants du groupe d'âge le plus jeune (27%) que de ceux plus âgés (entre 42 et 46%).

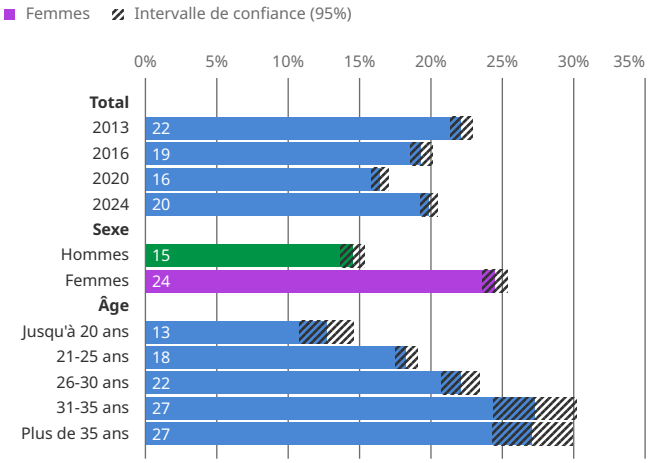
On observe également des différences selon le type de hautes écoles : la part des personnes déclarant que leurs problèmes de santé sont apparus pour la première fois pendant leurs études était plus élevée chez les étudiants des HEU (47%) que chez ceux des HES et des HEP (37% dans les deux cas).

5.2 Limitations dans les études

Les limitations dans les études causées par un problème de santé ont été mesurées au moyen de la question «Êtes-vous limité à cause d'un problème de santé, depuis au moins six mois, dans vos études?» À cette question, posée à l'ensemble des étudiants, ces derniers pouvaient répondre par «fortement limité», «limité, mais pas fortement» ou «pas du tout limité». Les réponses «fortement limité» et «limité, mais pas fortement» ont été regroupées pour l'analyse.

La part des personnes étudiant dans une haute écoles qui déclaraient être limitées dans leurs études par des problèmes de santé était de 20% en 2024. Elle a évolué de manière contrastée au fil du temps, diminuant de 2013 (22%) à 2020 (16%), avant d'augmenter en 2024.

Limitations dans les études à cause d'un problème de santé selon le sexe et l'âge, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025 gr-f-15.02.05.55
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)
© OFS 2025

Les femmes (24%) déclarent plus souvent être limitées dans leurs études par des problèmes de santé que les hommes (15%). La proportion de celles ayant fait état de telles limitations a augmenté de 5 points de pourcentage par rapport à 2020, alors que celle des hommes n'a pas changé.

Les étudiants plus âgés indiquent aussi plus souvent souffrir de limitations dues à des problèmes de santé que les plus jeunes. La proportion de personnes concernées est de 27% pour les deux groupes d'âge supérieurs. Elle se situe à respectivement 13 et 22% dans les trois groupes plus jeunes. Par rapport à 2020, la proportion d'étudiants limités dans leurs études par des problèmes de santé a augmenté dans tous les groupes d'âge, sauf chez les plus jeunes et les plus âgés.

On n'observe pas de différence statistiquement significative selon le type de hautes écoles.

Ces résultats sont également statistiquement significatifs selon l'analyse multivariée (régression logistique)[4].

Les étudiants ayant fait part de limitations dans leurs études du fait d'un problème de santé sont 23% à indiquer recevoir un soutien de la part de leur haute école (2020 : 24% ; 2016 : 17%). Parmi eux, 30% souhaitent davantage soutien supplémentaire de la part de celle-ci et 70% ne souhaitent pas d'aide supplémentaire.

[3] Comme il s'agit de réponses multiples (plusieurs problèmes de santé pouvant apparaître pour la première fois à des moments différents), la somme des pourcentages additionnés est supérieure à 100%. Une catégorie de réponses ayant été modifiée dans le questionnaire 2024, il n'est pas possible de comparer directement les résultats avec ceux de 2020.

[4] Le modèle contient les variables suivantes : âge, sexe, statut migratoire, niveau de formation le plus élevé des parents, activité rémunérée, budget-temps, type de hautes écoles, satisfaction par rapport à la vie en général, satisfaction par rapport à ses relations sociales et satisfaction par rapport à sa situation financière.

Compensation des désavantages
Dans l'enquête 2024, il a été demandé pour la première fois aux étudiants s'ils bénéficiaient d'une compensation des désavantages[5] dus à leurs problèmes de santé. La question a été posée à l'ensemble des étudiants des hautes écoles.

Parmi les personnes interrogées, 3% ont indiqué avoir bénéficié de compensations au semestre de printemps 2024 et 1% ont déclaré en avoir fait la demande, mais que la décision n'était pas encore tombée au moment de l'enquête. 2% des étudiants ont déposé une demande, mais celle-ci a été refusée. 12% déclarent ne pas avoir déposé de demande bien qu'ils soient atteints dans leur santé. La majorité des étudiants (83%) ont indiqué n'avoir pas déposé de demande parce qu'ils ne souffrent d'aucune limitation.

Les femmes (4%) rapportent plus souvent que les hommes (3%) avoir bénéficié d'une compensation des désavantages. La proportion des compensations accordées est stable dans tous les groupes d'âge. Cependant, la part des personnes n'ayant pas déposé de demande malgré des limitations dues à des problèmes de santé augmente avec l'âge. À l'inverse, la part des étudiants n'ayant pas fait de demande parce qu'ils ne souffrent d'aucune limitation liée à un problème de santé diminue avec l'âge. On n'observe pas de différence selon le type de hautes écoles.

5.3 Bien-être et santé mentale

5.3.1 Bien-être

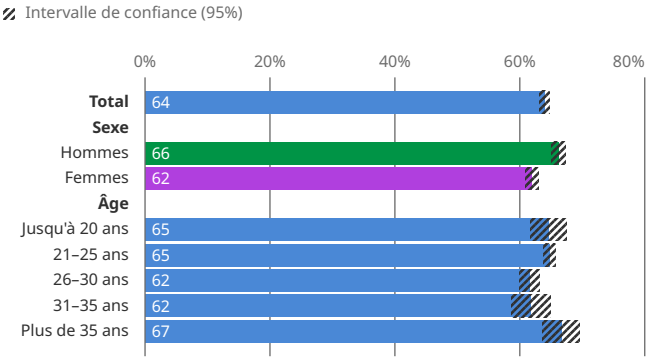
L'indicateur du bonheur a servi à évaluer le bien-être des personnes étudiant dans les hautes écoles.

Le sentiment de bonheur a été estimé à l'aide des réponses à la question «Tout bien considéré, dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes heureux?»[6]. Les étudiants pouvaient répondre à la question sur une échelle de 1 = «extrêmement malheureux» à 5 = «extrêmement heureux». Les réponses 1 à 3, 4 et 5 ont été regroupées pour l'analyse.

64% des personnes interrogées se considèrent comme heureuses ou extrêmement heureuses. 36% estiment être moyennement heureuses, malheureuses voire extrêmement malheureuses[7].

L'enquête fait ressortir des différences selon le sexe et l'âge. 62% des femmes se disent heureuses ou extrêmement heureuses. Les hommes sont plus nombreux à se déclarer (extrêmement) heureux (66%). La proportion de personnes se déclarant heureuses est plus faible dans le groupe d'âge moyen (26 à 30 ans; 62%) que dans celui des plus âgés (67%) et celui des 21 à 25 ans (65%).

Sentiment de bonheur selon le sexe et l'âge, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.56
© OFS 2025

Les réponses varient aussi selon le statut migratoire. La part des étudiants se déclarant heureux ou extrêmement heureux est plus faible chez les personnes de la 1re génération scolarisées en Suisse (58%) et celles de la 2e génération (53%) que chez les personnes non issues de la migration (67%).

On n'observe pas de différence selon le type de hautes écoles. La proportion de personnes se déclarant (extrêmement) heureuses est similaire chez les étudiants des HEU, des HES et des HEP.

Ces résultats sont également statistiquement significatifs selon l'analyse multivariée (régression logistique)[8].

Les données d'EUROSTUDENT montrent qu'en Suisse, le pourcentage d'étudiants qui s'estiment (extrêmement) heureux (64%) est supérieur à la moyenne des pays européens (58%)[9]. Il est le plus élevé au Danemark et en Norvège (environ 70%), ainsi qu'en Autriche (69%) et le plus bas en Suède (48%), en Pologne (48%) et en Géorgie (44%).

5 Par compensation des désavantages, on entend les adaptations des conditions d'études et d'examens qui sont nécessaires pour compenser les désavantages liés à la maladie ou au handicap et garantir ainsi l'égalité des chances.

6 Repris et adapté de: European Social Survey (2018). ESS Round 9 Source Questionnaire. London: ESS ERIC Headquarters c/o City, University of London

7 L'analyse montre les proportions suivantes pour les cinq réponses possibles: 1 extrêmement malheureux (1%), 2 malheureux (7%), 3 moyennement heureux (28%), 4 heureux (49%) et 5 extrêmement heureux (15%).

8 Le modèle contient les variables suivantes: âge, sexe, statut migratoire, plus haut niveau de formation des parents, activité rémunérée, budget-temps et type de hautes écoles.

9 Voir: Cuppen, J., Muja, A., Geurts, R. (2024): *Well-being and mental health among students in European higher education. EUROSTUDENT 8 Topical module report*. E8TopicalModulereportWellbeingandmentalhealth.pdf. L'analyse montre les proportions suivantes pour les cinq réponses possibles: extrêmement malheureux (3%), malheureux (10%), moyennement heureux (29%), heureux (41%) et extrêmement heureux (17%).

5.3.2 Santé mentale

Dans le présent rapport, la santé mentale des étudiants est analysée à l'aide de l'indicateur des symptômes de dépression.

Neuf questions[10] ont été posées aux étudiants pour déterminer s'ils souffraient ou non de symptômes de dépression. Les réponses fournies ont servi à former l'indice Symptômes de dépression[11], un indice fondé sur l'instrument de mesure PHQ-9 (Patient Health Questionnaire), et qu'utilise aussi l'Office fédéral de la statistique pour l'enquête suisse sur la santé (ESS). Le PHQ-P est un screening permettant de détecter des symptômes de dépression, mais ne se substitue en aucun cas à un diagnostic clinique. Les valeurs de cet indice ont été divisées en cinq degrés de symptômes: «aucun», «légers», «modérés», «plutôt sévères» et «sévères». Pour l'analyse, les symptômes de dépression modérés, plutôt sévères et sévères ont été regroupés.

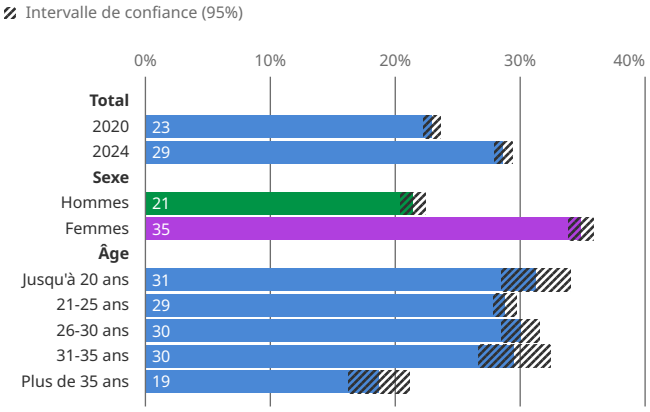
Dans ce chapitre, le terme de dépression a parfois été utilisé pour désigner les symptômes de dépression, afin de faciliter la lecture. Le tableau clinique de la dépression comprend notamment les symptômes suivants: sentiment d'indifférence (incapacité d'éprouver de la joie ou de l'empathie, absence de réaction aux encouragements d'autrui), perte de motivation, agitation, inhibition de la pensée et troubles du sommeil[12]. En 2024, 29% des étudiants décrivaient leur situation de telle sorte que l'on peut supposer qu'ils présentaient des symptômes de dépression modérés à sévères (modérés: 18%; plutôt sévères: 8%; sévères: 3%)[13]. Les symptômes de dépression ont dans l'ensemble augmenté chez les étudiants par rapport à 2020 (+6 points de pourcentage)[14].

Les femmes (35%) sont davantage touchées que les hommes (21%). Par rapport à 2020, la part des étudiantes faisant état de symptômes de dépression a augmenté de 8 points de pourcentage[15], celle leurs homologues masculins de 3 points.

Les symptômes de dépression sont plus fréquents dans le groupe d'âge le plus jeune (jusqu'à 20 ans, 31%) que dans celui des plus de 35 ans (19%). Par rapport à 2020, les dépressions ont augmenté dans les trois groupes d'âge intermédiaires (+6 points de pourcentage chacun).

Les proportions varient également selon le statut migratoire. Ainsi les étudiants de la 1re génération scolarisés en Suisse (35%) et ceux de la 2e génération (38%) déclarent plus souvent souffrir de symptômes de dépression que les étudiants non issus de la migration (26%) et ceux de la 1re génération scolarisés à l'étranger (26%). Par rapport à 2020, les symptômes de dépression ont augmenté chez les étudiants non issus de la migration (+6 points de pourcentage), chez ceux de la 1re génération scolarisés en Suisse (+6 points) et chez ceux de la 2e génération (+7 points).

Symptômes de dépression modérés à sévères selon le sexe et l'âge, en %



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025 gr-f-15.02.05.57
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE) © OFS 2025

La part des personnes aux études qui souffrent de symptômes de dépression est plus élevée dans les HEU (29%) et les HES (29%) que dans les HEP (25%). Par rapport à 2020, les symptômes de dépression ont augmenté dans les trois types de hautes écoles (HEU: +5 points de pourcentage; HES: +6 points; HEP: +7 points).

Ces résultats sont également statistiquement significatifs selon l'analyse multivariée (régression logistique)[16].

[10] Le texte et les catégories de réponses aux questions figurent dans le questionnaire de l'enquête 2024, à la page 17: www.studierende-stat.admin.ch

[11] Pour de plus amples informations sur la manière dont l'indice est établi, voir https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.7566867.html. Dans l'enquête suisse sur la santé (ESS) 2022, la dénomination «dépression majeure» a été remplacée par «symptômes de dépression». La documentation de l'ESS 2022 n'est toutefois pas publiée.

[12] OFS (2019): *Statistiques de la santé 2019*. Neuchâtel: OFS. Page 38.

[13] Les proportions suivantes ressortent des données 2024 pour les cinq réponses possibles: aucun symptôme dépressif (34%), de légers symptômes de dépression (37%), des symptômes de dépression modérés (18%), plutôt sévères (8%) et sévères (3%). Distribution 2020: aucun symptôme dépressif (40%), de légers symptômes de dépression (37%), des symptômes de dépression modérés (15%), plutôt sévères (6%) et sévères (2%).

[14] Pendant cette période, le sentiment de solitude a également augmenté chez les personnes aux études: En 2020, 20% des étudiants ont déclaré se sentir assez souvent ou très souvent seuls. En 2024, ils étaient 22% dans ce cas.

[15] Chez les étudiantes de 31 à 35 ans, la hausse a même atteint 10 points de pourcentage.

[16] Le modèle contient les variables suivantes: âge, sexe, statut migratoire, niveau de formation le plus élevé des parents, activité rémunérée, budget-temps, type de hautes écoles, satisfaction par rapport à la vie en général, satisfaction par rapport à ses relations sociales et satisfaction par rapport à sa situation financière.

Comparaison avec la population résidante permanente

La comparaison entre l'état de santé psychique des étudiants et celui de la population résidante permanente se fonde sur les résultats 2022 de l'enquête suisse sur la santé (ESS) de l'OFS[17]. La présente enquête et l'ESS relèvent bien les symptômes de dépression au moyen des mêmes questions, mais la structure par âge de leurs populations varie: la population résidante comporte une plus forte proportion de personnes âgées et une plus faible part de personnes jeunes que la population étudiante. Il est donc nécessaire de contrôler les effets de l'âge, ce que l'on fait en limitant l'analyse aux personnes âgées de 18 à 35 ans.

Dans la population résidante permanente, 15% des personnes âgées de 18 à 35 ans déclarent avoir des symptômes de dépression modérés à sévères. C'est le cas de 29% des étudiants de ce groupe d'âges[18]. La proportion de personnes déclarant souffrir de symptômes de dépression est donc plus élevée chez les étudiants que dans la population résidante permanente dans son ensemble.

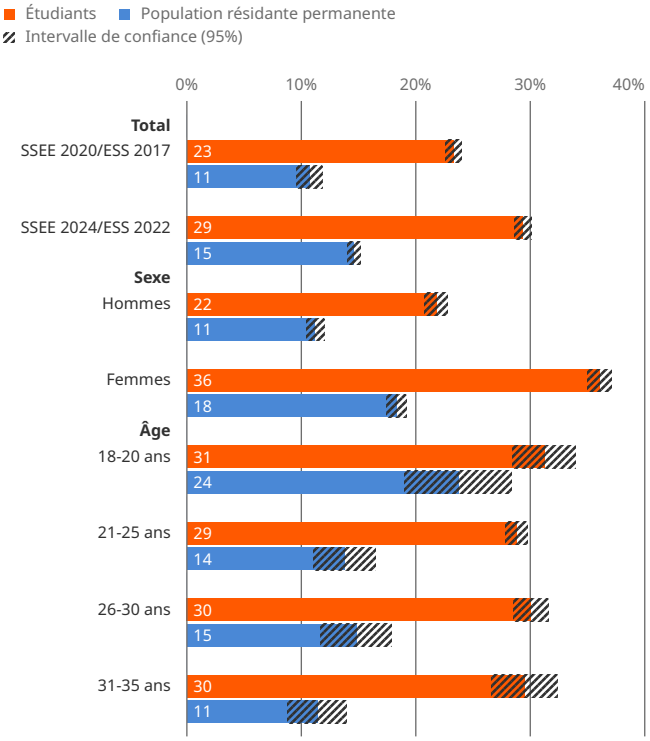
L'analyse par groupes d'âges de cinq ans montre elle aussi que la part des personnes souffrant de symptômes de dépression est plus élevée dans la population aux études que dans la population résidante permanente dans son ensemble.

Les étudiantes (36%) déclarent deux fois plus souvent souffrir de symptômes de dépression modérés à sévères que les femmes de la population résidante permanente (18%). Leurs homologues masculins (22%) sont également deux fois plus nombreux à être concernés que la moyenne des hommes de la population résidante permanente (11%).

Dans la population étudiante comme dans la population résidante permanente, les femmes indiquent plus souvent que les hommes avoir des symptômes de dépression.

La part des personnes concernées a augmenté depuis la dernière enquête tant dans la population étudiante de 18 à 35 ans que dans la population résidante permanente du même âge (étudiants: +6 points de pourcentage; population résidante: +4 points).

Symptômes de dépression modérés à sévères selon le sexe et l'âge, en % des étudiants âgés de 18 à 35 ans et de la population résidante permanente âgée de 18 à 35 ans



Remarque: Les données 2020 représentent la situation avant la pandémie de COVID-19.

État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE), Enquête suisse sur la santé (ESS)

gr-f-15.02.05.58
© OFS 2025

Lors de la dernière enquête, les étudiants faisaient nettement plus souvent état de symptômes de dépression que la population résidante permanente du même âge, quel que soit le groupe d'âge considéré.[19] L'enquête actuelle montre que la part des personnes souffrant de symptômes de dépression a augmenté dans la population résidante permanente de 18 à 20 ans: elle s'élevait à 24% en 2024, se rapprochant ainsi de celle des étudiants du même âge (31%), contre respectivement 13 et 27% en 2020.

Les symptômes de dépression ont augmenté chez les femmes de 18 à 35 ans depuis la dernière enquête, tant parmi les étudiantes que dans la population résidante permanente (étudiantes: +8 points de pourcentage; population résidante: +6 points). Chez les hommes, on constate une augmentation uniquement du côté des étudiants (+3 points de pourcentage). La hausse de 1 point observée dans la population résidante masculine n'est pas statistiquement significative.

[17] Informations complémentaires sous www.statistique.ch → Bases statistiques → Enquêtes, statistiques → Enquête suisse sur la santé. Les données les plus récentes proviennent de l'enquête suisse sur la santé 2022. La prochaine édition est prévue pour 2027.

[18] Les proportions suivantes ressortent de l'analyse des cinq catégories de réponses: personnes étudiant dans une haute école: aucun symptôme dépressif (33%), de légers symptômes de dépression (38%), des symptômes de dépression modérés (19%), plutôt sévères (8%) et sévères (3%). Population résidante permanente: aucun symptôme dépressif (53%), de légers symptômes de dépression (32%), des symptômes de dépression modérés (10%), plutôt sévères (4%) et sévères (1%).

[19] À ce sujet, voir OFS (2021): *Conditions d'études et de vie dans les hautes écoles suisses. Rapport principal de l'enquête 2020 sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants*. Neuchâtel: OFS. Page 25.

Liens avec d'autres caractéristiques

Dans ce chapitre, il s'agit de définir quelles caractéristiques – outre les facteurs sociodémographiques et institutionnels (voir plus haut) – sont en rapport avec l'apparition de symptômes de dépression dans la population étudiante. L'analyse porte sur quatre dimensions: la dimension économique, celle des études, la dimension personnelle et la dimension sociale ou d'intégration. Les résultats sont présentés sous forme bivariée (voir graphique), mais ils s'avèrent également statistiquement significatifs selon une analyse multivariée (régression logistique) contrôlant l'âge, le sexe, le statut migratoire, le niveau de formation le plus élevé des parents et le type de hautes écoles (voir le tableau du modèle de régression complet: TA5.1 dans l'annexe en ligne). Il convient de noter que l'analyse ne fait pas ressortir de liens de cause à effet, mais uniquement des corrélations statistiques entre les variables. Ces corrélations doivent nous aider à mieux comprendre les symptômes de dépression observés dans la population étudiante et à identifier les champs d'action possibles.

Dimension économique
Les personnes qui déclarent rencontrer de (très) grandes difficultés financières dans leurs études sont plus souvent touchées par des symptômes de dépression modérés à sévères (46%) que celles qui n'ont pas ou peu de difficultés financières (25%). De même, les personnes qui font état de difficultés liées à la double charge des études et d'une activité rémunérée présentent plus souvent des symptômes de dépression (44%) que celles qui n'ont pas de difficultés de ce genre (27%). On n'observe toutefois pas de lien statistiquement significatif entre l'exercice d'une activité rémunérée et les symptômes de dépression[20].

Dimension des études
L'analyse fait ressortir un lien entre le temps consacré aux études et les symptômes de dépression: les personnes qui consacrent plus de 44 heures par semaine à leurs études font plus souvent état de symptômes de dépression que celles qui y consacrent 32 heures ou moins par semaine[21]. Les personnes pour lesquelles le niveau d'exigence des études est problématique souffrent davantage de symptômes de dépression (44%) que celles qui n'ont pas cette difficulté (25%). Les étudiants qui rencontrent des problèmes d'organisation dans leur haute école (p. ex. problèmes d'emploi du temps) déclarent aussi plus souvent avoir des symptômes de dépression (44%) que ceux qui ne rencontrent pas de problèmes de ce genre (27%). Aucun lien statistiquement significatif n'est établi entre l'enseignement à distance et la dépression[22].

Dimension personnelle
Les étudiants qui n'ont pas le sentiment d'être à leur place dans une haute école sont plus souvent touchés par des symptômes de dépression (58%) que ceux qui n'ont pas cette impression (25%). Les expériences de discrimination jouent aussi un rôle: les symptômes de dépression sont plus fréquents chez les personnes qui disent avoir été victimes de discrimination au cours de leurs études dans leur haute école (46%) que chez les étudiants qui n'ont pas vécu de discrimination (22%). Les personnes qui ont du mal à savoir ce que l'on attend d'elles dans les études présentent plus souvent des symptômes de dépression (54%) que les étudiants qui savent ce que l'on attend d'eux (24%).

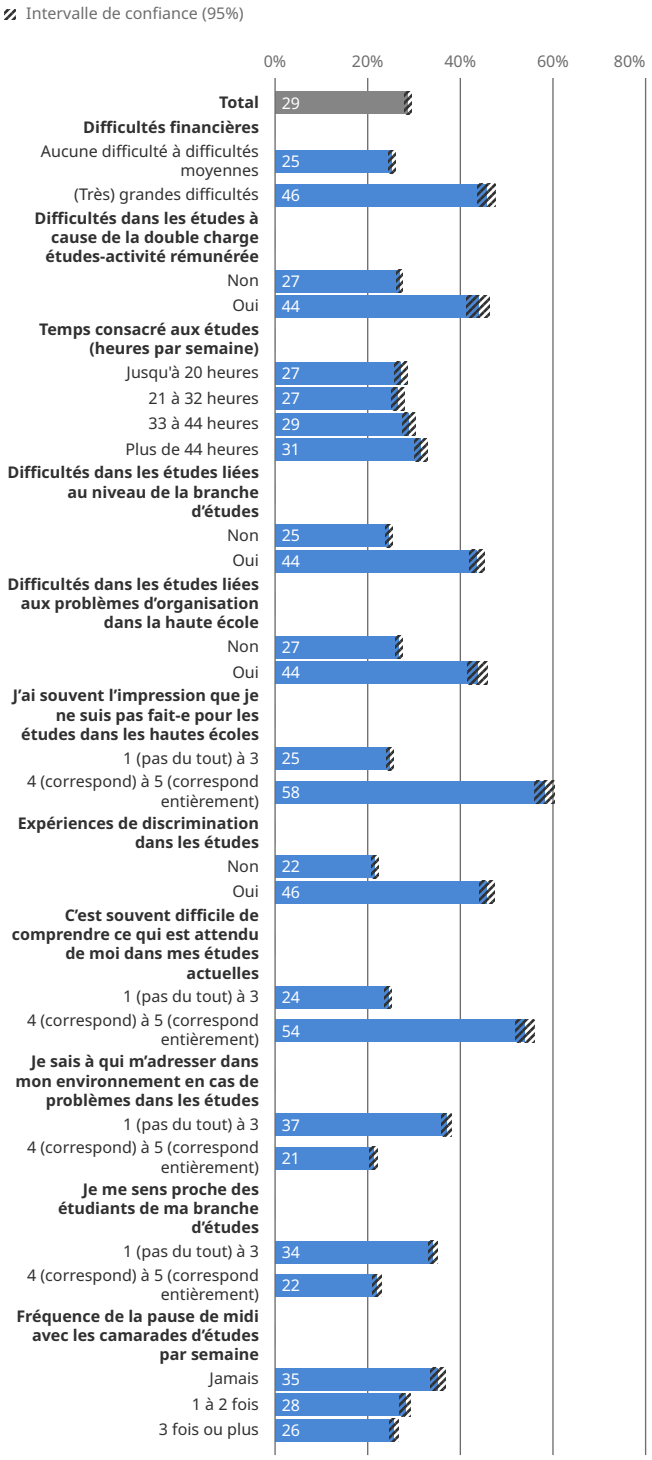
Dimension sociale ou d'intégration
Le réseau personnel s'avère être une ressource positive: parmi les étudiants qui déclarent savoir à qui s'adresser dans leur entourage en cas de problèmes durant leurs études, 21% présentent des symptômes de dépression. C'est le cas de 37% des étudiants qui ne disposent pas d'un tel réseau. Les interactions avec les autres étudiants jouent également un rôle: les étudiants qui passent leur pause de midi avec d'autres étudiants font moins souvent état de symptômes de dépression (26 à 28% selon la fréquence de la pause de midi) que ceux qui ne le font jamais (35%). Par ailleurs, on constate que les personnes qui déclarent se sentir proches des autres étudiants de leur domaine d'études sont moins souvent touchées par la dépression (22%) que celles pour lesquelles cette affirmation ne s'applique pas (34%).

[20] Dans l'analyse multivariée, les personnes qui exercent une activité rémunérée à côté de leurs études ne se distinguent pas, en termes de symptômes de dépression, de celles qui n'exercent pas d'activité rémunérée.

[21] 44 heures hebdomadaires correspondent au 3e quartile (75%) et 32 heures hebdomadaires à la médiane du temps consacré aux études.

[22] Dans l'analyse multivariée, les étudiants qui suivent des cours en ligne ne se distinguent pas de ceux qui ne suivent pas d'enseignement à distance en ce qui concerne les symptômes de dépression.

Symptômes de dépression modérés à sévères selon diverses caractéristiques, en %



État des données: 20.11.2025
Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

gr-f-15.02.05.59
© OFS 2025

Annexe

A.1 Remarques méthodologiques

Population de base et échantillon
Le cadre de sondage est constitué de l'ensemble des étudiants qui étaient, au semestre d'automne 2023/24, immatriculés dans une haute école suisse pour suivre des études menant à un bachelor, à un master ou une autre formation (formation des enseignants du degré secondaire II, prestations entre le bachelor et le master, études menant à une licence). Les personnes réalisant des cours de formation continue ou un doctorat sont exclues de l'enquête.

Au moment du tirage de l'échantillon, cette population avait un effectif de 234 269 personnes, soit 134 064 étudiants inscrits dans les universités et écoles polytechniques fédérales (HEU), 76 780 dans les hautes écoles spécialisées (HES) et 23 425 dans les hautes écoles pédagogiques (HEP).

L'échantillon est stratifié par haute école, par domaine d'études (HES ?/ ?HEP), respectivement groupes de domaines d'études (HEU), par domaines MINT et selon le sexe. Les informations sont basées sur le Système d'information universitaire suisse (SIUS). Les strates de moins de 100 étudiants ont été intégrées exhaustivement dans l'échantillon. Les strates comprenant moins de 50 étudiants ont été intégrées à d'autres strates. Au final, l'échantillon comprend 44 465 personnes, soit 22 386 étudiants en HEU, 20 774 en HES (y compris ceux qui étudient dans les HEP intégrées aux HES) et 1305 étudiants inscrits dans les autres hautes écoles pédagogiques et institutions de formation des enseignants.

Participation
Le relevé a été effectué pendant le semestre de printemps, entre le 22 mars et le 31 mai 2024, via un questionnaire en ligne. Les étudiants ont été contactés par courrier postal et par e-mail, dans lesquels figurait un code d'accès au questionnaire personnalisé. Deux courriers de rappel ont été envoyés.

1411 personnes ont été définies comme pertes neutres. Il s'agit essentiellement de personnes ayant terminé leurs études avant le début de l'enquête. 28 800 étudiants ont participé à l'enquête, soit un taux de réponse net de 67%. Le détail des taux de réponse par haute école figure dans le tableau TA A.1 dans l'annexe en ligne.

Remarque concernant la pandémie de COVID-19
L'enquête 2020 s'est déroulée du 25 mars au 31 mai 2020, c'est-à-dire durant le confinement du printemps 2020. Toutefois, les répondants ont été priés, au début du questionnaire, de remplir le questionnaire en se référant à une semaine type d'études et non à la situation exceptionnelle liée à la pandémie. Le texte suivant a été affiché: «Veuillez s'il vous plaît répondre aux questions en vous référant à une semaine type de vos études et non à la situation actuelle qui est inhabituelle (COVID-19)». Les données 2020 représentent donc la situation des étudiants avant le confinement du printemps 2020. La pandémie et les mesures de restrictions ont toutefois pu influencer ponctuellement les réponses des étudiants.

Questionnaire
Le questionnaire est disponible sur les pages Internet du projet www.etudiants-stat.admin.ch.

Préparation et pondération des données
La cohérence et la validité des réponses des étudiants ont été vérifiées dans le cadre du processus de traitement des données à des fins statistiques. Les observations contenant des données manquantes sur les trois questions clés de l'enquête n'ont pas été prises en compte.

Les données ont été pondérées sur la base du taux de sondage (strates selon les hautes écoles et les (groupes) de domaines d'études, les domaines MINT et le sexe) et d'une correction pour la non-réponse. De plus, un calibrage a été effectué sur des caractéristiques connues de l'ensemble de la population (sexe, groupes d'âge, domicile avant le début des études et niveau d'études). Cette pondération permet l'estimation des résultats pour la population de base.

Présentation des résultats
Pour les analyses bivariées, nous avons présenté les principales variables indépendantes associées à la variable d'analyse. L'importance des variables indépendantes est aussi testée à l'aide de modèles multivariés.

Toutes les analyses du présent rapport sont basées sur des données pondérées. La somme des fréquences relatives peut s'écarter légèrement de 100% à cause des arrondis.

Précision des résultats
Les enquêtes par échantillonnage ne portant que sur une partie de la population considérée (population de base), les résultats présentent toujours un certain degré d'incertitude. Cette incertitude peut être quantifiée, grâce aux intervalles de confiance. Plus leurs bornes sont éloignées, plus l'intervalle de confiance est grand et plus les résultats sont incertains. Un intervalle de confiance dépend de son «niveau de confiance», le plus souvent fixé à 95%. Si nous supposons que le paramètre à estimer se trouve dans l'intervalle de confiance, notre risque d'erreur est limité à 5%. La définition de l'intervalle de confiance implique donc qu'il est improbable mais qu'il n'est pas totalement exclu que le paramètre se situe en dehors de l'intervalle de confiance calculé. Le calcul de la précision des fréquences relatives, des moyennes et des médianes a été effectué avec un intervalle de confiance dont le niveau de confiance était de 95%.

Nombre de cas
Le rapport ne présente pas les résultats des catégories pour lesquelles le nombre de cas est inférieur à 25. Ces catégories sont représentées par deux astérisques (**).

Fiabilité statistique
Les différences entre les groupes qui ressortent des graphiques et tableaux ne sont pas toutes statistiquement significatives. Celles qui sont décrites dans le texte, par contre, sont statistiquement significatives. En revanche, il n'est pas possible de commenter dans le texte toutes les différences statistiquement significatives.

A.2 Définitions

A) Nomenclatures

Le présent rapport s'appuie sur les nomenclatures du Système d'information universitaire suisse (SIUS). Voir l'annexe en ligne.

B) Définitions

Difficultés dans les études
Les onze éléments relatifs aux difficultés rencontrées dans les études ont été regroupés en six catégories pour l'analyse:

Difficultés liées au contenu des études:
– «En raison du niveau de ma branche d'études (examens et travaux exigeants et nombreux)
– «En raison d'autres aspects liés aux études»,

Difficultés liées aux aspects financiers:
– «À cause des obligations liées à mon activité rémunérée»
– «Parce que j'ai des difficultés financières»

Difficultés liés à des aspects personnels:
– «En raison de problèmes de santé/handicap/accident»
– «Parce que je suis enceinte/parce que je m'occupe de mon/mes enfant/s»
– «Pour d'autres raisons personnelles (p. ex. problèmes familiaux)»

Difficultés liées aux problèmes administratifs/organisationnels de la haute école:
– «À cause de problèmes administratifs dans ma haute école»
– «À cause de problèmes d'organisation dans ma haute école»

Quant aux catégories *Difficultés liées au manque de motivation* et *Pas de difficultés*, elles se basent directement sur les options de réponse y relatives.

Étudiants
Toute personne immatriculée dans une haute école suisse (haute école universitaire, haute école spécialisée ou haute école pédagogique) au semestre d'automne 2023/24. L'enquête sur la situation sociale et économique des étudiants prend en considération les étudiants inscrits pour suivre des études menant à un bachelor, à un master ou une autre formation (formation des enseignants du degré secondaire II, prestations entre le bachelor et le master, études menant à une licence (ancien diplôme)). Les personnes réalisant un doctorat ou des cours de formation continue ne sont pas prises en compte.

Médiane
Pour déterminer la médiane, les valeurs observées sont rangées par ordre croissant puis partagées en deux moitiés comportant chacune le même nombre de valeurs: la médiane est la valeur située entre la valeur la plus élevée de la première moitié et la valeur la plus basse de la deuxième moitié. Contrairement à la moyenne arithmétique, la médiane n'est pas influencée par les valeurs extrêmes.

Niveau d'études
Bachelor: Les études de bachelor comprennent 180 crédits, attribués selon le système européen de transfert et d'accumulation des crédits (ECTS). Cela correspond à une durée d'études moyenne de 3 ans (études à temps complet).

Master: Les études de master comprennent entre 90 et 120 crédits. La durée normale des études est de 1,5 à 2 ans à plein temps.

Autre: Sous la catégorie «Autre» sont rassemblées les études menant à une autre formation: formation des enseignants du degré secondaire II de min. 60 crédits, prestations entre le bachelor et le master et études menant à une licence.

Niveau de formation des parents
Le plus haut niveau de formation des parents est divisé en cinq catégories:
– *Pas de formation post-obligatoire* signifie que les parents n'ont suivi que l'école obligatoire.
– *Degré secondaire II: professionnel* comprend la formation professionnelle initiale (apprentissage ou école professionnelle).
– *Degré secondaire II: général* regroupe les écoles gymnasiales et les autres écoles de formation générale d'une durée d'au moins deux ans.
– *Formation professionnelle supérieure* comprend les formations d'une durée minimum de deux ans entreprises après avoir obtenu un titre d'une formation professionnelle initiale.
– *Haute école* comprend les diplômes des hautes écoles universitaires, spécialisées et pédagogiques.

Profession des parents
Les professions des parents sont classées selon la nomenclature suisse des professions CH-ISCO-19. La Nomenclature suisse des professions CH-ISCO-19 reprend les 4 premiers niveaux de la classification internationale type des professions ISCO-08 (ISCO=International Standard Classification of Occupations) et inclut, en plus, un 5e niveau pour prendre en considération les spécificités du marché du travail en Suisse. Cette nomenclature remplace la Nomenclature suisse des professions datant de 2000 (NSP2000).

Statut migratoire
La classification des étudiants selon leur statut migratoire repose sur une adaptation de la typologie du statut migratoire en usage à l'OFS.[1] Celle-ci est construit à partir de quatre informations: le lieu de naissance des parents; le lieu de naissance des personnes; la nationalité actuelle des personnes; et la nationalité à la naissance des personnes. La classification utilisée dans ce rapport dévie de cette typologie à deux égards. D'une part, nous

[1] Voir à ce sujet: www.statistique.ch → Statistiques → Population → Migration et intégration → Population selon le statut migratoire

connaissons uniquement la nationalité des étudiants au moment de leur entrée dans le système des hautes écoles suisses, ce qui nous oblige à simplifier la typologie. D'autre part, nous ajoutons une information sur le lieu de scolarisation afin de diviser la 1re génération en deux groupes. La typologie comprend quatre catégories:

- *Étudiants non issus de la migration:*
  il s'agit de personnes de nationalité suisse dont l'un des deux parents au moins est né en Suisse. Les personnes de nationalité étrangère sont également considérées comme n'étant pas issues de la migration si elles-mêmes et leurs deux parents sont nés en Suisse.
- *Étudiants issus de la migration, 2e génération:*
  il s'agit de personnes nées en Suisse, de nationalité étrangère et dont l'un des deux parents au moins est né à l'étranger. Les personnes nées en Suisse et de nationalité suisse appartiennent également à cette catégorie, pour autant que les deux parents soient nés à l'étranger.
- *Étudiants issus de la migration, 1re génération, scolarisés en Suisse:*
  il s'agit de personnes nées à l'étranger et de nationalité étrangère. Les personnes nées à l'étranger qui ont la nationalité suisse sont également classées dans cette catégorie si les deux parents sont nés à l'étranger. Par ailleurs, ces personnes ont été scolarisées en Suisse, c'est-à-dire qu'elles ont obtenu leur certificat d'accès au système des hautes écoles en Suisse (la maturité gymnasiale le plus souvent).
- *Étudiants issus de la migration, 1re génération, scolarisés à l'étranger:*
  cette catégorie est définie de la même manière que la précédente. Toutefois, et par ailleurs également, ces personnes ont été scolarisées à l'étranger, c'est-à-dire qu'elles ont obtenu leur certificat d'accès au système des hautes écoles à l'étranger.

Classification du statut migratoire[1] **TA 2**

Étudiants			Lieu de naissance des parents		
Lieu de naissance	Nationalité	Scolarisés en Suisse	Les deux en Suisse	Un des deux en Suisse	Les deux à l'étranger
En Suisse	Suisse	Oui/non	o	o	II
	Étranger	Oui/non	o	II	II
À l'étranger	Suisse	Oui	o	o	Ia
		Non	o	o	Ib
	Étranger	Oui	Ia	Ia	Ia
		Non	Ib	Ib	Ib

[1] Classification simplifiée, qui ne tient pas compte de la nationalité à la naissance
o Étudiants non issus de la migration
II Étudiants issus de la migration, 2e génération
Ia Étudiants issus de la migration, 1re génération, scolarisés en Suisse
Ib Étudiants issus de la migration, 1re génération, scolarisés à l'étranger

Source: OFS – Enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE)

© OFS 2025

Renchérissement
Afin de permettre des comparaisons financières entre les enquêtes, les montants des enquêtes précédentes sont présentés aux prix de 2024. Les montants de 2005 sont ainsi majorés de 10,2% pour tenir compte du renchérissement annuel moyen entre 2005 et 2024. Le renchérissement annuel entre 2013 et 2024 est de 6,4%, celui entre 2016 et 2024 est de 8% et celui entre 2020 et 2024 est de 6,9%.

A.3 Sources des données

Les données utilisées proviennent des enquêtes suivantes de l'OFS:

Situation sociale et économique des étudiants (SSEE), OFS
Informations complémentaires: www.etudiants-stat.admin.ch

Système d'information universitaire suisse (SIUS), OFS
Informations complémentaires:
www.statistique.ch → Bases statistiques → Enquêtes, statistique → Étudiants et examens finals des hautes écoles
ou:
www.statistique.ch → Statistiques → Éducation et science → Personnes en formation → Degré tertiaire – Hautes écoles

Enquête suisse sur la santé (ESS), OFS
Informations complémentaires:
www.statistique.ch → Bases statistiques → Enquêtes, statistique → Enquête suisse sur la santé

EUROSTUDENT 8
Informations complémentaires: www.eurostudent.eu

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise à cet effet plusieurs moyens et canaux et diffuse ses informations statistiques par domaines thématiques.

Les domaines statistiques

00 Bases statistiques et généralités
01 Population
02 Espace et environnement
03 Travail et rémunération
04 Économie nationale
05 Prix
06 Industrie et services
07 Agriculture et sylviculture
08 Énergie
09 Construction et logement
10 Tourisme
11 Mobilité et transports
12 Monnaie, banques, assurances
13 Sécurité sociale
14 Santé
15 Éducation et science
16 Culture, médias, société de l'information, sport
17 Politique
18 Administration et finances publiques
19 Criminalité et droit pénal
20 Situation économique et sociale de la population
21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Sélection de publications

Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique, que publie l'Office fédéral de la statistique (OFS), constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il résume les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Statistique: 175 ans au service de l'État fédéral moderne

Cette brochure a été éditée à l'occasion de la 10 000e publication de l'Office fédéral de la statistique. Reprenant dix publications et événements appartenant au passé, elle retrace l'histoire de l'OFS, de ses publications et de la statistique en Suisse. La brochure compte 52 pages et est disponible en quatre langues (français, allemand, italien et anglais).



www.statistique.ch – sources d'informations des plus utiles

Le portail Statistique suisse est un outil moderne et attrayant qui vous donne accès aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

Catalogue général

Presque tous les documents publiés par l'OFS depuis 1860 sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Web Statistique suisse (www.statistique.ch). Les publications sur papier peuvent être commandées par téléphone au +41 58 463 60 60 ou par e-mail à l'adresse suivante order@bfs.admin.ch.
www.statistique.ch → Statistiques → Catalogue

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?

Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

Aperçu des données publiées

Pour donner une meilleure vue d'ensemble de tous les jeux de données publiés en continu par l'OFS, nous les avons regroupés sur cette page. Elle contient également un aperçu des données de la statistique fédérale déjà accessibles sur la plate-forme opendata.swiss ainsi que des données de la National Summary Data Page (NSDP).
www.data.bfs.admin.ch

Tableau de bord des votations Suisse

Le tableau de bord de l'OFS utilise les données publiques ouvertes (OGD) pour présenter rapidement les résultats des votations sous une forme visuelle et conviviale. Toutes les données sont librement accessibles et disponibles en cinq langues.
votations.admin.ch/fr/overview

Informations complémentaires

Service de renseignement

+41 58 463 60 11, info@bfs.admin.ch

www.statistique.ch

Facebook
X
Youtube
LinkedIn

L'enquête sur la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants (SSEE) fournit des informations actuelles sur les conditions d'études et de vie des étudiants, ainsi que sur les conditions de formation dans les hautes écoles suisses. Les principaux thèmes de cette enquête sont l'origine sociale des étudiants, le financement des études et la situation financière des étudiants, l'activité rémunérée pendant les études, le budget-temps et le mode de logement. L'enquête donne également des informations concernant la mobilité, l'expérience durant les études, la discrimination et la santé des étudiants. Environ 28 000 étudiants des hautes écoles universitaires, des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques ont participé à l'enquête au semestre de printemps 2024.

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) **n° 4 «Éducation de qualité»**, de l'Agenda 2030 des Nations Unies. En Suisse, c'est le système d'indicateurs MONET 2030 qui assure le suivi de la mise en œuvre de ces objectifs.



Système d'indicateurs MONET 2030
www.statistique.ch → Statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030

La statistique compte pour vous.
www.la-statistique-compte.ch

En ligne
www.statistique.ch

Imprimés
www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique
CH-2010 Neuchâtel
order@bfs.admin.ch
tél. +41 58 463 60 60

Numéro OFS
255-2400

ISBN
978-3-303-15712-1